l'unité

M 2805 - N° 505 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 18 mars 1983

CHAQUE CHOSE EN SON TEMPS

PAR CLAUDE ESTIER

LE président de la République s'adressera donc aux Français mercredi prochain, dix jours après le second tour des élections municipales, ce qui représente un délai judicieux pour que ce qu'il a à leur dire ne puisse être considéré comme étant dicté par les résultats du scrutin.

C'est bien mal connaître François Mitterrand que d'avoir cru ou laissé croire qu'il agirait dans la précipitation. Les inventeurs de scénarios qui avaient annoncé un remaniement gouvernemental pour mardi dernier ont été bien légers et continuent à l'être lorsque, au lieu de reconnaître leur propre erreur, ils tentent d'expliquer par des difficultés survenues au sein du Pouvoir lui-même le fait que l'événement ne se soit pas produit à l'heure précise où, eux, incorrigibles pythonisses, l'avaient annoncé.

Passons.

Une seule raison aurait pu justifier un remaniement ministériel immédiat et c'était l'une des préoccupations de François Mitterrand au soir du premier tour des municipales : l'éventualité où un ou plusieurs ministres qui se trouvaient en ballottage difficile auraient été en fin de compte battus. Gaston Defferre avait lui-même annoncé que, dans ce cas, il remettrait aussitôt sa démission. Le sursaut qui s'est produit à gauche le 13 mars a heureusement permis d'écarter cette éventualité : le conseil des ministres pouvait donc se réunir normalement mercredi matin, rien

(suite en page 2)



Sygma

L'ELECTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (page 3)

ECOLOGISTES: JE T'AIME MOI NON PLUS (page 4)

REPORTS: LA BALANCE (page 6)

DREUX: EN UN COMBAT DOUTEUX (page 8)

IMMIGRES: LA MANIPULATION (page 8)

FEMMES: LES BATTANTES (page 9)

DEFENSE: LA DISSUASION GLOBALE FAIT FORCE DE LOI (page 10)

SYNDICATS: LE 10 MAI N'EN FINIT PLUS... (page 13)

LES RISQUES DU METIER (page 14)

FORMULE 1: POUR QUELQUES SECONDES (ET QUELQUES DOLLARS) DE PLUS (page 20)

DANS LA JUNGLE DES BANQUES (page 29)

Coll. Fondation Jean-Jaurès



(suite de la page 1)

ne justifiant des décisions précipitées.

Ces décisions seront prises à n'en pas douter mais en fonction d'une réflexion et d'une analyse qui dépassent largement les résultats des élections municipales. François Mitterrand a bien déclaré — et on peut lui faire confiance — qu'il tiendrait compte de toutes les formes d'expression du suffrage universel mais il a également souligné — et ce ne sont pas les défenseurs des institutions de la Ve République qui pourraient lui faire un procès dans ce domaine — que l'action du gouvernement ne saurait dépendre d'un scrutin municipal. Ayant subi un échec autrement plus sévère en mars 1977, Valéry Giscard d'Estaing n'avait changé ni de Premier ministre ni de ligne politique générale.

Les décisions que le président de la République s'apprête à prendre, et qu'il est seul habilité à prendre, lui sont inspirées par une série de constatations qu'il a pu faire non pas depuis quelques jours mais depuis plus de vingt mois. Il en est ainsi par exemple de celles qui viseront à renforcer la cohésion de l'équipe gouvernementale, à rendre plus claire l'expression de sa politique. Il a été dit souvent que le Pouvoir a péché par insuffisance de communication avec l'opinion. C'est un des éléments que celle-ci a voulu retenir dans l'« avertissement » du 6 mars. Le problème est ancien, mais il est urgent d'y remédier. Il y a tout lieu de penser que cela sera fait dans les jours qui viennent.

Double leçon

On dira que c'est là un problème de forme. Mais il est directement lié à des questions de fond. Avant d'aborder celles-ci, il faut encore retenir la double leçon des chiffres des 6 et 13 mars : le premier tour a montré que non seulement une partie de l'électorat fluctuant qui s'était porté sur François Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle de mai 1981 avait rejoint l'opposition, ce qui est un phénomène classique de la vie politique française, mais aussi qu'un nombre important d'électeurs de gauche, insatisfaits ou mécontents d'un changement dont ils avaient imaginé autre chose, avaient déserté les urnes. Parce qu'ils ne veulent pas le retour de la droite, ces électeurs-là sont venus voter au second tour mais ce geste salvateur n'efface pas ce qu'ils ont voulu exprimer au premier.

C'est à partir de là que le gouvernement doit être conduit non pas à modifier sa politique — dans le domaine économique en particulier — mais à la conduire avec plus de réalisme en tenant davantage compte des préoccupations de millions d'hommes et de femmes qui apprécient certes les grandes réformes mises en œuvre depuis deux ans — la droite a sans aucun doute commis une erreur en annonçant qu'elle les remettrait en cause — mais qui attendent du changement des résultats plus concrets pour eux-mêmes.

Il n'est pas aisé de répondre à cette attente alors que tout impose de poursuivre une politique rigoureuse qui a d'ailleurs incontestablement porté ses fruits même si le bruit et la fureur de la campagne électorale ont tendu à les faire oublier. Au médiocre indice des prix de janvier, il est intéressant d'opposer aujourd'hui la confirmation que la France est le seul pays de l'Europe occidentale à avoir depuis plusieurs mois réussi à stabiliser le chômage. Quel que soit le gouvernement de demain, il est clair qu'il devra persévérer dans la voie tracée en juin dernier et dont les objectifs étaient eux-mêmes fixés à dix-huit mois.

Dans le même temps, demeure l'impératif fondamental de tenir la monnaie. A cet égard, le redressement du franc par rapport au mark et au dollar, qui a été enregistré lundi et mardi a apporté un nouveau démenti au catastrophisme entretenu par l'opposition et qui n'est pas pour rien dans la spéculation internationale contre la monnaie française. Mais une nouvelle rechute mercredi a également confirmé qu'il convient de trouver très rapidement les conditions d'une plus grande stabilité à l'intérieur du système monétaire européen. La réunion des chefs d'Etat et de gouvernements de la Communauté européenne, lundi et mardi prochains, peut être à cet égard décisive. C'est, en tout cas, en connaissance de cause que le président de la République pourra le lendemain expliquer aux Français la nature et le contenu des décisions qu'il aura arrêtées.

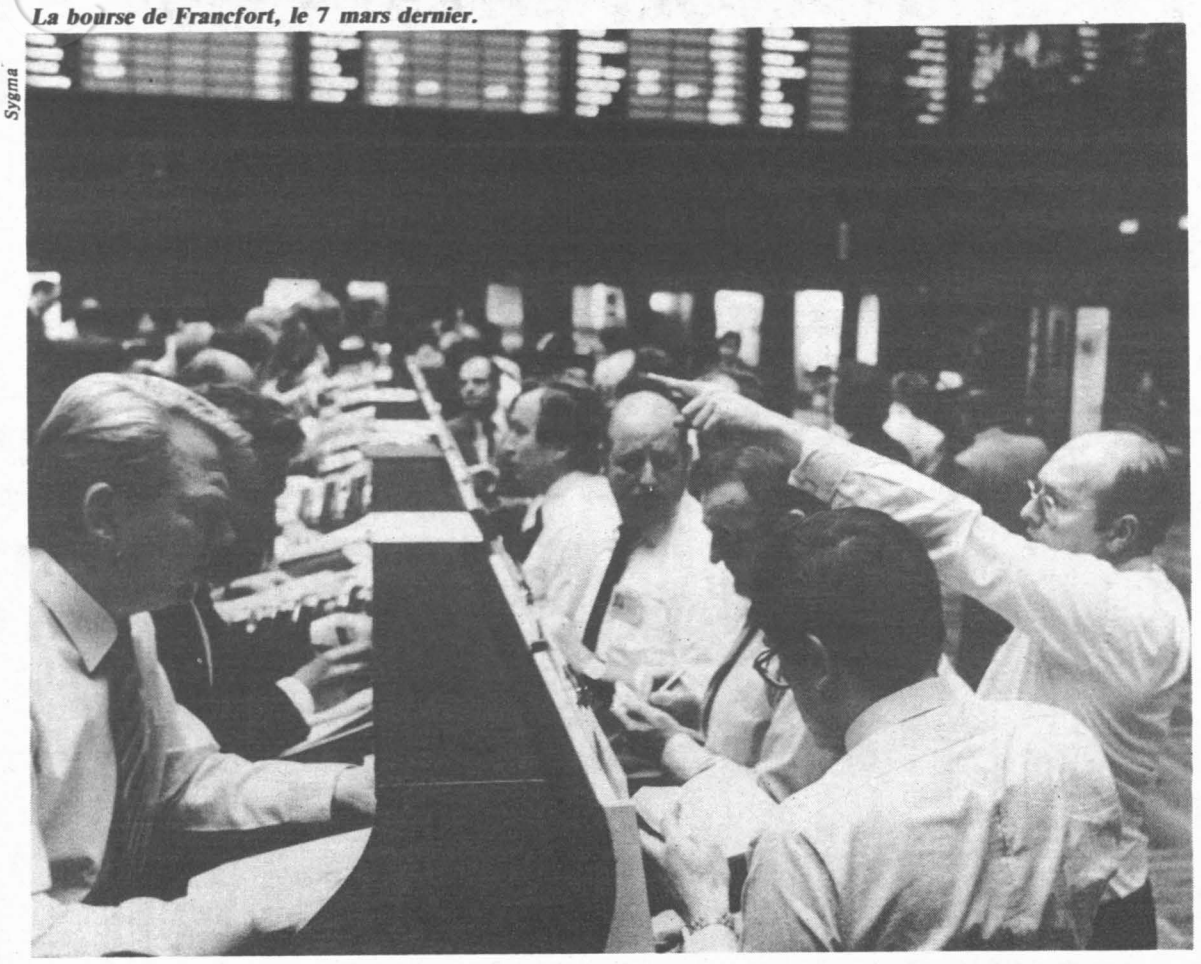
Pour le reste, on nous permettra de ne pas jouer au petit jeu de qui partira ou qui entrera. Nous ne sommes plus sous la IVe République où c'était souvent la presse qui faisait et défaisait les ministères. C'est aujourd'hui au président de la République et à lui seul de savoir avec quel Premier ministre et donc avec quelle équipe il entend aborder la nouvelle phase de son action. Nous nous abstiendrons, et pour cause, de faire écho aux supputations de ceux qui imaginent, comme s'ils étaient sous la table, tel conflit entre le président et son Premier ministre ou tel état d'âme d'un membre ou d'un autre du gouvernement. Les problèmes ne se posent pas à ce niveau-là et les réponses qu'on entend leur apporter, à l'Elysée comme à Matignon, se fondent heureusement sur des critères plus sérieux.

Le rôle du Parti

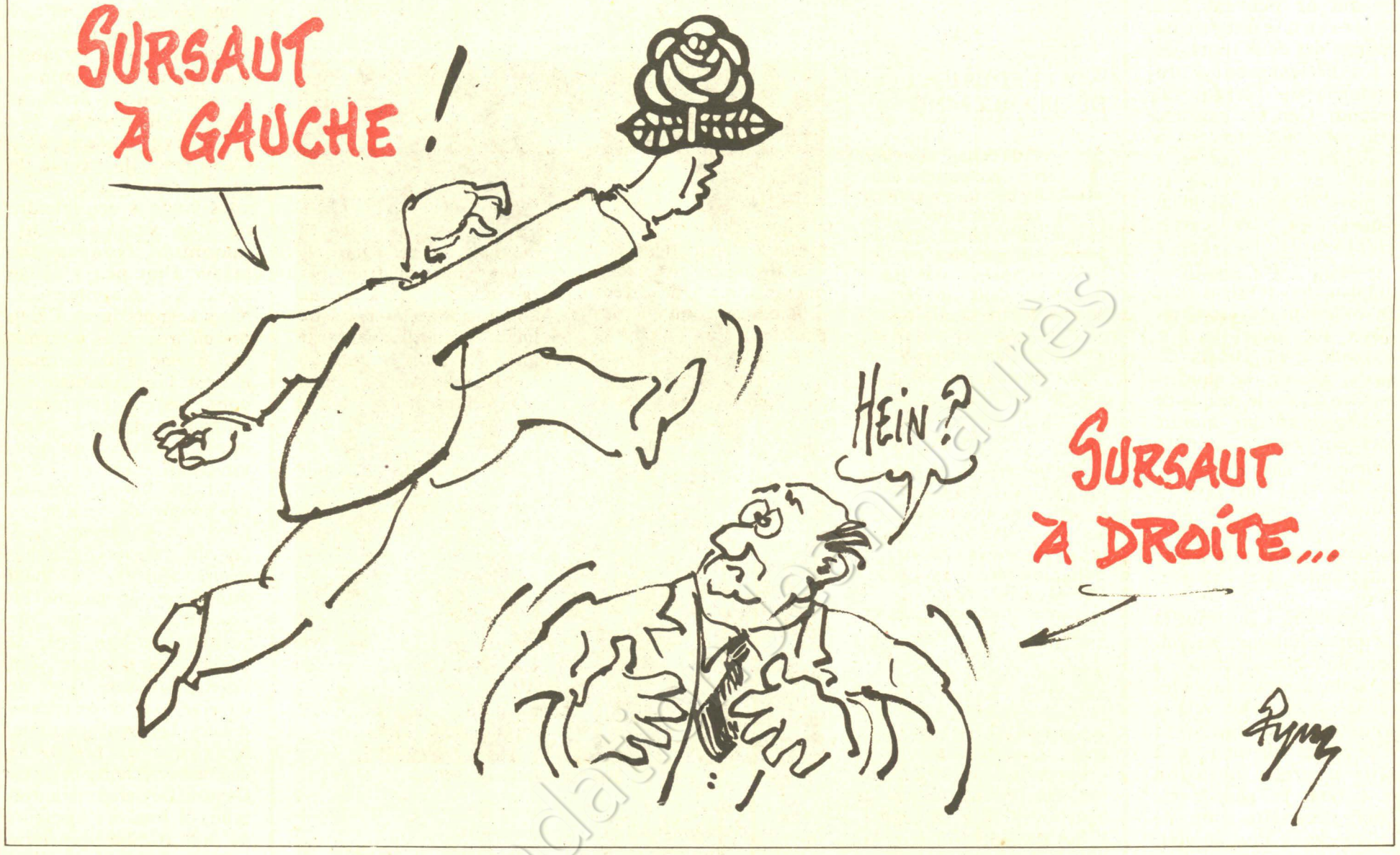
A ces observations qui concernent le pouvoir, il faudrait en ajouter d'autres intéressant plus directement les partis de la majorité présidentielle qui ont, eux aussi, des enseignements à tirer des scrutins des 6 et 13 mars. Pour sa part, le Parti socialiste, qui a incontestablement réussi à mobiliser ses militants et ses sympathisants entre les deux tours, n'est pas dispensé d'une réflexion approfondie sur la question de savoir s'il a bien joué tout le rôle qui doit être le sien depuis que la gauche gouverne la France. Question que le Bureau exécutif a abordée dès cette semaine et qui sera au centre de la préparation du prochain Congrès. Nous y reviendrons évidemment en souhaitant seulement pour l'instant que cette réflexion ne dérape pas sur des débats biaisés ou des querelles anachroniques. La réussite de la politique engagée dépend aussi de l'action que saura mener le parti majoritaire de la majorité. ●

La bourse de Francfort, le 7 mars dernier.

Sygma



L'ELECTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS



PAR GUY PERRIMOND

IL ne faudra pas oublier ! Au soir du second tour, après un soupir puis la joie, à l'annonce de certains résultats combien de militants socialistes ont-ils prononcé cette phrase ? Avant de pouvoir analyser les résultats, divers selon les communes, les régions, une évidence : les « réserves » s'étaient mobilisées, la gauche, là où un second tour avait eu lieu, ne se réduisait pas aux 39,75 % du dimanche précédent. Bref, ce second tour donnait parfois l'impression d'un des premiers tours des dix dernières années.

Les politologues furent les premiers surpris. Traditionnellement, les seconds tours ne confirmaient-ils pas en les amplifiant les premiers tours ? Certes, en 1967 la gauche — déjà — avait fait la preuve que cette règle méritait exception. Mais s'appuyant sur les chiffres nationaux, sur le taux d'abstentions hexagonal, rares étaient ceux qui osaient affirmer que la gauche pouvait d'un tour à l'autre retrouver un niveau quasi « normal » et résister aux avancées de la droite. Rares furent les journaux qui, tel « l'Unité », faisaient remarquer, par exemple, la différence du taux d'abstentions (5 %) entre les villes de plus de 30 000 habitants, gérées par la gauche conservées au premier tour, et celles, gérées également par la gauche, où un second tour était nécessaire.

Mais l'existence de réserves, si elle est nécessaire pour redresser une situation, n'est pas suffisante. Car personne n'est propriétaire d'un électorat. Fallait-il encore que ceux qui, au premier tour, avaient choisi l'abstention décident de voter au second.

Au soir du second tour, quelques évidences émergeaient. Tout d'abord, la droite n'avait pas atteint ses objectifs. La gauche n'avait perdu le contrôle que de trente villes — et en avait gagné une — alors que l'objectif avancé par les leaders de l'opposition était de soixante. Histoire, semble-t-il, d'effacer 1977. Or 1977 n'a pas été effacé.

Venait ensuite, nuancée puisqu'il s'agissait d'élections municipales, la confirmation des choix faits en 1981. Les spécialistes d'études électorales pourront durant de longs mois affiner l'analyse.


l'unité

M 2805 - N° 504 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 11 mars 1983

LES RAISONS DU FORT COUP DE VENT A DROITE (page 2)
GRENOBLE: GROSSE DEPRESSION (page 3)
VILLES MOYENNES: TEMPS CLAIR A TRES BEAU (page 4)
ABSTENTIONS: BRUMEUX A GAUCHE (page 5)
TORNADE A PARIS (page 6)
ECOLOGISTES: VARIABLES SELON LES SECTEURS (page 7)
ANTICYCLONE VENU DES DOM-TOM

SECOND TOUR
LE SURSAUT APRES LA DEFAITE ?

PAR CLAUDE ESTIER

LES chiffres sont clairs et il serait absurde de chercher à détourner le sens : la gauche au pouvoir depuis deux ans a subi un échec aux élections municipales. Cet échec est-il plus ou moins important que celui que la droite avait connu en 1977 ? C'est seulement dimanche soir que l'on aura la réponse précise à cette question en comparant, par exemple, le nombre définitif de villes de plus de 30 000 habitants perdues par l'actuelle majorité aux 61 de cette catégorie enlevées à celle qui gouvernait la France il y a six ans. Mais quels que soient les résultats du second tour, le recul de la gauche est indéniable et doit être analysé comme tel.

Ce recul n'est ni une « débâcle », ni un « naufrage », ni même un « rejet », comme l'ont proclamé à qui mieux mieux les gros titres des journaux liés à l'opposition. Celle-ci est certes majoritaire en voix au premier tour de ce scrutin municipal mais avec à peine 51 % des voix, ce qui est du même ordre que le pourcentage obtenu par la gauche en 1977. Et, toujours au premier tour, la gauche n'a perdu que 16 villes de plus de 30 000 habitants alors qu'elle en avait elle-même gagné 31 au premier tour de 1977.

Ce rappel n'est pas destiné à dissimuler le revers subi mais à le ramener à ses justes proportions. Il n'en reste pas moins que, même en mettant à part le cas de Paris où des phénomènes particuliers ont considérablement accentué la tendance générale, la gauche recule dans toutes les grandes villes à commencer par Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, etc. et qu'elle est battue sans appel dans des villes qu'elle gérait souvent depuis longtemps comme Grenoble, Avignon, Roubaix, Levallois-Perret, etc.

Nous consacrons plusieurs articles de ce numéro à une première analyse des causes de cette défaite. Elles sont multiples et de natures différentes. Les unes sont imputables au comportement de l'opposition, au climat de « catastrophisme » qu'elle a réussi à entretenir depuis des mois, à la campagne insidieuse qu'elle a menée, au risque de faire le lit de l'extrême droite (par exemple à Dreux ou à Paris XXe) sur des thèmes comme ceux de la sécurité et de l'immigration, particulièrement ressentis dans les grandes agglomérations urbaines.

Mais d'autres causes concernent plus directement la majorité elle-même : mauvaise compréhension de l'action gouvernementale dont une présentation parfois confuse, aggravée par l'ouverture de débats pour le moins prématurés, a déroute l'opinion ; insatisfaction ressentie par plusieurs catégories sociales qui attendaient du changement une amélioration plus rapide de leur propre sort.

Autant de constatations qui ne constituent pas des découvertes — nous les avons en plusieurs occasions évoquées dans ce journal — mais à partir desquelles il est devenu urgent, que l'on tire au plus haut niveau du Pouvoir, les leçons qui s'imposent.

Pour l'instant, il s'agit de bien voir que cette bataille électorale n'est pas terminée et que, dans les heures qui restent avant le second tour, tout doit être mis en œuvre pour redresser la situation et atténuer la portée du recul de dimanche dernier. C'est dans ce sens que les partis de gauche, P.s., P.c.f., M.r.g., P.s.u., ont lancé dès lundi un appel à la mobilisation de tous ceux qui, pour des raisons diverses, n'ont pas apporté leur suffrage au premier tour. Qu'il s'agisse des abstentionnistes comptés en grand nombre dans les bureaux de vote les plus populaires des grandes villes, qu'il s'agisse d'électeurs qui, refusant de voter pour la droite, se sont réfugiés sur des « petites listes », écologistes ou divers gauche, qu'il s'agisse même d'anciens électeurs de gauche qui se sont laissé entraîner dans un vote de protestation, tous doivent être conscients que le choix de dimanche est entre la poursuite du changement et un retour très loin en arrière. Qu'ils ne se laissent pas tromper par l'apparente bonhomie dont font preuve cette semaine les leaders de l'opposition et que, dément d'ailleurs la violence des manifestants chiraquiens qui s'en sont pris mardi au Premier ministre. C'est bien de revanche que rêvent Chirac, Giscard, Barre et leurs amis. Ils croient déjà la tenir. Un sursaut dimanche dans les 68 grandes villes encore en ballottage doit les faire déchanter.

Seuls de toute la presse, nous évoquions un possible sursaut.

Mais dimanche soir, il était évident que le sursaut du second tour était dû à un refus net, marqué, de la droite. Durant des mois, cette dernière s'était employée à mobiliser son électorat et à démobiliser, à fragmenter celui de la gauche. Les campagnes sur la sécurité n'ont pas d'autre sens. Pour ce faire, il lui a fallu se démasquer : au soir du premier tour, les électeurs de gauche, qu'ils aient voté ou non, ont pu prendre conscience des motifs de ces efforts. Et de leur danger. Annuler 1977 était pour la droite le seul moyen « d'espérer effacer » 1981. Cela, l'électorat de gauche ne l'a pas voulu. Ce faisant, il a donné un coup de frein spectaculaire aux discours déjà prêts sur la légitimité du gouvernement de gauche. Imaginez ce qu'auraient été les titres des journaux si un sursaut n'avait pas eu lieu.

Enfin, il y a « l'avertissement ». L'évolution de l'électorat de gauche entre les deux tours de scrutin donne un sens relativement précis aux avertissements — il faut, me semble-t-il parler au pluriel — donnés. La semaine dernière, j'indiquais qu'à mon avis les pertes — en voix — de la gauche se partageaient entre l'abstention — pour l'essentiel —, un vote

(suite en page 4)

(suite de la page 3)

pour des listes axées sur la sécurité et un vote pour des listes de droite. Cela semble aujourd'hui évident et renvoie à des analyses qui ne sont pas directement électorales. Et qui ne peuvent être faites qu'en tenant compte des deux tours, de « l'avertissement » du premier, du sursaut du second. Car les raisons, qui ont poussé les uns à s'abstenir, les autres à modifier leur vote le 6 mars, ne sont pas identiques. Et, les cartes électorales dressées à l'occasion des élections municipales révèlent que la cohésion du front de classe sur lequel le P.s. s'appuie n'est jamais assurée. Certes, la gauche, au sens strict, le peuple de gauche, celui qui, mesuré lors du premier tour de l'élection présidentielle, rendait la victoire du 10 mai possible, demeure. Mais avec des nuances, celles mesurées, entre autres, par l'abstention.

Déterminer les motifs de ces variations, les raisons de l'émergence ici ou là d'un courant populoraciste, d'un reflux vers la droite d'électeurs et d'électrices qui avaient à telle ou telle occasion voté pour la gauche est donc nécessaire : on ne milite pas et l'on ne gouverne pas de la même manière selon le rapport des forces mesuré. Entre la droite et la gauche. Et au sein de la gauche. Sur ces points, que révèlent les cartes électorales ? Tout d'abord que l'abstention lors du premier tour a été plus forte dans les grandes agglomérations et leurs banlieues. Tout s'est passé comme si le maintien d'un très fort contingent de chômeurs — les deux millions de sans travail représentent près de 7 % du corps électoral — avait suffi, par exemple, à faire oublier les avancées sociales réalisées depuis le 10 mai. Il serait intéressant, par exemple, de disposer d'une étude sur le vote des chômeurs ! De la même manière, il est évident que les grandes réformes mises en œuvre depuis vingt mois n'ont pas ou peu d'impact électoral immédiat : avant qu'une loi devienne un fait de société il faut du temps.

Mais le sursaut du second tour prouve que le noyau dur demeure. Même si l'érosion du P.c. se poursuit — ou plus exactement même si l'érosion mesurée lors des élections précédentes est venue s'inscrire sur le terrain municipal — même si d'anciens bastions socialistes subissent le contrecoup des évolutions économiques, sociales, culturelles. Qui pourrait oublier qu'une bonne partie de la classe ouvrière, celle qui assura l'implantation de ces bastions, ne vote pas aujourd'hui : les travailleurs immigrés ayant remplacé les « provinciaux » qui peuplaient mines et fabriques. Même si les primaires ont réouvert des cicatrices à peine fermées.

« L'avertissement » d'une perte du peuple de gauche me semble clair : nous voulons comprendre où l'on va, comment, pourquoi ! Nous avons besoin d'un peu plus de certitudes, de cohérence. Nous sommes prêts à bien des efforts, nous ne voulons pas de la droite, mais il nous faut quelques espoirs. Et surtout nous souhaitons que le changement ne soit pas qu'institutionnel.

Or, rendre sa cohésion au peuple de gauche ce n'est pas seulement assurer un rapport gauche-droite meilleur, c'est aussi attirer vers la gauche les groupes, les couches, les tranches d'âge qui, le 6 mars, par exemple, ont voté pour une liste de droite ou d'extrême droite. Un seul exemple, Marseille. Dans le deuxième secteur, celui de Gaston Defferre, il aurait fallu, si tous les électeurs de « Marseille-Sécurité » avaient voté au second tour pour la liste présentée par Jean-Claude Gaudin, que près de 80 % des nouveaux électeurs du second tour votent pour la gauche. Ce qui, malgré la mobilisation mesurée à Marseille, semble impossible. Une conclusion s'impose : la mobilisation, rendant à nouveau la gauche crédible — et pas seulement électoralement — a détaché une part de cet électorat qui le 6 mars avait, dans ce secteur, voté pour les listes « Marseille-Sécurité ».

Cette trop rapide analyse n'a qu'un seul intérêt : rappeler que, contrairement à la droite, la gauche ne peut conduire le changement qu'en prenant en charge des objectifs qui vont bien au-delà des intérêts d'une seule classe sociale. C'était le message du 10 mai. La crise, l'apprentissage du pouvoir, les insuffisances, parfois les atermoiements, les brouillages de la droite n'ont pas toujours permis que les Français, tous les Français, le comprennent.

On aborde là ce que l'on appelle parfois la « communication sociale ». Car il est évident

ECOLOGISTES : JE T'AIME MOI NON PLUS

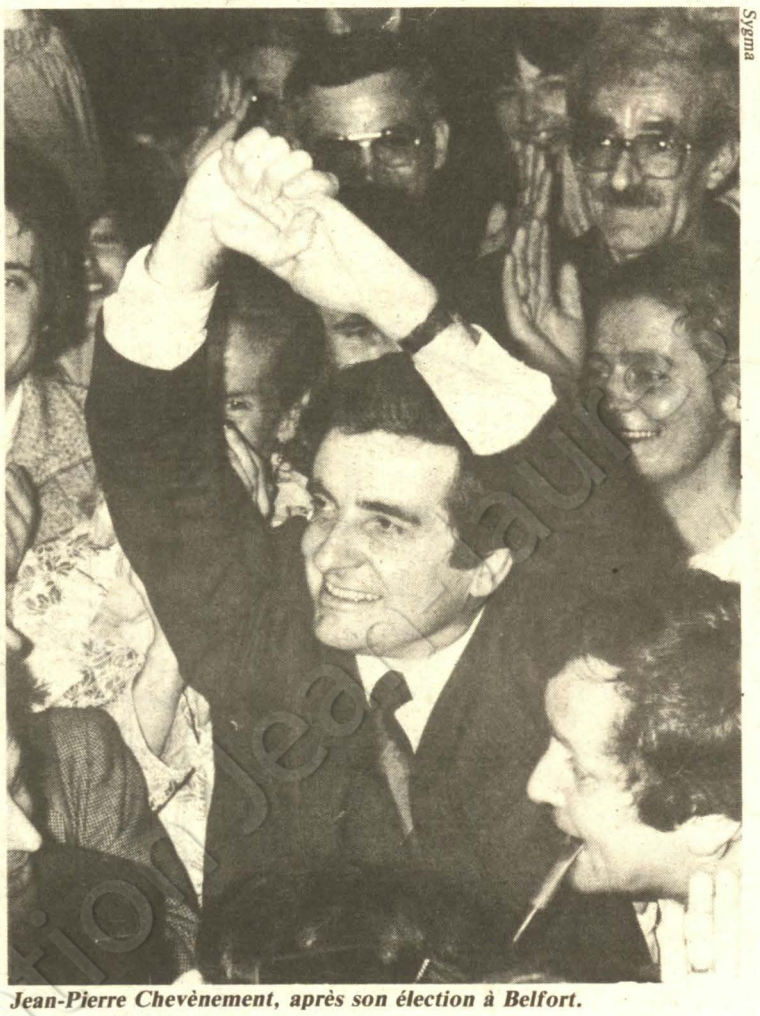
PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

L'ATTITUDE des électeurs écologistes était une des interrogations de ce second tour, car, malgré des résultats globaux assez décevants pour eux les Verts occupaient des positions clés dans un certain nombre de scrutins.

L'analyse des résultats n'est cependant pas aisée, en raison de l'apport des abstentionnistes du premier tour : c'est particulièrement net à Belfort, où le renversement de tendance leur est plutôt attribué — la participation a augmenté de plus de six points — car même le bon report des voix écologistes n'aurait pas suffi à l'élection de Jean-Pierre Chevènement.

Premier constat : la multiplicité des cas, révélatrice à la fois de la diversité des situations locales et de celle des listes écologistes qui, sous la même étiquette, regroupaient des attitudes politiques très différentes.

Cherbourg offre un cas très clair : la liste écologiste qui se maintenait au second tour a perdu cinq cents voix, une partie s'étant probablement abstenue, l'autre ayant voté pour l'équipe de gauche sortante, avec qui les écologistes reconnaissent, au-delà des désaccords sur le nucléaire, des convergences importantes sur la politique municipale, en matière d'aménagement du centre, de transports en commun, de lutte contre la pollution. Il est, par exemple, symptomatique que des sympathisants des Verts aient donné un coup de main aux socialistes au cours de la campagne du second tour.



Sygma

Jean-Pierre Chevènement, après son élection à Belfort.

A Châtenay-Malabry aussi, on considère que le vote vert a souvent été un vote refuge d'une partie de l'électorat de gauche déçu. Là, deux listes « écologistes » s'affrontaient au premier tour ; l'une, plus nettement marquée à droite, a dû renforcer le R.p.r., les électeurs de l'autre s'étant probablement en partie abstenus, en partie reportés sur la liste de gauche qui, malgré une très forte mobilisation de la droite, l'emporte avec onze voix d'avance seulement.

A Créteil, le candidat de l'Alliance écologique qui figure sur la liste de gauche a mené une campagne très active. Ce qui explique que les Verts n'aient obtenu que 6,5 % des voix au premier tour. Le report semble également avoir été bon pour la gauche, malgré l'attitude plus qu'ambiguë des candidats : appelant en théorie à ne voter pour personne, ils trahissaient leur opposition au maire socialiste sortant et leur soutien au candidat R.p.r., qui a d'ailleurs pris en charge l'impression de leurs affiches entre les deux tours.

La fin de la campagne a souvent été l'occasion de tomber les masques. Par exemple, à Saint-Chamond où la tête de liste Vert a trouvé la cinquième place sur la liste de droite, alors que d'anciens candidats écologiques en 1977 menaient campagne contre lui.

Au-delà de ces cas particuliers, une certaine stabilité demeure : les électeurs écologistes reportent toujours leurs voix sur la gauche, dans la proportion des deux tiers. Quels que soient les mots d'ordre des candidats. C'est ainsi que le ministre de l'Energie lui-même leur doit sa confortable réélection à Rennes, d'autant plus nettement que les abstentionnistes du premier tour semblent s'être répartis ici entre la droite et la gauche.



A.f.p.



Réélection à Rennes d'Edmond Hervé.



Jacques Delors, votant à Clichy.



que, depuis vingt mois, les partis de gauche ainsi que les syndicats ont eu quelques difficultés à s'adapter à la nouvelle situation. Leurs militants formés par de longues et dures années d'opposition ont eu du mal à adopter un nouveau langage. Dès lors, tout — ou presque — allait reposer sur le gouvernement. Favorisant le mélange des genres, mais surtout coupant le peuple de gauche de ses élus les plus responsables. Certes, à gauche, on sait d'expérience que la délégation du pouvoir existe. Mais, depuis le 10 mai, une mutation brutale a affaibli, parfois coupé, les liens qui reliaient la base au sommet.

Le silence parfois l'inaction

Est-on loin des municipales ? Absolument pas. Il suffit de mesurer la différence de mobilisation entre les deux tours pour comprendre, par exemple, qu'avant le premier tour les militants socialistes ont donné à leur campagne un ton plutôt... défensif. Les raisons en sont multiples. N'ayant pas encore maîtrisé la dialectique Parti-gouvernement, les socialistes ont parfois préféré le silence, l'inaction. Pour ne pas gêner, par exemple. C'est oublier les rôles respectifs d'un parti, accélérateur du mouvement social et d'un gouvernement. Or tout cela s'apprend.

Mais, en attendant, l'exécutif n'a pas disposé de relais suffisant entre lui et l'opinion. Et ne maîtrisant pas non plus ce domaine, le gouvernement lui-même n'a pas pu mettre en valeur ses efforts, les résultats obtenus. La campagne électorale a été, à gauche, le reflet de ces difficultés. Car il serait naïf de croire que si les partis de gauche avaient su depuis vingt mois débattre, agir, mobiliser comme ils le faisaient auparavant, « l'avertissement » du 6 mars aurait eu la même intensité. Reste qu'il ne suffit pas de mettre le doigt sur ces insuffisances-là pour tout expliquer. Dans les mois et les années à venir, il faudra que les Français perçoivent mieux à quel point le gouvernement est celui de tous, à quel point l'intérêt national est son premier souci. Et parallèlement que le P.s., sur un tout autre clavier, rende au front de classe sa cohérence et sa pugnacité.

Car les mois qui viennent seront encore ceux de l'effort. Un effort mieux partagé mais surtout plus « conscient ». Un gouvernement ne peut réussir seul les changements nécessaires. Et même s'il les réussissait, sa « solitude » pourrait fort le conduire à l'échec. Quelques équipes municipales, au bilan élogieux, peuvent aujourd'hui en témoigner.



Pierre Mauroy, à Lille.

Gamma



Bouvard et Pécuchet !

Revenons aux élections. Ce second tour a donné la mesure de ce dont était capable la droite. Dans la forme et dans le fond, utilisant et multipliant les courroies de transmission, sachant utiliser les idées reçues, l'idéologie dominante, ne reculant devant aucune bassesse et on retrouve là les problèmes de sécurité. Dans ce concert la montée en puissance du R.p.r. — mesurable au nombre de villes qu'il contrôle par rapport à celles gérées par l'U.d.f. — va poser quelques problèmes à ses rivaux. Jacques Chirac ne doit pas en être mécontent. Mais il ne doit pas en être de même pour Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing qui fut le seul, faisant preuve une fois de plus de ses capacités d'analyses, à pronostiquer jeudi... l'inverse de ce qui s'est produit dimanche. Un Bouvard et Pécuchet à lui seul !

La mémoire longue

Pour la gauche, ce second tour n'a pas été, sur le plan électoral, une victoire. Elle a fait, un peu mieux que « sauver les meubles ». Mais, paradoxalement, les électeurs de gauche ont fait du second tour une victoire politique. Ils ont montré leur fidélité au choix du 10 mai, marqué les limites que la droite ne devait pas dépasser, donné un coup de frein à quelques campagnes nauséabondes, rendu aux militants de gauche une assurance, une volonté qu'ils avaient peut-être perdue. Tout cela est énorme. Et cela non plus il ne faudra surtout pas l'oublier. ●

Fonds Pierre Juquin - Fondation Gabriel Péri

REPORTS : LA BALANCE



Gaston Defferre regardant Jean-Claude Gaudin à la télévision en compagnie de Joseph Franceschi, dimanche soir. A.f.p.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI ET PIERRE-YVES POINDRON

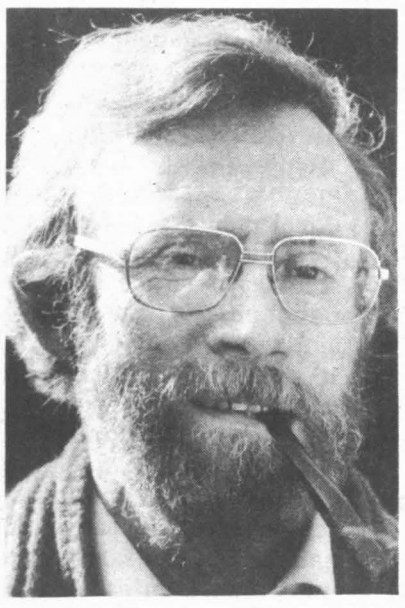
LES résultats obtenus par les listes de gauche dans les communes de la Région parisienne au premier tour ne doivent pas faire illusion. Certes, les listes d'union, le plus souvent conduites par le P.c., l'emportent haut la main. C'est particulièrement vrai dans la petite couronne où le P.c. fait encore des scores appréciables, en totalisant 70,5 % des voix à La Courneuve, 62,2 % à Bagnolet, 61 % à Aubervilliers, 62,5 % à Gennevilliers, 69,8 % à Arcueil, 56 % à Nanterre. Mais que pouvait-on constater ? D'une part, que le taux d'abstentions y a été élevé ; d'autre part, qu'il y avait un recul sensible par rapport à 1977. Vote « d'avertissement » ? La Région parisienne s'est davantage prononcée en fonction de la politique nationale qu'ailleurs. Et c'est vraisemblablement dans l'électorat communiste que l'on trouve le plus de personnes qui pensent que le changement ne va pas assez vite.

Cependant, le tassement n'a pas épargné au premier tour le P.s. qui recule de 9 points à Bondy, de 20 points à Livry-Gargan et à Créteil où il perd 7 points.

Les fiefs du P.c. ont tenu bon. On le constate aussi dans la grande couronne malgré une perte de 8 points (70,33 % en 1977 pour le seul P.c., et où le P.c. et l'extrême gauche totalisent aujourd'hui 62 % des voix). Mais alors qu'ici la base de départ était suffisamment confortable pour supporter dès le premier tour une défection d'une bonne partie de l'électorat qui s'est abstenu, ailleurs, le renfort des abstentionnistes n'a pas toujours suffi à faire franchir aux listes d'union de la gauche la barre des 50 % au deuxième tour. Là où la gauche était fragile en 1977, là où elle était passée de peu, elle lâche pied. Rien que pour la petite couronne, le P.c. perd au total huit communes et le P.s., trois. Davantage encore dans la grande couronne. Erosion des bastions communistes, villes basculées — parfois de peu — dans le camp de la droite, la Région parisienne n'est plus ce qu'elle était. A l'inverse des villes moyennes, la référence à la gestion, aussi bonne soit-elle, est de peu de poids auprès d'habitants « déracinés », auprès d'un électorat mobile ; le contact entre administrés et élus est plus difficile à établir. Les villes traditionnellement à gauche, abandonnées par la droite, sont, il faut le dire, des communes sacrifiées, malaisées à gérer et où, malgré les efforts indéniables des équipes municipales, les fruits dans pareil terreau urbain sont amers. Difficile de gérer le chaos ! Peut-être, ces mêmes équipes municipales, en place depuis longtemps, se sont-elles essoufflées, peut-être aussi l'attente des habitants est-elle différente d'autrefois. Enfin, le visage de la Région parisienne a changé du fait de la désindustrialisation, si bien que le

DIPAPACÉQUOI

Un Deniau



par Piem

LES grands félins de la revanche étouffaient leurs rugissements. La jungle hexagonale retrouvait calme et sérénité. Le raz de marée s'était transformé en marigot. L'orage s'éloignait. Les baobabs et les pinus sylvester se débarrassaient de leurs lianes encombrantes. Les feuilles de choux de la presse partisane se desséchaient au soleil qui filtrait à nouveau à travers le rideau touffu des déclarations intempestives.

Le père et le fils s'étaient frayé un chemin, évitant les pièges ; ils arrivèrent à la lisière. La campagne d'explication de la politique du gouvernement s'étendait devant eux ; l'espace était désert et ce vide était à combler de toute urgence.

Un drôle d'oiseau virevoltait dans le ciel.

— Qu'est ceci ? demanda le petit garçon.

— C'est un Deniau mon enfant, de la famille des échassiers U.d.f. ; il pond ses déclarations fracassantes dans les nids de vipères des revanchards et autres charognards.

En effet, devant les yeux de l'enfant, ébloui par tant d'impudence, le Deniau venait de pondre son œuf, énorme.

Il réclamait la dissolution de l'Assemblée.

Plus c'est gros, plus ça marche.

L'effort que fit l'oiseau pour pondre cette ânerie était impressionnant. Il se dressa sur ses pattes, son long cou se gonfla, les plumes de son jabot se hérissèrent, son regard devint fixe, sa houppette se dressa, cela pour le côté face ; côté pile, le croupion s'évasa, l'orifice se détendit, s'élargit... béat.

Le père et le fils retenaient leur souffle ; l'enfant avait pris son appareil de photo afin de conserver cette scène mémorable (la photo est depuis exposée au Musée ornithologique de Monaco).

Deniau poussa un cri, à l'autre extrémité l'œuf jaillit, il tomba de son haut et se brisa.

Des décombres on retira un inventaire : un raton laveur, plusieurs éditoriaux du « Figaro », un espoir déçu, une rancune tenace, un diamant bokassien et surtout une demande réitérée de dissolution de l'Assemblée nationale.

L'oiseau Deniau n'est pas de la race des démocrates ; ce qu'il pond aujourd'hui, pourquoi ne l'a-t-il pondu hier, lorsqu'en 1977 ses congénères attrapaient la culotte.

Mais une culotte à un oiseau, voilà bien une drôle d'idée sur laquelle il n'est pas nécessaire de s'arrêter.

Le Deniau déploya ses ailes et s'envola et vole encore.

Dans la campagne d'explication de la politique du gouvernement, on pouvait voir jaillir quelques bourgeons d'information, des signes prometteurs sans doute, mais plus que nécessaires.

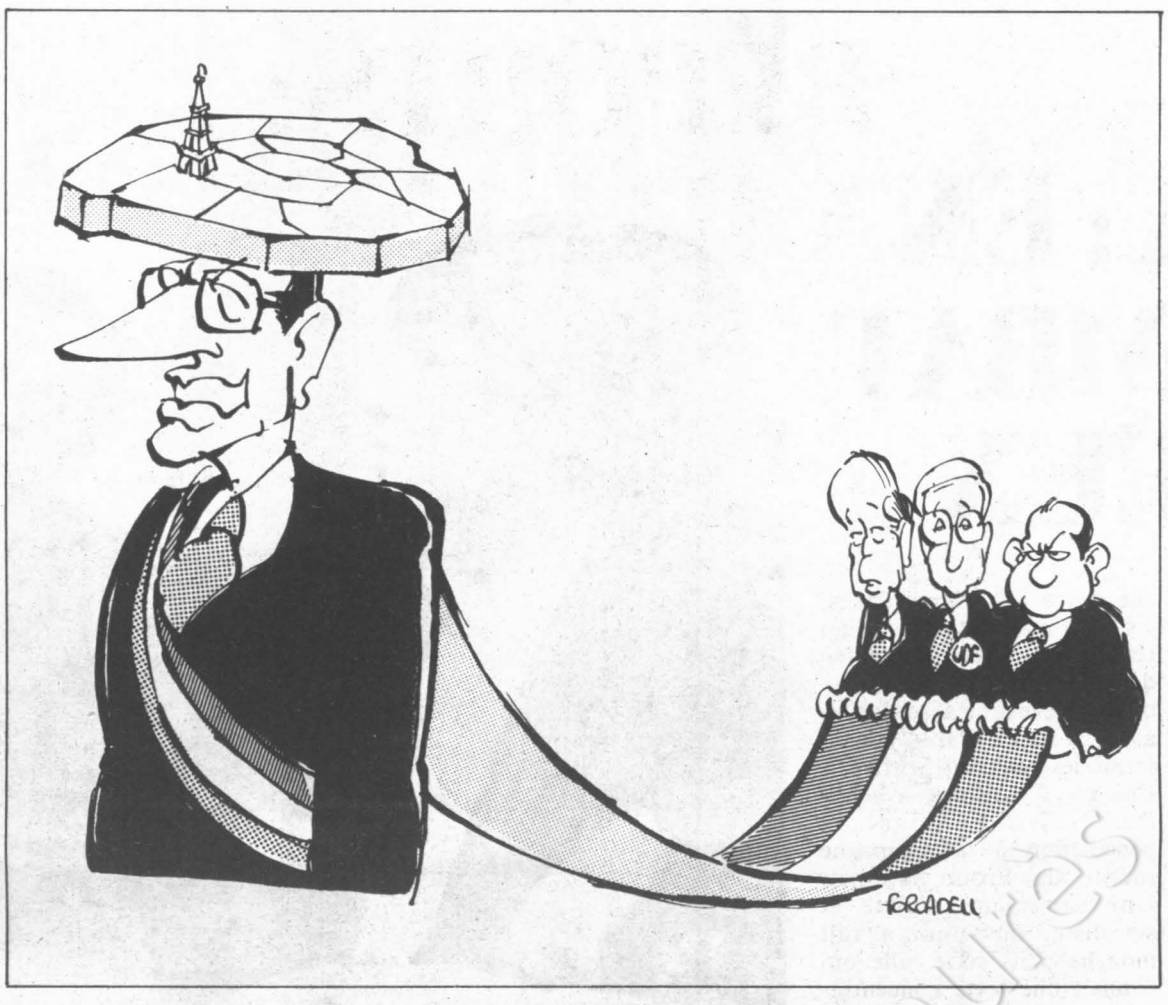
La vie reprenait son nouveau cours. Le père et son fils marchèrent jusqu'à la rive. Les eaux montantes de l'avertissement du premier tour s'étalaient à leurs pieds. Ils s'y mirèrent un instant, contemplant leur double avec intérêt, tant il est vrai qu'un socialiste averti en vaut deux.

Puis prenant son fils sur ses épaules, le père s'en alla en marchant sur les eaux.

P.c. perd une bonne partie de son électorat. Mais, au cours de ce scrutin, le P.s. ne retrouve pas davantage l'ensemble des électeurs qui l'avaient placé à la tête de leurs communes. La composition sociologique de la région est en mutation. Les résultats du premier tour, où les listes gagnantes, qu'elles soient de gauche ou de droite, l'emportent avec une nette avance, confirment le contraste de plus en plus accentué entre banlieue dortoir et banlieue résidentielle ou pavillonnaire. Comme si la région était passée à la centrifugeuse, précipitant ici, écrémant là.

Le P.s. conserve un certain nombre de villes menacées au premier tour grâce à la mobilisation des abstentionnistes : Créteil, par exemple. Reste que — cette mobilisation — n'a pas suffi à conserver Suresnes où la gauche était mathématiquement en tête au premier tour.

Mais l'affaiblissement de la gauche, le tassement du P.c. en particulier n'expliquent pas toutes les pertes de





communes. L'organisation de primaires a coûté à la gauche Poissy et Franconville dès le premier tour. Dans cinq villes importantes où elles avaient lieu, Cachan, Chelles, Gagny, Sartrouville, Sevran, la gauche réunie au second tour ne parvient pas à atteindre le total de ses voix au premier tour. Et à Athis-Mons, où elle dépasse le total des voix du premier tour, elle doit céder sa place à la droite qui améliore son score de 300 voix, alors qu'il y avait 600 votants de plus.

Le jeu mathématique bouleversé

A Cachan, le P.s., même s'il est élu avec une nette avance sur la droite, ne retrouve quand même pas la totalité des voix des trois listes de gauche (P.s.n P.c., P.s.u.). Même chose à Sevran où le maire sortant communiste l'emporte sans faire le plein des voix de la semaine passée. A Chelles, que le P.c. doit abandonner à l'opposition, les abstentionnistes ont contribuer à bouleverser le jeu mathématique pourtant favorable à la gauche. A Gagny, une partie de l'électorat modéré qui s'était porté sur le P.s. a fait



A.f.p.

Victoire du sénateur Dubanchet, à Saint-Etienne.



A.f.p.

Jean Bousquet, élu à Nîmes.



défection, déjouant les calculs qui donnaient le P.c. gagnant : 300 votants de plus, mais l'opposition fait un bond de 1 800 voix. Est-ce l'usure du pouvoir qui explique que Auguste Chrétienne, maire communiste de Sartrouville de longue date, ne repasse qu'avec 51,4 % des voix ?

Pas de report systématique non plus à Fresnes où le P.s. devançait largement le P.c. Dans des villes plus petites, les primaires ont été préjudiciables : passage à droite de Dammarie-les-Lys et de Villeparisis, autrefois au P.c. mais où toutes les voix ne se sont pas reportées sur la liste P.s., arrivée en tête.

Les primaires ont visiblement permis à la droite de conquérir des villes en Région parisienne, quelle que soit la liste arrivée en tête. Mauvais report des voix ? Sans doute. Tantôt, les électeurs qui ont voté pour la liste menée par le P.s. ont rechigné à se reporter sur une liste conduite par le P.c., tantôt, ce sont ceux du P.c. qui ont boudé les listes P.s.

Evident en Région parisienne, ce phénomène est également perceptible en province. En Seine-Maritime, à Sotteville-les-Rouen, le député socialiste, Pierre Bourguignon, aurait dû être largement élu au vu des résultats de l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche au premier tour. Mais un mauvais report des voix lui a coûté la victoire.

Certes, le transfert des suffrages socialistes en direction des listes d'union menées par le P.c. n'a pas non plus été accompli partout avec un maximum d'efficacité. Encore que la réalité soit plus complexe que les apparences. Exemple : Montluçon. A la lecture des chiffres, une évidence saute aux yeux : l'électorat socialiste n'a pas systématiquement voté pour la liste d'union conduite par le communiste Goldberg. « Il y a sans doute eu une démobilisation au second tour, mais nous en sommes les principales victimes, constatent les socialistes de Montluçon. Le P.c. détenait les premières places sur la liste et le P.s. les dernières. Il était donc de notre intérêt que le report soit complet pour obtenir un maximum d'élus. S'il avait été total, nous en aurions eu quatorze au lieu des onze qui siègeront finalement. Ce sont bien les socialistes qui ont fait les frais de l'opération. »

Démobilisation communiste ?

L'inégalité des reports ne doit pas masquer le problème de fond : le déclin du P.c., frappant notamment dans le Midi. Que des accords tardifs comme à Nîmes, ou des rivalités locales comme à Sète entre communistes et socialistes n'aient pas encouragé un comportement unitaire au second tour est un élément important à prendre en considération. Mais à Nîmes, à Béziers et à Sète, dans des contextes différents, l'influence du P.c. se révèle en régression, le dynamisme de son appareil, éteint et l'image de marque de ses têtes de file vieillissantes, en baisse. A Nîmes, les socialistes ont remarqué que « le P.c. n'est pas entré en campagne ou bien il s'y est mis seulement entre les deux tours ». Ce déclin, qui s'était déjà concrétiser dans la capitale du Gard aux dernières cantonales, s'est accentué aux municipales.

En réalité, le P.c. doit trouver dans l'affaiblissement de sa propre capacité de mobilisation les raisons profondes de la perte des villes importantes qu'il détenait jusqu'à présent. Un phénomène qui, au-delà du Parti communiste, concerne et atteint la gauche dans son ensemble. ●

Coll. Fondation Gabriel Péri

SPECIAL MUNICIPALES

DREUX : EN UN COMBAT DOUTEUX

PAR MARTINE DUCOUSSET

OUF ! Elle a gagné. Françoise Gaspard restera maire de Dreux. Mais elle a eu chaud, très chaud. Les résultats sont éloquents : huit voix, huit petites voix seulement lui ont donné la victoire, alors qu'en 1977 la ville avait été conquise haut la main par la gauche dès le premier tour. Une victoire aussitôt contestée par ses adversaires qui ont déposé un recours en annulation. Mais une bien belle victoire quand même. Parce qu'à Dreux Françoise Gaspard avait en face d'elle : non pas le falot René-Jean Fontanille, tête de liste R.p.r. de l'opposition, mais le véritable chef de file de la droite drouaise, Jean-Pierre Stirbois, qui n'est autre que le numéro deux du Front national.

A Dreux, c'est l'extrême droite qui s'est remuée, c'est elle qui a collé les affiches, visité la population et tenu réunion sur réunion. N'en déplaise à Jacques Chirac — qui a refusé l'association avec Le Pen à Paris, mais a fermé les yeux sur Stirbois à Dreux —, le R.p.r. a gentiment suivi. Et donné sa bénédiction à la campagne raciste du Front national. Une campagne raciste et simpliste, mais qui a fait mouche dans cette ville qui connaît une forte concentration d'immigrés (23 % de la population). Eh oui, malheureusement, ça a marché. Grâce à quelques formules chocs : « 2 millions d'immigrés, 2 millions de chômeurs », ou encore : « Jeunes Français de Dreux, Gaspard vous amuse et vous abuse. Demain, elle offrira votre place aux étrangers. » Grâce aussi à un porte-à-porte bien organisé dans les quartiers ouvriers de la ville. On allait expliquer aux chômeurs et aux smicards d'un H.l.m. que Mustapha, à l'étage au-dessus, et Mohammed, dans l'immeuble d'à côté, ve-



Sygma

Entre les deux tours Françoise Gaspard reçoit le soutien de Michel Rocard, à Dreux.

IMMIGRES : LA MANIPULATION

PAR JEAN-PAUL JEAN, vice-président du Syndicat de la magistrature

L'UTILISATION forcenée du thème de l'insécurité abusivement reliée à celui de l'immigration doit nous inquiéter particulièrement.

Toute période de crise, engendrant l'incertitude et l'angoisse, permet à l'extrême droite de se manifester bruyamment et d'en tirer un bénéfice politique immédiat comme à Paris, Marseille, Dreux, Roubaix...

La récupération par l'opposition de ce sentiment diffus de peur à des fins électorales présente des dangers considérables. Ceux qui ont brutalement provoqué puis, plus sournoisement, laissé se propager ces relents racistes seront demain responsables de toute la violence qui pourrait se produire contre les populations immigrées.

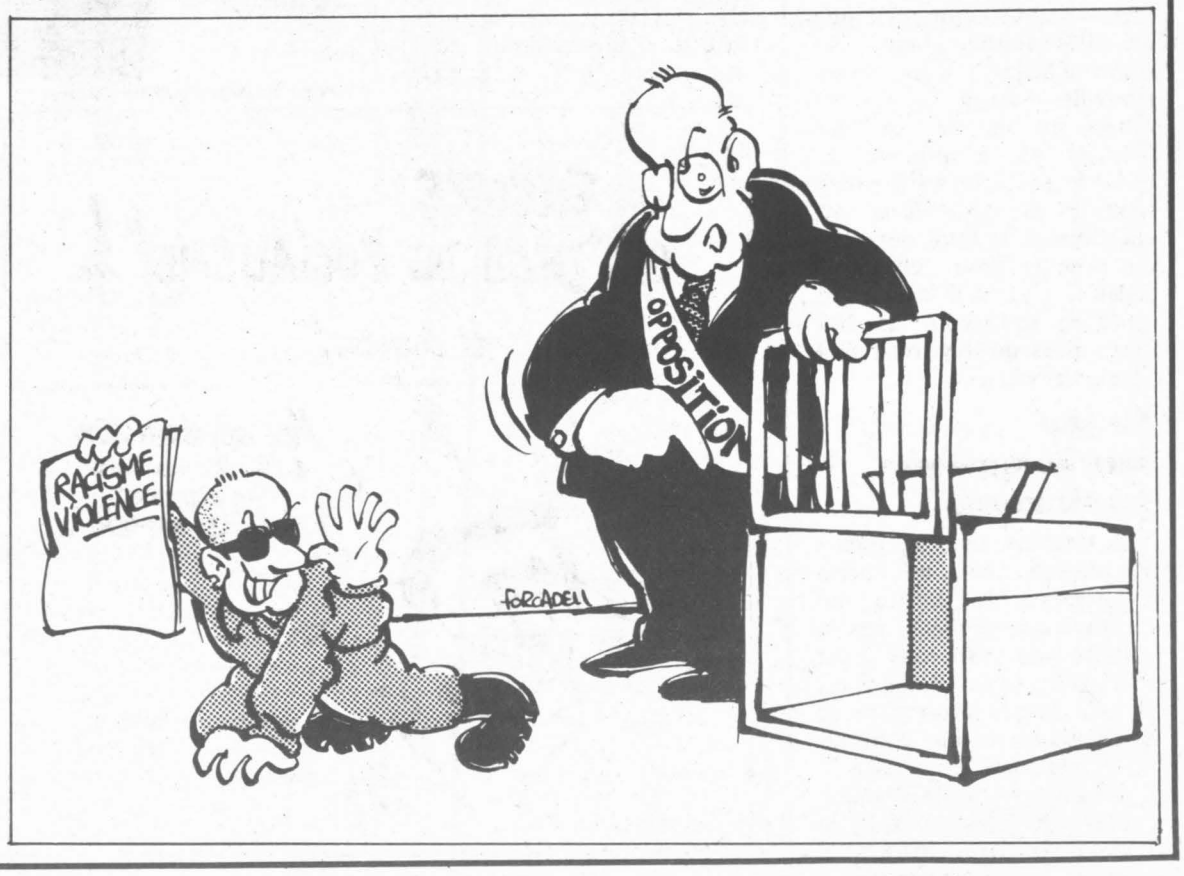
Ces apprentis sorciers sont allés trop loin et la réaction de l'électorat au second tour a pu montrer les limites de leurs discours. Eux aussi ont fait peur.

Il n'empêche que la gauche, obligée de se battre sur ce terrain dangereux, a manqué de cohérence dans ses réponses. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir élaboré des réflexions opérationnelles sur la police, la sécurité dans les villes, les quartiers défavorisés à travers les rapports Bellorgey Bonnemaison, Dubedout. Seules, ces orientations qui se situent dans la durée peuvent proposer une alternative crédible aux propositions purement répressives, posées en terme d'augmentation des effectifs et des pouvoirs de police, d'enfermement, d'exclusion. La droite, par Peyrefitte interposé, a essayé ces solutions et a échoué.

Les valeurs défendues par la gauche permettent d'autres réponses n'intégrant la répression que comme un moyen parmi d'autres, lorsqu'elle est strictement nécessaire. Une politique globale exige en tout cas une priorité : casser les ghettos, favoriser une réelle intégration des plus défavorisés : quart monde et immigrés.

La justice est un observatoire privilégié pour remarquer que ce sont ces mêmes populations qui se trouvent sans travail ou exploitées, regroupées, placées sous tutelle, expulsées, contrôlées et dont on remplit les prisons. C'est ce nouveau sous-prolétariat, oublié de l'expansion puis stigmatisé comme bouc émissaire dans la crise, qui se trouve d'abord dans l'insécurité.

Que les visions électoralistes à court terme et les pièges idéologiques ne masquent pas cette réalité.



naient de s'acheter un magnétoscope pour mieux profiter de leur télé couleur.

Donc, ça a marché. Tellement bien que la liste R.p.r. - Front national (où figuraient sept membres du parti de Jean-Marie Le Pen) réussissait à obtenir 30,8 % des suffrages au premier tour, tandis que la gauche dépassait à peine les 40 %, et que la liste U.d.f. conduite par le Dr Jean-Pierre Allibert faisait un score de 18,8 %. Et voilà pourquoi, dès le 6 mars au soir, Dreux devenait un symbole. Le symbole d'une ville qui s'était laissée prendre au piège des arguments de l'extrême droite, et avait choisi de voter pour ceux qui lui répétaient inlassablement : « Immigration égale chômage plus insécurité. » Le symbole d'une ville qui, en basculant, aurait témoigné de la victoire des vieux démons sur la raison. Cette ville, la gauche devrait à tout prix la garder. Sinon, la France tout entière aurait eu mal à son abcès.

Huit toutes petites voix

Françoise Gaspard a réussi l'impossible. Elle, qu'on donnait battue au vu des résultats du premier tour, a su redresser la barre. Bien aidée par les militants socialistes, qui à leur tour se sont bougés, ont fait du porte-à-porte, et tout tenté pour convaincre. Bien aidée aussi par les personnalités politiques venues la soutenir. Bien aidée enfin par l'un de ses adversaires du premier tour, Yves Cauchon, qui figurait sur la liste U.d.f. Yves Cauchon, fils de l'ancien maire de Dreux, Jean Cauchon, qui a refusé, avec trois des anciens adjoints de son père, de rejoindre la liste R.p.r.-Front national au second tour. La morale, en politique, ça existe. Même à droite. Yves Cauchon a donc déclaré, pour expliquer son attitude, que « tous les moyens n'étaient pas bons pour battre Françoise Gaspard », et prôné l'abstention.

Nul doute que certains l'ont suivi, nul doute aussi que ces défections ont profité à la gauche. Qui a su, par ailleurs, mobiliser les abstentionnistes du premier tour, aussi bien les électeurs socialistes et communistes que les indécis soudain effrayés par la perspective d'une mairie devenue fasciste. Rétrospectivement, chacun frémit : en cas de victoire de la droite, c'est Stirbois en personne qui se serait chargé des problèmes de sécurité dans la ville. Brrrr !

Pas simple l'intégration

Huit petits points ont permis d'éviter la catastrophe. Mais désormais, les choses ne seront pas faciles pour Françoise Gaspard. Déjà l'ambiance : deux membres du Front national — Jean-Pierre Stirbois et une juriste, Mireille Brion, détiennent un siège dans le nouveau conseil municipal. Ça promet de joyeuses soirées ! Ensuite, parce que madame le maire va se trouver confrontée aux mêmes problèmes que précédemment : le chômage (9 %) et la population immigrée. Le chômage, elle fait ce qu'elle peut, dans la mesure de ses moyens et des solutions locales qu'on peut apporter à une crise nationale et internationale. Quant à l'immigration, il lui faudra expliquer, et expliquer encore, que d'abord elle ne peut pas jeter tous les étrangers à la mer, et puis qu'après tout les basanés et les trop frisés sont des gens comme nous.

Pas simple, l'explication. Pas simple, l'intégration. Mais c'est un pari possible à gagner. Paul Picard, maire de Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, est d'ailleurs venu pendant la campagne électorale en apporter la preuve aux Drouais. Dans cette ville de 45 000 habitants administrée par les socialistes depuis 1977, le taux d'immigrés atteint des records : 33 % sur l'ensemble de la cité, avec une pointe de 50 % dans la Z.u.p. (et une trentaine de nationalités). Or, à Mantes-la-Jolie, l'intégration n'est pas un vœu pieux : Français et étrangers cohabitent sans trop de problèmes, grâce aux efforts incessants de la municipalité depuis 1977. Il y a même une mosquée à Mantes, une mosquée qui, quand on a été décidée la construction voici trois ans, a valu des menaces de mort au maire. Mais, maintenant, les choses se sont tassées. Tout va bien. Et les arguments racistes qu'a développés la droite locale pendant la campagne n'ont été que des coups d'épée dans l'eau. Paul Picard est repassé au premier tour, avec 51 % des voix. Comme quoi il existe une alternative à la proposition de Jean-Pierre Stirbois : « Immigrés d'au-delà de la Méditerranée, retournez à vos gourbis ! » ●

FEMMES : LES BATTANTES

C'EST surprenant, mais c'est comme ça. Pour une fois, les mœurs ont précédé ce qui a failli être une loi. Le Conseil constitutionnel avait rejeté la disposition instaurant un quota minimal de 25 % de femmes sur les listes dans les communes de plus de 30 000 habitants. Or, le pourcentage d'élues dans ces communes est passé de 15,5 % en 1977 à 22 % en 1983. « Un progrès spectaculaire », s'est réjouie, dimanche soir, Yvette Roudy, au cours de la soirée « Femmes élues » organisée par le ministère des Droits de la femme.

Un progrès évident dans toute la France, même s'il est nettement moins spectaculaire dans les petites communes. Dans les villes de moins de 3 500 habitants, le pourcentage de femmes élues est de 12,97 %, dans celles de moins de 9 000, il atteint 21,4 %. Quant aux communes entre 9 000 et 30 000 habitants, on constate 22,02 % de femmes élues. Au total, ce sont 70 854 femmes qui siègeront désormais dans les conseils municipaux, contre 38 000 en 1977. Une progression de près de 66 % bien satisfaisante. Avec une surprise de taille : la droite aujourd'hui donne aussi dans le féminisme. Avec 21,29 % de femmes élues, elle talonne la gauche qui en compte 21,95 %.



Reste que cette progression ne doit pas faire oublier une réalité : les femmes sont plus souvent conseillères municipales que maires. Il est trop tôt pour avoir une idée du nombre de femmes qui porteront l'écharpe tricolore en 1983, mais il y a fort à parier qu'il n'aura rien de « spectaculaire ». Le maire, c'est quand même celui sur qui pèsent les plus grandes responsabilités. Alors, une femme...

Et pourtant... Deux des plus belles victoires de la gauche au second tour ont été remportées par des femmes. A Dreux, Françoise Gaspard a mis fin aux rêves du Front national. Et à Châtellerault, Edith Cresson s'est permis de souffler la mairie au fils Abelin. Et d'infliger par là même un camouflet mérité à Dominique Jamet, éditorialiste au « Quotidien de Paris », candidat au premier tour — apolitique bien entendu — et qui s'était associé avec l'U.d.f. Jean-Pierre Abelin au second tour — toujours de façon apolitique. Bien fait ! Et sacrée Edith ! Des maires comme ça, on en redemande.

M.D.

A.f.p.



Edith Cresson, peu après la proclamation de sa victoire, à Châtellerault.

Collection Jean Jaurès

Sygma



Le président de la République, le ministre de la Défense et le général Delaunay aux manœuvres de Canjuers.

DEFENSE: LA DISSUASION GLOBALE FAIT FORCE DE LOI

Dans un pays comme la France, qui n'a aucune ambition hégémonique, qui veut seulement se défendre, les moyens militaires classiques doivent concourir à la dissuasion nucléaire. Les officiers généraux qui ne l'accepteraient pas peuvent toujours "quitter la carrière militaire dans la sérénité"

PAR HUGO SADA

UN gouvernement quel qu'il soit peut-il admettre qu'un général d'active, responsable d'une des principales composantes des forces armées, déclenche une crise politique parce que ce général ne perçoit pas la nécessité d'une modernisation et préfère se draper dans l'immobilisme plutôt que de faire face aux impératifs du changement ? Certainement pas... Les officiers eux-mêmes, dans leur immense majorité, n'apprécient d'ailleurs pas beaucoup les militaires qui se mêlent de politique. « Je quitte la carrière militaire dans la sérénité », a déclaré le général Delaunay (1). Voici donc réglée dans la sérénité générale une « affaire » déclenchée en décembre dernier par « le Matin de Paris ». Et relancée la semaine dernière par « le Figaro » et « le Quotidien de Paris », qui ont annoncé de concert, à la veille du conseil des ministres, la prétendue démission du chef d'état-major de l'armée de terre.

Voici donc l'armée de terre dotée d'un nouveau patron, le général René Imbot, résistant à seize ans, officier à vingt ans dans une unité d'élite, ayant à la fois une expérience du terrain et de l'administration.

Mais revenons plutôt au fond : le débat sur la politique de défense — François Mitterrand en avait précisé les grandes orientations dès octobre 1981, et récemment, dans le discours qu'il a prononcé au Bundestag, il en a confirmé les grands axes. La défense de la France repose d'abord sur la dissuasion, c'est-à-dire sur l'existence de forces nucléaires crédibles. Les budgets de défense de 1982 et 1983 ont clairement exprimé cette priorité. La loi de programmation en cours de préparation, qui sera examinée prochainement par le Parlement, montrera les efforts que le gouvernement compte faire dans les cinq prochaines années pour que notre dispositif nucléaire reste crédible.

« Toute politique est un choix », a rappelé Charles Hernu la semaine dernière, et la France a fait le choix de la dissuasion nucléaire. Dès lors, parce que les doctrines, les technologies, l'environnement international évoluent, il faut que les moyens de la dissuasion s'adaptent à ce changement. Face aux nouvelles menaces, peut-on rester immobiles, enfermés dans des structures de défense dépassées ? C'est cela le vrai problème qui se pose aujourd'hui à la défense de la France, celui qui détermine la sécurité internationale du pays.

On ne peut convevoir une dissuasion crédible, si les forces nucléaires et leurs doctrines d'emploi sont isolées du reste des forces armées. Les forces armées forment un tout : c'est en ce sens que la dissuasion est globale. Dans un pays comme la France, qui n'a aucune ambition hégémonique, qui veut seulement se défendre sans être surarmée, les moyens militaires classiques doivent concourir à la dissuasion nucléaire.

C'est à cette orientation fondamentale qu'est confrontée fondamentalement l'évolution de l'armée de terre. Le problème se pose depuis déjà une bonne dizaine d'années. Le débat politique qui a eu lieu dans les années soixante-dix, en particulier autour du service national *(voir ci-contre)*, concernait directement le rôle, l'organisation et le format de cette armée de terre. Dans les rangs gaullistes, quelques responsables, tel Pierre Messmer, l'avaient bien compris et s'étaient clairement prononcés en faveur d'une rationalisation des

(1) Dans le même temps, le général Binoche et le vice-amiral Sanguinetti ont été réintégrés dans les cadres (réserve) de l'armée.

Le service national évolue

AU cours des années soixante-dix, la droite a largement contribué au dépérissement du service national et a laissé se détériorer la situation, faute de vouloir aborder de front la réforme des forces françaises, et de l'armée de terre en particulier. Charles Hernu avait raison d'affirmer à l'époque que, pour la plupart des jeunes, « faire son temps, c'est perdre son temps ». Aucune réforme de l'armée de terre ne peut être engagée qui n'aborderait également le rôle et les missions des appelés dans la mise en service de notre politique de défense. Ainsi, il y a actuellement 262 000 appelés dans les armées dont 196 000 sont affectés dans l'armée de terre. Cependant, si le problème du service national concerne au premier chef l'armée de terre, il s'agit là d'un problème essentiel qui ne peut être traité au fond que lorsque les orientations futures de nos armées, leurs structures, leur organisation et leurs caractéristiques auront été définies dans le cadre de la loi de programmation. C'est pourquoi Pierre Mauroy avait indiqué en septembre dernier que « la définition d'un nouveau modèle d'armée fait l'objet actuellement des travaux préparatoires à la planification militaire 1984/1988. Lorsque les décisions auront été prises, il sera possible de préciser le volume des effectifs, la répartition entre les différentes catégories du personnel, et donc des incidences sur le service national ».

Pour autant, le gouvernement n'est pas resté passif depuis vingt mois ; il a arrêté un ensemble de mesures qui visent à deux objectifs principaux :

— d'une part, revaloriser le service national en en modifiant les conditions d'accomplissement ;

— d'autre part, enrichir le contenu du service national, afin que les appelés contribuent beaucoup plus utilement à la mise en œuvre de notre politique de défense. En 1981 et 1982, plus de quarante mesures ont déjà été prises, dont le coût total s'élève à 400 millions de francs. Elles concernent notamment le prêt des soldats, la situation des appelés en Allemagne, le régime des sursis, l'exercice des libertés et du droit de réclamation, l'affectation des jeunes à des emplois correspondants à leur formation.

Récemment encore, le 25 février dernier, deux décrets ont été adoptés, qui apporteront de nouvelles améliorations aux conditions d'exercice du service national.

D'une part, un nouveau régime d'affectations a été mis au point, qui va réduire très sensiblement la distance moyenne entre le domicile des appelés et leur lieu d'affectation. Désormais, plus de 60 % des appelés serviront à trois heures ou moins de leur domicile (20 % serviront à moins d'une heure de trajet de leur domicile). Au total, la proportion de ceux qui servent à plus de six heures de leur domicile a été abaissée de 30 à 19 %.

D'autre part, la réforme du contenu du service militaire exige que l'on puisse faire appel aux appelés pour tenir des emplois de responsabilités dans les armées, notamment comme cadres et comme spécialistes. C'est la raison de la création, pour les appelés volontaires, de la possibilité d'un service allant au-delà des douze mois obligatoires pour leur permettre d'acquérir la formation et l'expérience nécessaires à ces emplois.

Ces réformes démontrent que le service national se transforme. L'examen prochain d'un projet de loi relatif à d'autres aspects du service national le confirmera également. ●

J.-F.B.

structures et d'un ajustement du format. Mais le gouvernement d'alors s'était défilé.

Chargées de la mise en œuvre de l'arme nucléaire tactique basée à terre (le Pluton, bientôt remplacé par le système Hadès), instrument majeur qui permet une doctrine de dissuasion plus souple, outil essentiel de notre contribution à la défense de l'Europe et de notre solidarité avec nos alliés, les forces terrestres ont, face aux nouvelles conditions de la menace, trois défis à relever : celui de la mobilité, celui de la puissance de feu, celui de la polyvalence.

Puisque la stratégie et les forces des adversaires évoluent, puisque les données politiques de la sécurité internationale changent, pourquoi l'armée de terre, qui joue un rôle si important par la dissuasion, resterait-elle enfermée dans un ghetto ? Doit-elle « se protéger » obstinément contre le changement ?

Et pourtant, cette évolution nécessaire n'est pas un exercice facile. D'abord il a fallu rattraper le retard accumulé au cours des dernières années de la précédente loi de programmation. Ce retard était considérable en particulier dans le domaine des grands programmes d'armement. Raymond Barre, quoi qu'il en dise, n'avait pas lésiné sur l'austérité. Cet effort a été accompli en 1982. Il continue de l'être en 1983 : pour atteindre les objectifs prévus, le Premier ministre s'est formellement engagé auprès du ministre de la Défense à ce que les 20 % de crédits d'autorisation de programme bloqués jusqu'à novembre ne soient en aucun cas annulés, cela en raison « du caractère prioritaire et de la spécificité du budget de la Défense » (2).

Ensuite il a fallu tenir compte d'une situation économique difficile, le cap des 3,9 % du P.i.b.m. pour le budget de défense a été maintenu.

Enfin il a fallu, toujours dans un contexte économique défavorable, planifier les crédits et les moyens de défense pour les cinq prochaines années : c'est dans trois mois que la loi de programmation sera soumise au Parlement.

De vraies raisons de s'inquiéter

Autour de nous, en Europe, la crise a frappé beaucoup plus durement qu'en France les budgets de défense, et les effets de cette austérité militaire sont à bien des égards préoccupants. Aux Etats-Unis, le problème est inverse : les dépenses de défense augmentent malgré la crise, mais le désordre règne dans les choix politiques et stratégiques : on ne sait plus comment gérer le surarmement. En U.r.s.s., le ton des militaires se durcit chaque jour, les menaces de déploiement de nouvelles armes se multiplient. Les pressions pour isoler l'Europe et paralyser la politique française de dissuasion s'accentuent. (N'est-ce pas là un hommage rendu à la crédibilité de nos forces nucléaires ?) Il y a dans tout cela de vraies raisons de s'inquiéter. Certainement plus, en tout cas, que pour ce qui concerne l'avenir de l'armée de terre.

Réorganisation des commandements et des structures ? « Oui, a répondu le général Imbot, pour accroître l'efficacité de l'instrument au détriment des frais de fonctionnement. » Réduction des effectifs ? Oui, ont répondu le ministre et le nouveau chef d'état-major de l'armée de terre. Mais il n'y aura pas de loi de dégagement des cadres. Pas de départs autoritaires. Il s'agira principalement de rationaliser les départs et les conditions de recrutement.

De toute façon, ce débat essentiel ne doit pas être faussé par un alarmisme de mauvais goût. On ne change pas de politique de défense et de stratégie par caprice, comme on change de chemise. Il faut du temps pour faire progresser de nouveaux concepts et pour mettre en place de nouveaux moyens. Il faut du temps pour faire évoluer la doctrine et les forces en fonction des menaces, des techniques et des politiques.

Une politique de défense se prépare, se construit, s'organise, se met en œuvre progressivement. Il faut dix, douze ans, parfois plus pour voir un projet se concrétiser. Il n'y a aujourd'hui ni renoncement, ni affolement, ni poudre, ni bruits de bottes... ●

(2) Il s'agit d'une procédure de régulation des dépenses fréquemment utilisées qui a pour objectif d'éviter pour des raisons économiques que les crédits soient dépensés trop vite, mais soient étalés tout au long de l'année budgétaire.

ELECTRONIQUE : ON NE PEUT PLUS SE PASSER DES JAPONAIS !

Grâce aux manoeuvres de Philips et de l'Office des cartels allemands pour empêcher la Française Thomson de prendre le contrôle de Grundig; les Japonais s'installent définitivement en Europe. Une consolation : le coup d'éclat réussi avec Telefunken

PAR MARTINE DUCOUSSET

TELEFUNKEN faute de mieux ? Telefunken le merle qui remplace la grive Grundig ? En fait, c'est un peu ça, le récent rachat par Thomson de la firme de Hanovre. Quelque chose comme un lot de consolation, affirment les mauvaises langues. Et de surcroît, la fin d'un rêve : celui de la construction d'une Europe de l'électronique grand public capable de damer le pion aux inévitables Japonais. Pire encore : ce sont ces mêmes Japonais qui risquent de profiter de l'aubaine. Thomson, via Telefunken, prend en effet le contrôle partiel d'une usine berlinoise spécialisée dans la fabrication de magnétoscopes nippons.

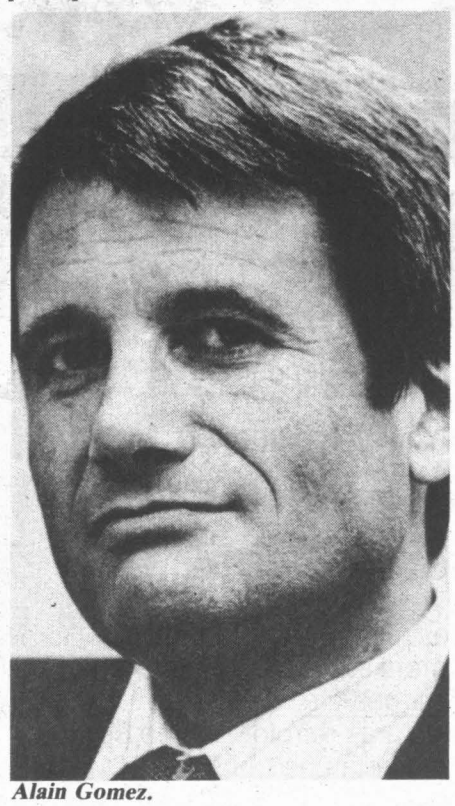
Alors, un échec pour Alain Gomez, p.-d.g. du groupe français ? Pas vraiment. L'accord conclu avec Telefunken ressemble même fort à un coup d'éclat réussi par le patron de Thomson. Il a failli n'avoir rien du tout, il détient désormais 20 % des parts du marché européen de l'électronique grand public. Bien sûr, le rachat de Grundig lui en aurait donné 10 % de plus. Mais comme de toute façon l'Office fédéral allemand des cartels avait décidé de faire obstruction, mieux valait tenter de retomber sur ses pieds. Ce qu'Alain Gomez a su faire à merveille.

Pourtant, tout avait commencé par une fin de non-recevoir aux allures de gigantesque claque germanique : le 8 mars dernier au matin, les dirigeants de Thomson apprenaient qu'il leur fallait faire une croix sur Grundig, société qu'ils lorgnaient avec concupiscence depuis quelque temps. Motif invoqué par l'Office des cartels — organisme chargé de veiller au respect du droit en matière de fusion d'entreprises : la présence « des liens existant entre Grundig et Philips ». Pour l'Office, le calcul était simple : 24,5 % des parts de Grundig détenues par le Néerlandais Philips, plus 75,5 % rachetées par les Français, ça fait 100 %. Et ça fait trop. Un seul groupe aurait fait la loi sur le marché allemand, situation inacceptable pour ceux qui se sont donné mission de favoriser la libre concurrence. L'Office des cartels a donc demandé à Philips de renoncer à sa participation dans Grundig. Philips, peu soucieux de faire une fleur à Thomson — et qui, d'ailleurs, rêve secrètement d'avaler la firme allemande si les dragons de l'Office le lui permettent un jour —, a catégoriquement refusé. Et voilà comment Thomson a bien failli se retrouver dans les choux.

Failli seulement. Parce qu'Alain Gomez et Jacques Fayard, directeur de Thomson-Brandt (la division grand public du groupe), se sont débrouillés comme des chefs. Sentant venir le vent, et surtout le refus de l'Office des cartels, ils ont, avec une « promptitude » dont les a félicités Jean-Pierre Chevènement, changé leur fusil d'épaule. Et tout misé sur Telefunken. Opération réussie : Thomson annonçait, toujours le 8 mars, le rachat de 75 % des parts de la firme allemande elle-même, division grand public d'A.E.G.-Telefunken, groupe actuellement en règlement judiciaire.

L'Office des cartels a déjà laissé entendre qu'il donnerait sa bénédiction à la manœuvre. Bien obligé : il a été pris au piège de sa logique et de ses arguments. Le couple Thomson-Telefunken n'a rien d'un monopole, puisqu'en face se maintient le couple Grundig-Philips. Gros avantage de l'accord conclu par les Français : il y aura moins d'argent à engloutir dans l'opération. Le rachat de Grundig aurait coûté 800 millions de marks. Pour Telefunken, Thomson devra débourser dix fois moins. Par ailleurs, l'entreprise allemande, qui a perdu une centaine de millions de marks en 1982, a déjà été restructurée : les filiales déficitaires étrangères ont été vendues, et les effectifs sont passés de 7 000 à 4 000 en l'espace d'un an. C'est autant de pris pour Thomson. S'il avait réussi à racheter Grundig, Alain Gomez aurait sans doute dû licencier à tour de bras : la firme du vieux Max Grundig connaît en ce moment de sérieuses difficultés financières et parvient à peine avec 30 000 personnes au même chiffre d'affaires que Thomson avec 20 000.

Le hic de l'histoire, c'est que le ratage Grundig profite pas mal aux Japonais. D'abord parce que la grande Europe de l'électronique n'est plus qu'un doux rêve. Les industriels nippons peuvent continuer à produire et à exporter sans trop se faire de souci. Un exemple ? L'usine de Berlin que récupère Thomson par le biais de Telefunken. Une usine spécialisée dans le montage de magnétoscopes japonais de la marque J.V.C. et qui appartient en copropriété au Britannique Thorn-EMI, au Japonais Japan Victor Company et à l'Allemand Telefunken. Au départ, un accord, dit des « 3T plus J », auquel Thomson devait initialement participer, accord qui prévoyait la fabrication de magnétoscopes à Berlin et celle de vidéodisques en Angleterre. Comme Thomson n'avait dans l'affaire obtenu que le secteur des caméras vidéo, les autorités françaises lui avaient refusé en juin 1981 l'autorisation de s'associer avec les trois autres firmes. Or, l'accord est bel et bien en train de se refaire, pour le plus grand plaisir des Japonais : c'est J.V.C. qui fournit les magnétoscopes montés à l'usine de Berlin, ce même J.V.C. qui approvisionne, par ailleurs, Thomson en appareils vidéo. Plutôt ennuyeuse, cette solide implantation nippone en Europe. Et inquiétante pour la balance commerciale française, qui accuse un déficit dans l'audiovisuel avec les Japonais de 8,7 milliards de francs (et 12 milliards pour les magnétoscopes).


Sygma

Alain Gomez.

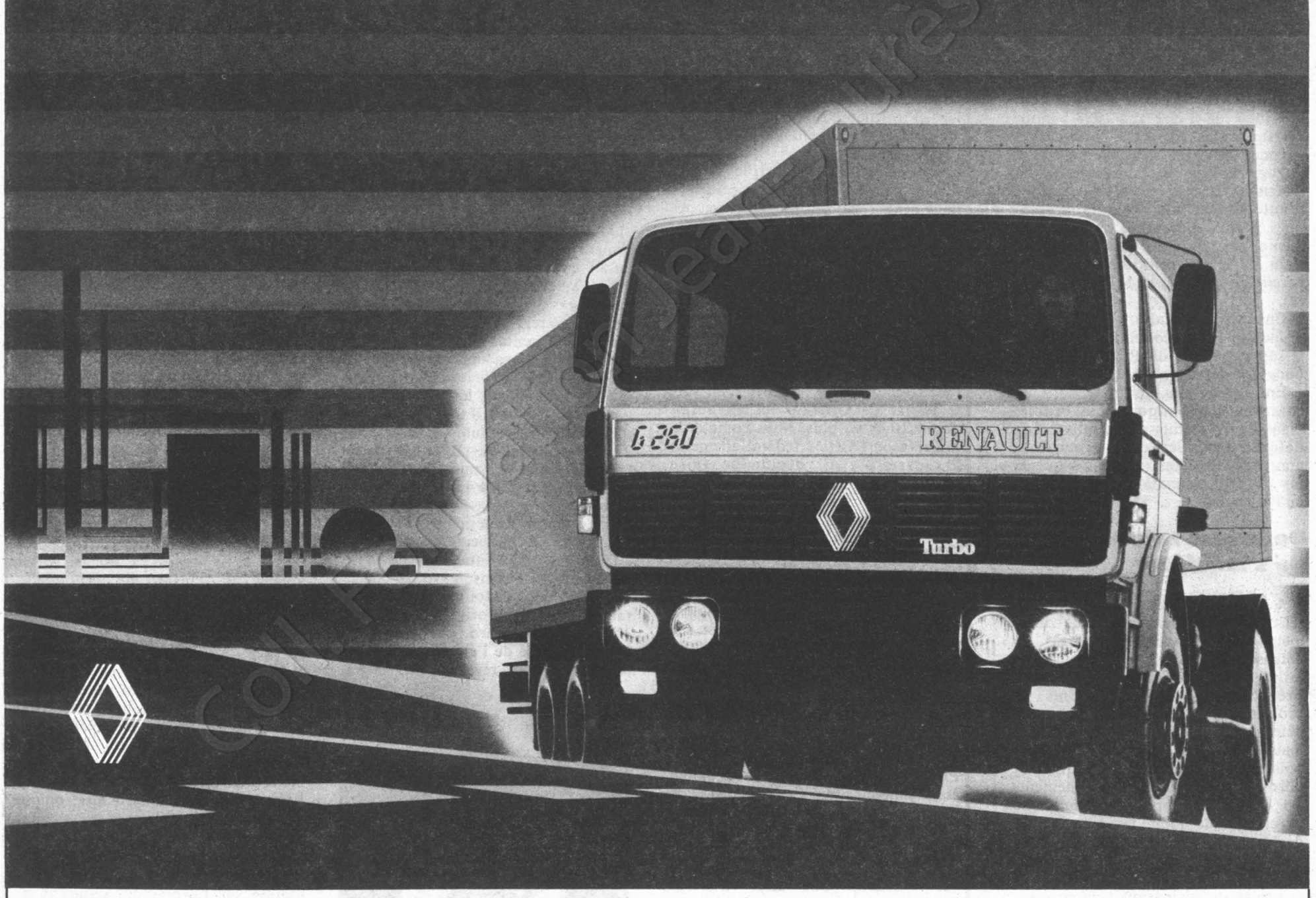
Des Japonais qui semblent, cependant, prêts à lâcher un peu de lest : Thomson négocie actuellement avec J.V.C. le droit de fabriquer en France la platine du magnétoscope à la mode japonaise. C'est ce qu'on appelle un transfert de technologie. J.V.C. continuerait cependant à fournir la partie mécanique de l'appareil, et notamment les têtes de lecture. Selon le quotidien « les Echos », la nouvelle usine Thomson serait construite en Lorraine, et dès cette année, plusieurs centaines d'emplois pourraient être créés. Pour obtenir l'accord du gouvernement, Thomson a promis d'avoir en 1985 30 % du marché européen et une balance commerciale en électronique grand public positive.

Si l'affaire se conclut, les Japonais auront bien manœuvré : leur gros problème, c'était l'éventuelle généralisation en Europe du standard de magnétoscopes « V 2000 » fabriqué par Philips. Un accord avec Thomson assure la pérennité de leur standard à eux, le « V.H.S. ». Thomson ainsi qui fait la nique aux Allemands et aux Néerlandais à l'origine de l'échec du projet Grundig. Donc du projet d'une grande Europe de l'électronique soudée face aux Japonais. Maintenant, l'Europe semble bien ne plus pouvoir se passer de Tokyo.

C'est quand même dommage, même si Thomson dans l'histoire n'a rien fait d'autre — ou presque — que réparer les pots cassés par Philips et par l'Office des cartels allemand. ●

RENAULT G 260T.
L'EUROPE L'A ELU
CAMION DE L'ANNEE.

Ecom/Univas



13 journalistes européens ont élu le Renault G 260 T "Camion de l'année 83".

Avec ce trophée, le jury a voulu récompenser une gamme de camions conçue pour répondre aux attentes de transporteurs confrontés à une conjoncture difficile.

La conception générale du G 260 a été dominée par le souci prioritaire de la rentabilité d'exploitation, en voici la preuve par les chiffres :

– Poids mort : 5.960 kg (équipement standard en ordre de marche, plein de 400 l). – Charge utile : 32 tonnes.

– Motorisation performante (turbo à air refroidi, couple de 105 mKg pour 260 ch DIN), associée à une boîte très ouverte (9 vitesses, ouverture 14.8).

– Consommation : 34,46 l aux 100 km (test comparatif sur parcours étalonné réalisé par la presse professionnelle, décembre 1982).

Le Renault G 260 est né des derniers perfectionnements de l'électronique et de la robotique.

Tout a été mis en œuvre pour permettre à un chef d'entreprise d'optimiser sa gestion.

Et derrière chaque G 260 comme derrière tous les Renault, l'assistance de 600 concessionnaires et points de service en France.

Le Renault G 260 T est le camion de l'année, choisissez cette année comme votre camion

NOS PERFORMANCES POUR VOTRE ENTREPRISE.

RENAULT
Véhicules Industriels

SYNDICATS : LE 10 MAI N'EN FINIT PLUS...

Les changements intervenus depuis deux ans n'ont pas entraîné un renforcement des grandes centrales syndicales, au contraire. Les nouvelles lois Auroux devraient leur donner des raisons d'espérer

PAR CLAUDE JADOUL

MALADES du 10 mai, les syndicats ? C'est en tout cas une opinion qui court. Et c'est un peu surprenant à l'heure du changement. Une chose est sûre : les deux organisations syndicales les plus proches du gouvernement de la gauche, la C.g.t. et la C.f.d.t. n'ont pas tiré bénéfice jusqu'ici de leur soutien — critique ou non — à l'équipe au pouvoir.

La C.f.d.t., qui avait espéré « mordre » sur la C.g.t. lors des prud'homales du 8 décembre 1982, n'a pas réussi sa percée. Elle stagne autour des 23,50 % (contre 23,22 % en 1979) chez les salariés. Et la C.g.t. régresse sensiblement en voix (36,81 % contre 42,25 %), toujours chez les salariés, même si le gros de ses pertes peut être localisé au niveau des 5 % d'abstentionnistes supplémentaires. Un signe d'atonie, à tout le moins. Et Force ouvrière n'est pas mieux lotie : la centrale d'André Bergeron a « fait » 17,78 % contre 17,33 % en 1979. Là encore, stagnation.

C'est chez les autres « réformistes » qu'il faut chercher les « vainqueurs » du 8 décembre. La C.f.t.c. passe de 7,19 % à 8,46 % et, surtout, la C.g.c. gagne plus de quatre points : 9,64 % contre 5,20 %. Jean-Pierre Linocier, de la C.g.t., a donc raison d'affirmer que les prud'homales ont exprimé « un vote à droite ».

Autre chose. La syndicalisation. Mystère et bouche cousue là-dessus, dans les confédérations. Mais, au ministère du Travail, on affirme que la C.f.d.t. continue à perdre, bon an mal an, quelque 3 % de ses effectifs et « beaucoup plus à la C.g.t. ». Jean Kaspar, le numéro deux de la rue Cadet, n'est pas d'accord mais lâche quand même : « Nous avons réussi à stabiliser les pertes autour de 1 %. »

Bizarre. Pas de mouvement de re syndicalisation en vingt mois de changement. Mieux : la désyndicalisation se poursuit. Cette abstention, renforcée au scrutin prud'homal, signifie bien quelque chose !

Pourquoi l'arrivée de la gauche au pouvoir ne profite-t-elle pas aux syndicats qui soutiennent l'expérience ? Les confédérations ne sont-elles plus « attractives » ? Bien sûr, il y a des percées syndicales spectaculaires : chez les immigrés par exemple ; mais ce sang neuf ne « compense » pas l'hémorragie des Français moyens... Et puis, les immigrés ne se rangent évidemment pas dans cette majorité politique qui devrait servir de « locomotive » aux syndicats non réformistes. Y aurait-il un malentendu entre le politique et le syndical ?

Au ministère du Travail, on tente d'expliquer. Mais les heurts des dernières semaines (Aulnay, Flins) ne facilitent sûrement pas un jugement serein. On accuserait facilement, par exemple, la C.g.t. de tous les péchés. On affirme, en tout cas, rue de Grenelle que « la C.g.t. veut obtenir tout par la loi », et l'on y entend dire que la centrale de Krasucki « joue le moins possible le jeu des accords ». Et qu'elle continue à privilégier les revendications de type quantitatif.



C'est vrai que ni la C.g.t. ni F.o. ne veulent discuter du partage du travail, ou du partage des revenus. Du moins au niveau des états-majors. Mais, sur le terrain, les choses sont un peu différentes. La C.g.t. a signé des accords de non-compensation salariaux dans plusieurs endroits au moment ou l'on a discuté réduction du temps de travail. C'est le cas chez C.I.T.-Alcatel, pour éviter un « dégraissage » massif. Et ailleurs, il est arrivé à la section C.g.t. d'accepter une prime d'intéressement, même si, ensuite, les rapports se tendent avec la Fédération.

Autre signe des temps, les sections C.f.d.t. n'emboîtent pas le pas, *ipso facto*, à leur direction sur le thème des « nouvelles solidarités ». Chez Rhône-Poulenc, les cédétistes ne sont pas les derniers à exiger la compensation intégrale. Pour les « postés », il est vrai. Ce qui permet notamment à la C.g.t d'expliquer l'échec électoral de la gauche au premier tour par le peu de succès des « nouvelles solidarités ». Une « mosaïque », les syndicats ? Il y a un peu de cela. Et c'est un peu court d'opposer une C.g.t. « pro-gouvernementale » qui « tiendrait le couvercle sur la marmite sociale » à une C.f.d.t. peu responsable et qui aurait donné, en quelque sorte, le champ libre à ses sections d'entreprise. Mais c'est tout aussi faux d'affirmer qu'Henri Krasucki a « monté » de toutes pièces l'affaire du journal « l'Union » de Reims. Le syndicalisme presse-bouton n'existe que dans l'esprit de lecteurs de « Minute » et du « Quotidien de Paris ».

Ce qui est vrai pour la C.g.t. l'est tout autant pour la C.f.d.t. Edmond Maire n'a sûrement pas passé de coup de fil à Daniel Richter, le permanent de Flins, pour l'inciter à mettre de l'huile sur le feu... Bien au contraire.

Bref, il n'y a pas une « bonne » C.g.t. et une « mauvaise » C.f.d.t., du point de vue gouvernemental s'entend...

Mettre le « couvercle sur la marmite », Gérard Gaumé, secrétaire confédéral (socialiste) de la C.g.t., s'en défend. « Ce sont les fédérations qui assument les conflits. La confédération, c'est un outil lorsque les nécessités l'exigent. » Et c'était, manifestement, le cas à Aulnay où les travailleurs font l'expérience d'une syndicalisation récente. « Il fallait faire face aux provocations », explique Gérard Gaumé. Et il n'a sans doute pas tort dans le cas de Citroën et des nervis de la C.s.1... « C'est le b.a.-ba du syndicalisme. Il fallait tenir compte de l'état d'esprit de la hiérarchie. »

En revanche, oui c'est vrai peut-être vrai que « les syndicats ont du mal à digérer le 10 mai », comme le dit Jean-Paul Bachy, secrétaire national du P.s. aux Entreprises. L'ancien régime était commode comme « repoussoir » : les syndicats pouvaient tout expliquer par rapport au gouvernement de droite. Avec quatre ministres communistes la C.g.t., notamment, a des difficultés à s'adapter à la situation nouvelle. Et si F.o. intègre relativement bien ce débat, c'est, semble-t-il, au prix d'une « dérive à droite ». Le R.p.r. n'est pas loin d'approcher la parité dans les instances dirigeantes de la confédération. Et André Bergeron accepte sans doute fort mal qu'une section comme celle de la S.n.i.a.s. soit complètement « phagocytée » par les sous-marins de Jacques Chirac. Sans compter les petits Lucet qui gravitent çà et là dans l'orbite de Maurice Derlin, le grand patron F.o. des organismes de la Sécurité sociale.

Difficile aussi pour la C.f.d.t. de faire « coller son attitude constructive » à propos de la solidarité avec les initiatives des sections. Les gens de la navigation aérienne l'acceptent toujours aussi mal. Eux sont sur la même longueur d'onde que Krasucki à propos de l'augmentation de leur pouvoir d'achat (élevé). Et puis, soyons francs, la C.g.t. est-elle vraiment à l'unisson du P.c.f. sur la Pologne ? Les intérêts ne sont pas les mêmes...

Une chose est sûre : plus la C.g.t. se recroqueville, plus elle perd des

(suite en page 14)

Les patrons eux ne perdent pas de temps

LA revanche, les patrons connaissent. Ça n'a pas raté au lendemain d'un premier tour électoral défavorable à la gauche et au gouvernement. Et dès le lundi 7 mars, « on » profitait de l'échec.

Les ouvriers de la Cellulose de Strasbourg en connaissent un bon bout de la question.

Les patrons — les papetiers en particulier — n'ont-ils pas dénoncé — unilatéralement — l'accord de redémarrage de l'entreprise qu'ils avaient bel et bien signé le 7 février. Entre les deux tours. Une manœuvre électorale évidente pour qui connaît les relations étroites qui existent entre les papetiers et la droite locale dans l'Est. La gauche n'a pas intérêt à baisser sa garde, les travailleurs non plus. Autre exemple de ce goût de la revanche. Le groupe de Presse Agefi-« Nouveau Journal » a annoncé un gros paquet de licenciements dès la matinée du 7 mars. Lors d'un C.e. réuni à la hâte — pas de comptes d'exploitation, aucune donnée chiffrée pour le plan de reclassement — le p.-d.g. Hugues-Vincent Barbe a enfoncé le coin, « restructuration » à la clé. Sur instruction des actionnaires. Et pas n'importe lesquels : Michelin, Peugeot, le groupe Radar (qui remplace Jean-Maxime Lévesque depuis la nationalisation du D.c.f.)... Rien que des patrons de choc pour les deux feuilles les plus rétros du patronat français...

Bilan : une grève d'avertissement de 24 heures. On attendait la suite cette semaine, après un nouveau C.e. Au cours duquel Barbe a accepté après plusieurs heures de discussion que les comptes soient examinés par des experts commis par le personnel.

A la Cellulose de Strasbourg, c'est du côté du gouvernement que l'on se tourne après la défection des papetiers. Matignon l'a confirmé : les pouvoirs publics respecteront leurs engagements. Et la Cellulose sera sans aucun doute sauvée. Mais ces deux exemples prouvent que le patronat emboîte le pas à la droite dès que l'occasion s'en présente. Le changement ne peut venir uniquement « d'en haut », c'est aussi l'affaire des travailleurs eux-mêmes. Sans mobilisation au bon moment — c'est le cas à la Cellulose — les décisions favorables aux travailleurs risquent toujours d'être remises en question.

(suite de la page 13)

plumes. A l'inverse, ne se développe-t-elle pas lorsqu'elle adopte une « attitude pluraliste » ?

Krasucki ne régente pas tout, on l'a dit. Il n'a sans doute pas « téléguidé » certaines initiatives animées par des « anti-unitaires » à E.d.f. Dur de se faire déborder sur sa gauche. Et puis, disons-le carrément, posons la question : le mouvement syndical, dans sa globalité, n'a-t-il pas vécu une phase ascendante, une mobilisation réelle, avec la période unitaire de 1967-1978 ? Les travailleurs aiment l'unité. Krasucki et Maire, côte à côte, cela fait vibrer, cela donne confiance.

La faible mobilisation des années quatre-vingts est là, difficile en tout cas de le nier. Et le fait qu'il n'y ait de sourires Maire-Krasucki pour répondre aux poignées de main Mauroy-Fiterman est peut-être un élément d'explication. Le patronat, lui, ne s'y trompe pas. Il utilise largement la marge de manœuvre que lui offre ce front syndical éclaté. « C'est un élément de faiblesse pour le changement et le gouvernement, dit Bachy. Et les travailleurs sont bien contents de trouver une structure de dialogue dans les G.s.e. socialistes où cégétistes et cédétistes peuvent ''causer''. On crée souvent des G.s.e. pour cela. »

Il y a cependant des raisons d'espérer. L'application des droits nouveaux par exemple. La C.g.t. en fait son cheval de bataille. Et la C.f.d.t. est consciente de cette nouvelle donne, même si F.o. renâcle un peu : elle privilégie un autre type de concertation. Et c'est vrai que l'obligation de négocier chaque année, y compris dans les P.m.e. de moins de cinquante personnes, va bouleverser un certain nombre de choses. « C'est une potentialité exceptionnelle, un moyen de transformation en profondeur des rapports sociaux de notre pays », dit Jean Kaspar. Les nouvelles expressions des droits des salariés apportent, à point nommé, des « possibilités de nouveaux espaces de liberté à utiliser ». Une nouvelle donne aussi sur le plan économique, un moyen d'accroître la productivité. Sans compter que ces droits nouveaux « changeront non seulement l'économique mais aussi les organisations elles-mêmes ». Ce n'est pas par hasard si F.o. se sent agressée...

Droits nouveaux, c'est bien, à condition de nouveaux rapports entre syndicats. Difficile de les utiliser pleinement si une organisation met sur le tapis l'Afghanistan, l'autre l'échelle mobile et la dernière l'Europe. Est-on bien sûr également que les syndicats soient précisément « chauds » pour l'élargissement des droits des travailleurs dans le secteur public ? Les confédérations ne préfèrent-elles pas « désigner » les négociateurs ? Bien sûr, Jean Kaspar affirme, péremptoire, que la C.f.d.t. « veut être acteur du changement, faire du syndicalisme autre chose qu'un groupe de pression ». Partout ? Affirmer, comme il le fait : « Si le patronat doit changer, le syndicalisme aussi », c'est vite dit. Et « faire face à la diversité de la classe ouvrière », ce n'est pas seulement prendre en compte les situations nouvelles, l'émergence de groupes sociaux, n'est-ce pas aussi éviter le « saucissonnage » de la classe ouvrière — oui, elle existe toujours dans sa globalité, dans ses intérêts profonds ? Malgré la crise.

Enfin, est-il inéluctable pour le mouvement ouvrier français de raisonner en termes de faible taux de syndicalisation ? Le changement ne lui donne-t-il pas l'occasion de franchir la barre des 50 % qui est atteinte — et largement — dans la plupart des pays européens. Les lois Auroux ne sont-elles pas l'occasion et le moyen de faire sauter ce verrou ? Est-il social-démocrate de souhaiter un syndicalisme de masse ? ●

LES RISQUES DU METIER

Condamné à huit ans de prison le docteur Augoyard, "terroriste au service de bandits", sera-t-il bientôt libéré par Kaboul ? Son cas met en relief les difficultés qui attendent ceux qui ont choisi de professer chez les oubliés de la médecine

PAR PIERRE-YVES POINDRON

LE 16 janvier dernier, à la suite d'une offensive soviétique sur le Logar, un médecin français, le Dr. Philippe Augoyard, est arrêté et emprisonné à Kaboul. Philippe Augoyard fait partie de l'Aide médicale internationale (Ami) (1) dont les membres partent généralement dans ces régions oubliées du monde où on n'a pas vu de médecin depuis deux, trois, quatre, cinq ans, pour soigner malades et blessés et, ce qui est aussi important, former sur place des infirmiers capables de prendre le relais.

Cette fois-ci, le Logar est une mission un peu plus délicate. Difficile de rester à un endroit fixe sans être aussitôt repéré, dans cette plaine du sud de Kaboul. Philippe Augoyard en a fait l'expérience, lui qui, en octobre et en novembre, a dû pratiquer une médecine itinérante, mais il reviendra donner des cours à une dizaine de volontaires. A 40 kilomètres de Kaboul... pas de médecin. On vient de la capitale dès qu'on apprend la présence d'un médecin français. Le téléphone afghan fonctionne vite. C'est dire l'utilité des infirmiers. Après leur formation, ils doivent pouvoir pratiquer une amputation. Car, s'il n'y a pas de médecin, en revanche, il y a des mines.

En janvier, les Soviétiques lancent une très grosse offensive sur la plaine. Comme toujours en pareil cas, la population se replie dans une petite vallée. C'est là que le médecin français sera capturé. Radio Kaboul n'annoncera son arrestation que quatorze jours plus tard. On s'en servira bien sûr pour la propagande. Philippe Augoyard est un « terroriste » au service de « bandits ». D'ailleurs, il « avouera » au cours d'une conférence de presse devant un parterre de « journalistes » afghans, soviétiques, tchèques et un Canadien. Les aveux, « c'est le seul moyen de s'en sortir », reconnaît un médecin de l'Ami qui a fait plusieurs séjours en Afghanistan. Condamné à huit ans de prison, Philippe Augoyard sera-t-il libéré avant ? Paradoxalement, la rapidité de son procès fait plutôt penser que oui, car on ne grâcie pas un prisonnier avant de l'avoir jugé. Il n'est donc pas impossible que le pouvoir à Kaboul fasse un « geste ».

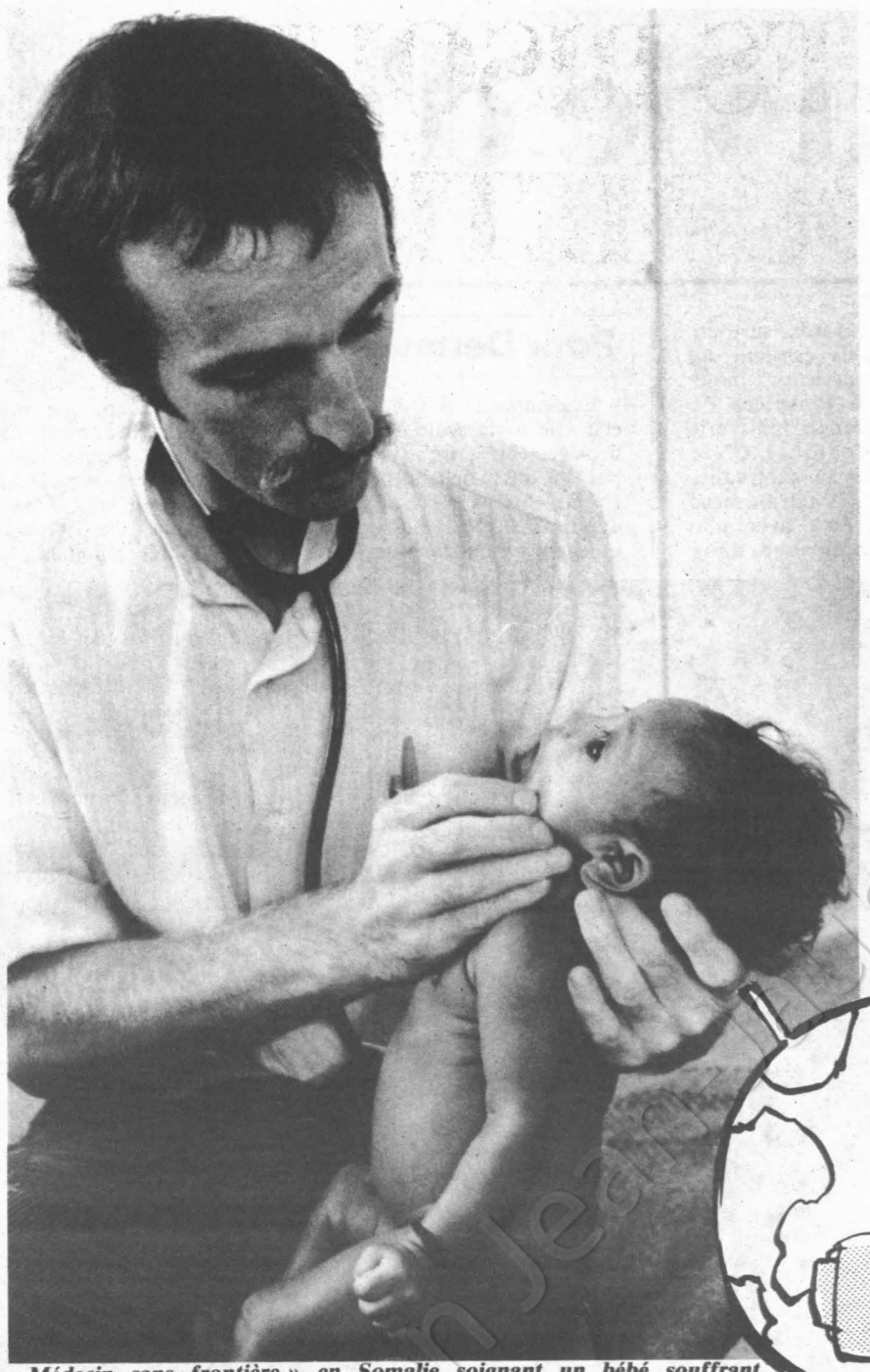
Le procès de la médecine

Le crime de ces médecins qui, comme ceux de l'Aide médicale internationale, de « Médecins du monde » ou de « Médecins sans frontière », se rendent là où les organismes officiels internationaux n'ont pas le droit d'entrer ? Faire de la médecine chez les oubliés de la médecine. On les retrouve au Laos, au Cambodge, en Afghanistan ? Ça sent le soufre impérialiste ! Mais on les retrouve aussi au Kurdistan ? Toujours le soufre



impérialiste ! En Amérique centrale, dans les pays menés par des dictatures de droite ? Ça sent de plus en plus le soufre... bolchévique cette fois-ci. A dire vrai, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'on les retrouve dans les régions en état de résistance à une dictature nationale ou étrangère : dans ces pays, « contre-révolutionnaires » ou « révolutionnaires » n'ont pas le droit aux soins... d'ailleurs, il n'y a pas de conflit... pourquoi voulez-vous qu'il y ait des médecins ! La médecine ? C'est décidément un mot intraduisible dans une langue de bois où l'autre, c'est l'ennemi — le « bandit » — pour lequel il n'y a qu'un seul remède : exterminer le malade avec la maladie. Le médecin ? Traduisez par agent de la C.i.a. ou du K.g.b. selon les latitudes. Et désormais, ce médecin devra lutter contre la maladie et ruser... avec les bombes.

La guerre ? « On y pense tout le temps et tout le temps, on est obligé d'évacuer l'hôpital, mais on est surtout préoccupé par les malades. Je pense plus à la guerre maintenant que je suis ici que lorsque j'étais là-bas. » Le témoignage de ce médecin revenu d'Afghanistan l'an dernier vaut un long rapport.



« Médecin sans frontière » en Somalie soignant un bébé souffrant de grave déshydratation dans un camp de réfugiés.



Une cible : l'hôpital

Depuis l'an dernier, la grande préoccupation des Soviétiques, c'est le Panjshir, une vallée encaissée, de soixante kilomètres de long, dont l'entrée est à 40 km de Kaboul, où la présence d'une résistance organisée près de ces camps inquiète l'armée d'occupation. Ils ont donc décidé de frapper un grand coup pour intimider, d'autant que le Panjshir fait



Médecins soignant des rescapés des « boat-people » sur le cargo « Ile de lumière ».

Sygma

école... et que d'autres vallées du Nord-Est s'organisent à leur tour. Or, c'est justement dans le Panjshir que deux médecins français ont installé en 1981 un hôpital. Leur présence est intolérable « aux protecteurs » du peuple afghan. Plusieurs fois, des tracts, largués d'hélicoptères, ont tenté de les déconsidérer aux yeux de la population...

Les docteurs V. et Y. ont vécu plusieurs offensives sur le Panjshir. En temps normal, on circule librement dans la vallée et en mai 1981, la vie est relativement paisible. Suffisamment pour qu'à la demande des médecins une grande maison soit transformée en hôpital. En septembre, il faudra l'évacuer : une attaque se prépare, apprend-on, et de fait, l'hôpital est visé. En novembre : même chose, médecins et malades ont juste le temps de se sauver, une demi-heure avant une attaque. Pas de doute : c'est l'hôpital que les Migs qui piquent sur la maison veulent atteindre. Le but est évident : intimider la population. Il faudra trouver un autre abri, plus personne ne voulant se rendre à l'hôpital.

Agents stipendiés de la C.i.a. et du K.g.b. !

On s'installe ailleurs. Même scénario : nouveau raid sur l'hôpital, nouveau déménagement. Cette fois-ci, on prendre soin de mettre une croix rouge sur le toit. Belle cible. Fin mars 1982, les nouvelles de Kaboul font qu'un minimum de précautions est nécessaire ; l'hôpital est évacué. Le 4 avril, nouveaux bombardements. Il ne restait heureusement qu'un blessé et un médecin qui échappent aux bombes. A nouveau, l'hôpital est transféré.

Mais la situation s'aggrave. Les nouvelles en provenance de Kaboul sont alarmantes. Les Soviétiques prépareraient une offensive d'envergure. Durant trois semaines, la population joue au jeu de « viendront, viendront pas ». Ils viendront. Ils s'annoncent le 16 mars par un raid auquel l'hôpital n'échappera pas. Les blessés doivent être mis à l'abri ; certains sont soignés dehors. Le 17, des troupes héliportées sont larguées tout le long de la vallée où elles installent des campements. L'un d'entre eux est à une demi-heure de l'endroit où se sont réfugiés les médecins français.

Puis, les chars envahissent la vallée du Panjshir. La population emmène le bétail dans les montagnes et assiste aux bombardements de ses villages. C'est l'époque de la récolte : tout est brûlé. L'offensive durera 40 jours. La télévision afghane montrera les affaires des « agents de l'impérialisme américain », trouvées au cours d'une incursion dans un village. Propagande grotesque qui ne trompe personne. Car c'est à la demande de la population que les médecins français sont là. Ces médecins qu'on venait trouver de Kaboul lorsqu'on pouvait encore circuler librement dans la vallée.

Des alliés politiques de la résistance ? De temps à autre, il se trouve quelqu'un pour en faire la réflexion. « Il arrive un moment où on n'a vraiment plus envie d'avoir ce genre de discussion. Nous sommes tour à tour qualifiés d'agents de la C.i.a. ou du K.g.b. Dernièrement, nous avons été expulsés d'un pays d'Amérique centrale. Mais si nous choisissons ces régions, c'est parce que les organismes internationaux n'y vont pas. Qui s'occupe du Kurdistan ? Qui s'occupe du Cambodge ? »

Au-delà des frontières ?

Les deux interventions se complètent. « Il n'est pas question de faire le travail des organismes internationaux, dit ce médecin de l'A.m.i. Nous n'en avons pas les moyens. En revanche, une équipe mobile peut rendre des services, car elle forme sur place des infirmiers. Au Laos, là où les médecins de l'A.m.i. sont allés, on n'avait pas vu un médecin depuis cinq ans. » Récupérés politiquement ? « Nous avons vraiment autre chose à faire... » Le Comité pour la libération du Dr Augoyard (2) essaie d'obtenir de l'O.n.u. la reconnaissance officielle du droit pour les médecins de soigner au-delà des frontières, quel que soit le gouvernement. Mais cette idée, simple, gêne encore beaucoup de gouvernements... ●

(1) Aide médicale internationale, 119, rue des Amandiers XXe. CCP Paris 132 74 46 G.

(2) Comité pour la libération du Dr Augoyard, Club presse et média Palais des Congrès Paris Cedex 17. Tél. 758.27.39 CCP 6888 T Paris.

SPECIAL CINEMA

La vie d'artiste

La poursuite infernale

Ça possède la couleur d'un polar, le goût d'un polar mais ce n'est pas un polar. Dans « Mortelle randonnée », Claude Miller obéit aux règles qui régissent le domaine de ce que l'on pourrait appeler « le nouveau suspense » comme il y a eu le nouveau roman : il offre au public les clés de l'intrigue dès le début du film. Jouer à cache cache avec les spectateurs ne l'intéresse pas ; déclencher le halètement de détectives amateurs n'est pas sa tasse de thé. L'important, pour Claude Miller, c'est d'emboîter le pas à ses personnages, une fois les bases de l'histoire connues. De les suivre amoureusement d'une caméra de voyeur ; de sculpter leurs silhouettes, de sonder leurs cœurs. De dégager la névrose cachée, l'obsession refoulée et, plus que tout sans doute, de mettre à nu la solitude noirâtre qui habite chacun de nous.

« Mortelle randonnée », adapté d'un roman de Marc Behm, nous trace le destin parallèle de deux individus qui ne se rencontreront vraiment jamais et qui, pourtant, se ressemblent étrangement, jusqu'à ne faire plus qu'un. Elle est une meurtrière énigmatique ; une vamp fatale à tous les sens du terme qui passe son temps à séduire puis à occire de riches héritiers ; lui est un détective paumé qui ne s'est jamais remis du décès de sa petite fille et qui cherche désespérément à la retrouver sur une photo de classe jaunie où les gamines, interchangeables, affichent un anonymat révoltant. « L'Œil » — ainsi l'a-t-on surnommé parce qu'il n'est plus qu'un regard employé à traquer les assassins ou les voleurs — joue avec son passé brisé, sa mémoire inachevée. Père sans enfant, il va littéralement être hypnotisé par sa proie, mante religieuse au regard de gosse perdue et qui n'est autre, en fait, qu'une môme sans père.

Le secret de la tueuse — sa naissance dans un orphelinat — boucle, en quelque sorte, la boucle de l'errance intérieure de « l'Œil ». Commence alors l'errance extérieure : la longue ballade qui les mènera du sud au nord de l'Europe, folle randonnée qui ressemble à une fuite en avant. Parce que celle qui change si vite et si bien d'allure, de perruque et d'identité pour mieux masquer sa solitude peut bien, dans l'imagination délirante du détective, endosser un nouvel et ultime rôle : celui de Marie, la petite fille morte trop tôt. Amour trouble, amour double fait tout à la fois de protection et de désir, la passion qui unit « l'Œil » à Catherine Leiris ne peut les mener qu'à la mort. Pas d'autre issue. Mort réelle pour Catherine et mort mentale pour « l'Œil » qui cesse d'exister le soir où il met en scène son suicide en offrant à la dangereuse inconnue l'argent d'un hold up et un révolver — chargé à blanc — pour l'achever...

Etonnement maîtrisé, ciselé à la seconde près, le film de Claude Miller possède d'évidence une atmosphère, un climat comme on en rencontre peu sur grand écran. Miller explore à la perfection des visages — des regards, surtout, et tout ce qu'ils essaient de cacher — et parvient à nous faire basculer à l'intérieur de son univers étrange, mi-onirique mi-pathologique. C'est nerveux, fiévreux, captivant. C'est aussi parfois terriblement littéraire, plus écrit avec une certaine complaisance dans l'écriture que filmé. Et puis, reconnaissons-le, ça ne tient pas la longueur des deux heures.

Au bout d'une heure et demie, le fil se casse. Miller plonge dans le misérabilisme, enferme son héroïne à Bobigny, râcle le fond du sordide social et « Mortelle randonnée » y perd beaucoup de son charme vénéneux.

Mais qu'importe, après tout... On restera longtemps envahi par la composition hallucinante d'un Michel Serrault qui a visiblement pris un plaisir secret à donner une absence de relief à son personnage. Il faut du génie pour camper un être atone, banal jusqu'à la nausée, fascinant justement par sa platitude. De son côté, les six facettes d'Isabelle Adjani ont, toutes, une sacrée présence.

L'ambiguïté d'une personne qui joue à la sophistication extrême sans parvenir pour autant à gommer ses fêlures, son désarroi, sa peur. Décidément, avec « la Meilleure façon de marcher », « Dites-lui que je l'aime », « Garde à vue » Claude Miller s'affirme de plus en plus comme une valeur forte du cinéma français.

FABIEN GASTELLIER

*** « Mortelle randonnée », de Claude Miller. Avec Michel Serrault, Isabelle Adjani, Sami Frey, Geneviève Page, Guy Marchand, Stéphane Audran, Jean-Claude Brialy.**

Pour Deneuve

Evidemment, il y a Deneuve et a elle toute seule elle vaut le déplacement. Parce qu'elle n'a pas été aussi belle depuis « Le Dernier Métro » et aussi drôle depuis « le Sauvage », parce qu'elle est plus star que jamais, dans la grande tradition de l'aventure hollywoodienne revue et corrigée par un de Broca toujours alerte. Pas de réflexion profonde mais des personnages hauts en couleur — Noiret, bien sûr, en gentil colérique, chevalier luttant contre l'immonde négrier, mais aussi sa superbe compagne, chanteuse de jazz « toute noire », ou le pauvre Planchet franchement pas fait pour l'aventure —, des situations cossasses sur toile de fond Afrique-sauvage-avec-éléphants-et-pygmées-gentils. Evidemment, tout ça ne tient pas debout mais pourquoi bouder son plaisir ? Evidemment, de Broca nous fait le coup de la tendresse, pas assez à mon goût, mais ça marche toujours. Evidemment, c'est une bulle de savon mais jolie et drôle, avec quelques grands moments : Noiret exaspéré par Deneuve l'emmerdeuse lui propose de former un comité de quartier en pleine jungle... Ils s'insultent, elle le traite de raciste, lui d'intellectuelle de gauche. « Qu'est-ce que vous avez contre les intellectuels de gauche ? », demande son copain noir, suspicieux.

F. de G.

*** « L'Africain » de Philippe de Broca, avec Catherine Deneuve et Philippe Noiret.**

Jeux d'adultes

Ah, comme la vie est bizarre ! Et bizarre le film de Louis Malle. Un film ? Pas vraiment « My Dinner with André » ne raconte pas d'histoire, mais une multitude de petites histoires, du genre de celles que peuvent échanger deux intellectuels intelligents, dont un qui a vu du pays. Théâtre avec Grotowsky dans la forêt polonaise, le désert à dos de chameau avec un moine japonais magicien, happening avec ensevelissement pendant la fête des morts...

André raconte, au cours de ce dîner dans un chic restaurant new-yorkais avec un vieil ami, quelques plaisanteries cauchemardesques, tous ces jeux d'adultes en mal d'eux-mêmes.

L'autre, plus prosaïque, lui parle de couverture chauffante et du bonheur de boire le matin une tasse de café préparée la veille. Conversation éminemment philosophique, qui prend sans cesse le risque d'ennuyer le spectateur mais parvient, par son brio, à éviter l'écueil : une figure de style devient cas d'école. Parce que ce que disent ces deux hommes nous touche profondément, tant il est vrai que nous éprouvons tous, à des degrés divers bien sûr, le besoin de nous dépasser, d'escalader l'Everest, de nous transformer.

Et d'apprivoiser les autres humains, Louis Malle ne donne pas de recette mais pose quelques questions fondamentales : quand cesserons-nous de faire de la vie un théâtre ? Comment ne plus avoir peur du contact avec les autres ?

F. de G.

T'as de beaux yeux, tu sais

D'abord il y a Paul Newman. Ensuite il y a Paul Newman. Et puis encore Paul Newman. Heureusement d'ailleurs. Sinon le dernier film de Sydney Lumet, « Verdict » serait passablement barbant. Primo, l'histoire n'est pas neuve. Un raté qui reprend du poil de la bête et retrouve sa dignité perdue en œuvrant pour une noble cause, on a déjà vu. Ici, il s'agit d'un ex-ténor du barreau devenu pilier de bar qui, un beau jour, se décide à plaider à nouveau.

A cause d'une bavure médicale qui a fait d'une jeune femme enceinte une grabataire à vie. Pour aider la famille, pour que justice soit rendue à la malheureuse, notre avocat-Zorro part en guerre contre les médecins d'un hôpital religieux, et donc contre l'Eglise qui fait tout pour étouffer le scandale. Le procès aura lieu. Et Zorro le gagnera.

Secundo : la mise en scène est un peu faiblarde. Un peu trop appuyée, un peu trop « cliché ». Mais, tertio... il y a Paul Newman. Et, puis, soyons juste, une Charlotte Rampling mystérieuse à souhait au cours de quelques rares apparitions.

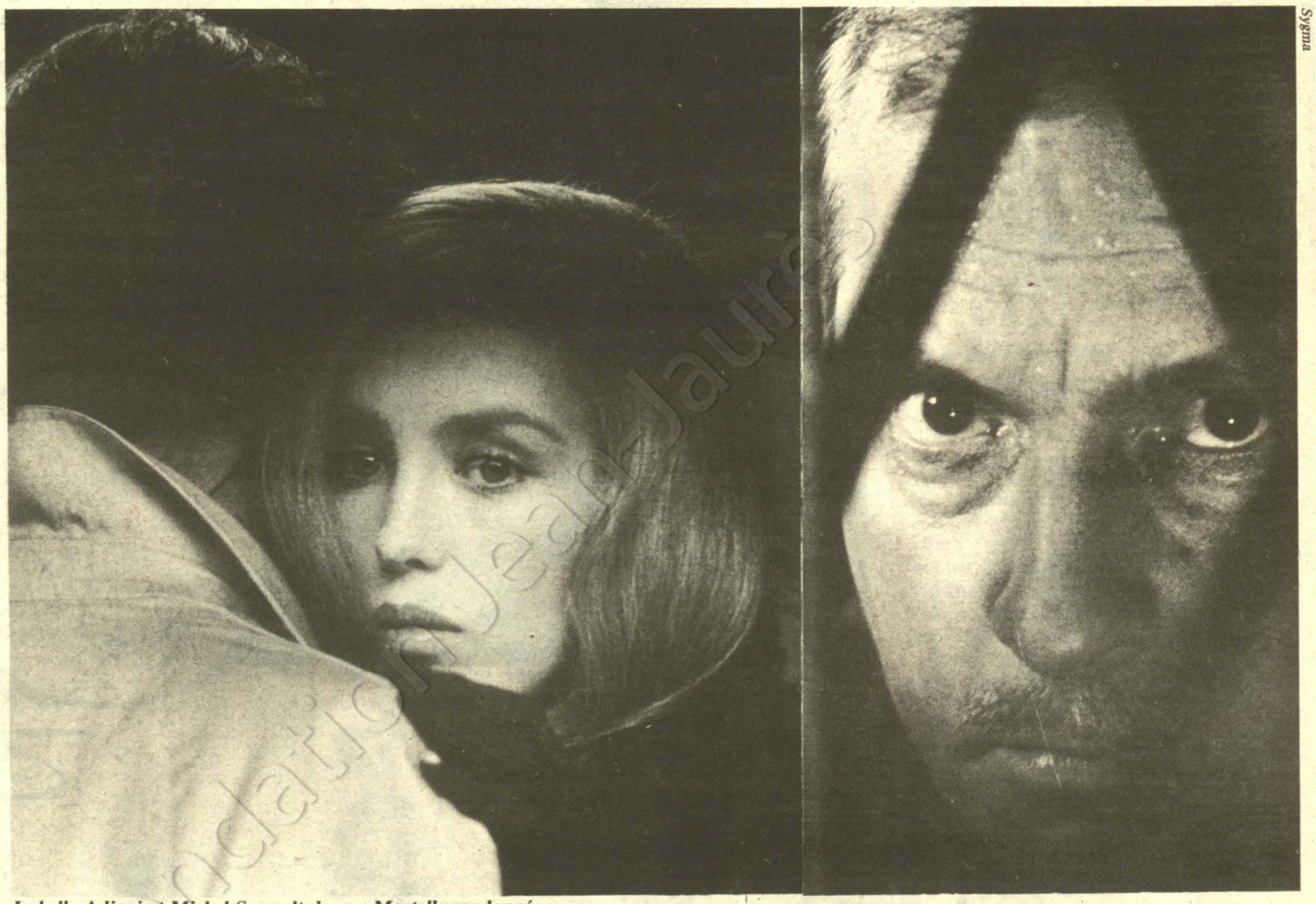
Bref, « Verdict », c'est un film pour groupie. Parce que, au cas où vous ne l'auriez pas compris, Paul Newman en est la vedette. Et sur l'écran, on ne voit que lui et on le voit TOUT LE TEMPS !

M.D.

*** « Verdict » de Sidney Lumet, avec Paul Newman, James Mason et Charlotte Rampling.**

Le printemps des festivals

A croire qu'avec les beaux jours revient aussi le temps des festivals, rencontres, rétrospec-



Sygma

Isabelle Adjani et Michel Serrault dans « Mortelle randonnée ».

Collection Jean Jaurès



Catherine Deneuve dans « l'Africain ».

Sygma



Paul Newman dans « Verdict ».

tives et fêtes cinématographiques. D'ici au mois d'avril, il y en aura certainement pour tous les goûts, et toutes les régions.

A Paris, à l'Action République, se poursuit depuis le 15 mars le « Festival Raoul Ruiz », cinéaste trop étrangement méconnu du grand public. Un numéro spécial des « Cahiers du cinéma » vient d'ailleurs de lui être consacré. Double occasion de faire connaissance avec les images puissamment différentes de ce cinéaste socialiste chilien.

Toujours à Paris, mais au cinéma Olympic, jusqu'au 22 mars, semaine de cinéma anti-apartheid avec la projection de quatorze inédits : une manifestation à soutenir. Programme détaillé à l'Olympic-Entrepôt ou au Mouvement anti-apartheid, 46, rue de Vaugirard, Paris VIe (770.29.09). Signalons par ailleurs la publication, par l'Association des Trois Mondes (63 bis, rue du Cardinal-Lemoine, Paris V[e]), d'un dossier « Cinéma et animation tiers monde ». Un document utile à destination des associations, animateurs et enseignants. Tout comme sera parfaitement utile le dernier numéro de la revue mensuelle « Jeune Cinéma » comportant un dossier sur le nouveau cinéma marocain.

Enfin, du 18 au 26 mars, la Maison des cultures du monde (101, bd Raspail, Paris VIe) présente « la Terre dans le cinéma arabe ». Seront présentés à cette occasion : « la Terre », de Youssef Chahine, « le Vent des Aurès » de Lakdhar Hamina, « le Charbonnier » de Bonamari, etc.

Côté province, se déroulera à Perpignan du 1er au 8 avril la 19e édition du festival de critique Confrontation consacré cette année au thème « l'Afrique noire au cinéma ». Plus de cinquante films illustreront la semaine, de la découverte du continent mystérieux à la colonisation, de la décolonisation à la mise en place des identités.



Dustin Hoffman dans « Tootsie ».

Avec cette année, et pour la première fois, la participation exceptionnelle de documents provenant de « L'Etablissement cinématographique et photographique des armées »... De nombreux réalisateurs ont d'ores et déjà annoncé leur présence. (Confrontation : Palais des Congrès, 66 000, Perpignan).

Le Festival international du jeune cinéma de Hyères, section cinéma différent, se déroulera lui du 2 au 10 avril : quinze pays en compétition, une rétrospective Alejandro Jodorowsky, trois films expérimentaux de Jean Cocteau, etc.

Enfin, la Mostra du film d'Epernay, sous-titrée joliement « la Vie dans tous ses états », déroulera et étrennera ses images dans la petite capitale du champagne du 5 au 10 avril. Au programme : la projection de soixante films, une rétrospective de l'école de Berlin, un hommage à Robert Kramer, le cinéma indépendant américain, etc. (Renseignements : 42, rue du Cal. Lemoine, Paris V[e]).

GILBERT SANS

Ni tout à fait le même ni tout à fait une autre

Fabuleux Dustin Hoffman ! On y croit, à sa Tootsie. On y croit tellement qu'après une demi-heure de film, l'illusion est complète : cette femme qu'on voit marcher, rire, s'agiter sur l'écran, c'est réellement une femme. Et non un acteur déguisé en femme pour les besoins d'un scénario. Chapeau ! Ce que fait Dustin Hoffman dans « Tootsie », c'est tout bonnement prodigieux.

L'histoire, tout le monde connaît maintenant : chômeur depuis longtemps et fatigué de l'être, un talentueux comédien se transforme en dame pour décrocher un rôle dans un feuilleton télévisé. C'était osé c'est réussi. Bientôt, Tootsie devient une star. Petit problème : la jeune actrice (Jessica Lange) dont il (elle) est tombé amoureux le (la) prend, comme tout le monde, pour une femme. D'où des gags, d'où des quiproquos qui font de ce film une merveilleuse comédie américaine. Mais comme on les aime. C'est-à-dire avec autre chose que du gros rire garanti. Car si Dustin Hoffman est génial, Sydney Pollack n'est pas mal non plus. Il arrive, mine de rien, à nous en dire sur l'amour, les rapports hommes-femmes, la vie, mille fois plus qu'un énorme traité philosophique. Redevenu comédien mâle, Dustin Hoffman ne pourra plus jamais être tout à fait pareil. Ni tout à fait le même, ni tout à fait une autre : il a franchi la barrière, il a été femme et a découvert en lui une part précieuse qu'il ne soupçonnait pas et qui le stupéfie encore. Oui, c'est très fort, « Tootsie ». Et puis ce qui ne gâche rien, c'est une superbe leçon de cinéma.

MARTINE DUCOUSSET

*** « Tootsie » de Sydney Pollack, avec Dustin Hoffman.**

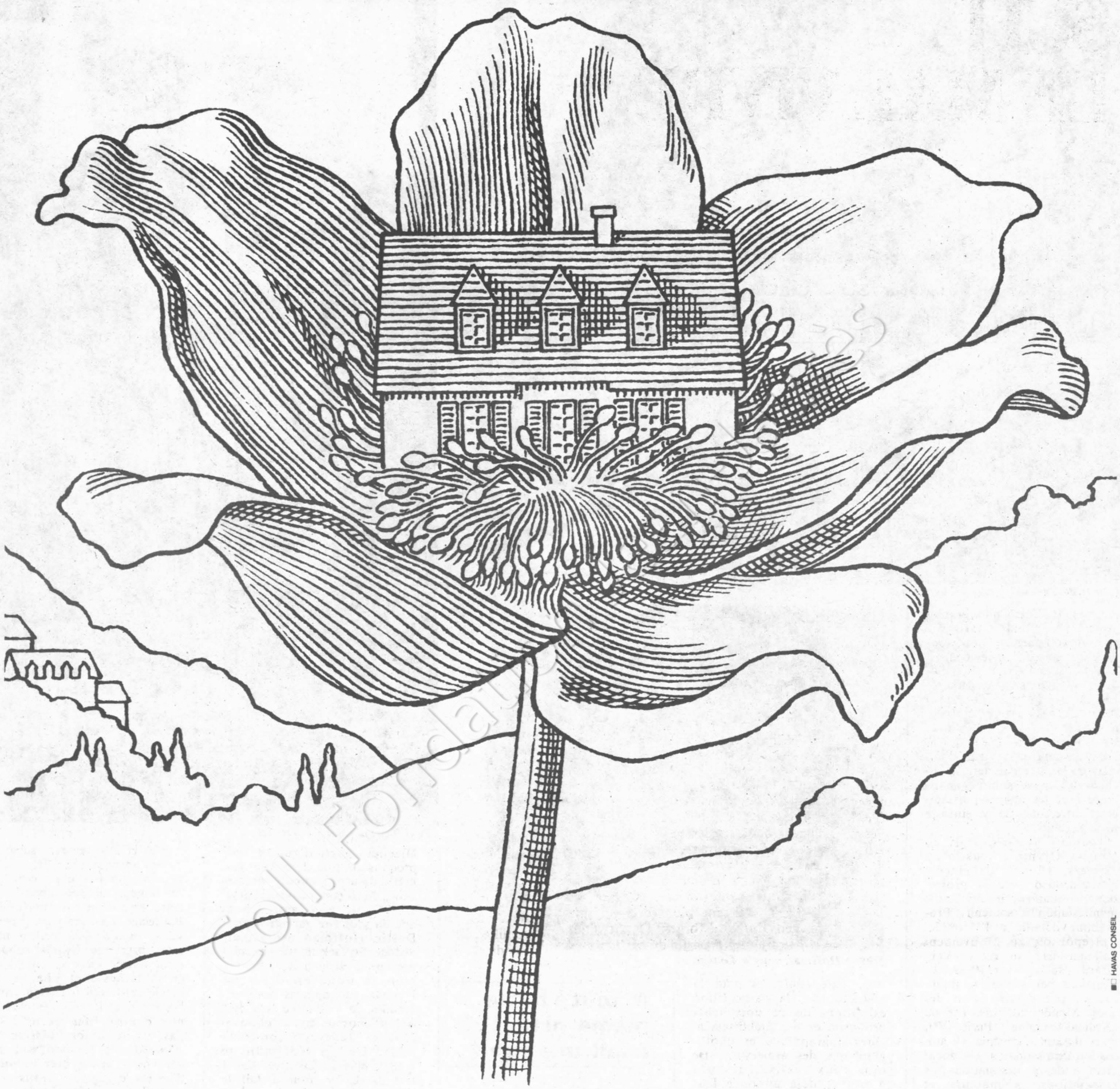
Théâtre d'ombres

On marche, disons trois quarts d'heure. Le temps de pénétrer à l'intérieur de l'intrigue qui se voudrait psychologique (par hasard, une jeune femme endosse l'identité d'une morte) et qui demeure superficielle, anecdotique. Et, pourtant, on aurait voulu y croire à cet échange de personnalités, à cette imposante demeure du Bordelais, à ce mariage impensable, monstrueux, contre nature entre une famille solidement ancrée dans sa puissance et sa richesse et une petite banlieusarde qui n'a connu que l'A.n.p.e. et la suie des cheminées d'usine. Mais ça ne colle pas, ça reste toc. Malgré la silhouette de Richard Bohringer, qui sue le mal comme d'autres dégagent l'érotisme ; malgré le sourire fragile de Nathalie Baye, décidément mal dans ses emplois depuis que le public l'a sacrée « vedette ». Désolée, Robin Davis, vous n'avez pas l'ampleur d'un Hitchcock ni même celle d'un Truffaut qui savait ce qu'il faisait, lui, en filmant « la Sirène du Mississipi », une histoire approximativement semblable. « J'ai épousé une ombre » retombe à plat, aussi creux que le regard de Francis Huster ; tout juste bon à servir de canevas visuel à la ballade que Johnny Hallyday a écrite sur la musique de Philippe Sarde.

F.G.

*** « J'ai épousé une ombre », de Robin Davis. Avec Nathalie Baye, Francis Huster, Richard Bohringer, Guy Tréjan, Madeleine Robinson.**

FAISONS FLEURIR VOS PROJETS.



HAVAS CONSEIL

PRETS A L'HABITAT

Vous rêvez d'une maison, venez la faire fleurir au Crédit Agricole.

Que vous cherchiez à acheter un appartement ou une maison, améliorer ou transformer un habitat neuf ou ancien, le Crédit Agricole vous aidera à trouver la solution la mieux adaptée à votre problème et à votre situation. Si vous avez des idées, nous ne manquons pas de bon sens.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous

Coll. Fondation

LE MAL VIEILLIR SUIT LE MAL VIVRE

"XUEIV" porte sur la vieillesse un regard neuf, parle de ces choses qui ne sont pas bonnes à dire: la sénilité, la folie, la mort

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

« XUEIV » est le titre du film, pour dire le compte à rebours, 5.4.3.2.1.0 ! Inexorable ? La mort, oui, bien sûr, mais le chemin qui nous conduit jusqu'à elle, du V de la vie jusqu'au X de l'inconnu ? Court chemin, surtout dans ce pays où a été tourné le film, le Nord, où on vit en moyenne cinq ans de moins qu'en Provence, où les corps sont usés avant l'âge, déformés par la rudesse du travail, où les regards se voilent, où les visages perdent cet éclat qui fait la beauté. A moins qu'une caméra vienne, par magie, ressusciter l'intensité de la vie, avec ses sourires et ses larmes et redonner aux êtres ce frémissement qui les rajeunit.

Parler du vieillir, c'est pas commode. Les enfants du film — qui improvisent leur propre rôle, comme tous les acteurs, à quelques comédiens professionnels près — sont les premiers à le dire : « Les vieux, c'est pas marrant ! » D'ailleurs, la vieillesse en soi n'est pas le sujet du film. Mais plutôt une question : comment en arrive-t-on là ?

Des papillons raidis

Il y a d'abord la peur de mourir, qui nous fait vieillir, parce qu'elle transforme les vivants en survivants. « Les dates sont des épingles », dit la voix off. Et les humains des papillons épinglés, raidis par l'idée de leur fin.

Mais il y a aussi toutes les fatalités, celles du milieu et celles de l'histoire de nos parents et, avant eux, de nos ancêtres, qui nous font naître vieux déjà de centaines d'années, destin tracé. Simone raconte : après déjà trois filles, son père espérait un garçon. Lui naissent deux jumelles, deux espoirs brisés. « Il disait toujours " les deux " ; jamais il ne nous a appelées par nos prénoms. » Simone, en plus, naît avec une malformation de la hanche. « Elle est pas mal, la petite, dommage qu'elle soit boiteuse... » Tout est dit. Aujourd'hui, Simone a presque soixante-dix ans, avec sa douleur de ne jamais avoir été belle. « Je ris toujours mais dedans je pleure. »

Sarah parle du passé qui revient toujours. « Fille d'ouvrière, sans père, sans fric, c'est trimer toute sa vie et attendre de crever : voilà la vie de ma mère, ça ne vaut rien. » Sarah pleure. « Mais il y a des gens qui t'aiment », dit le réalisateur, un peu bêtement. « C'est si vague, aimer. » Sarah comprend mais n'a pas la force de se révolter, pas encore. « La merde prend toujours le dessus et on finit par s'en contenter. »

Elle est si belle, pourtant, Sarah, avec cette émotion si vraie, dans cet étrange décor, une usine de peinture désaffectée.

Film miroir

« XUEIV » est comme elle, beau et troublant. Au moins autant par ce qu'il dit que par ses décors. Entre l'école et l'hospice, la partie centrale du récit, comme de la vie, se construit au fur et à mesure de l'élaboration d'un décor où s'accumulent les symboles d'une existence de labeur. L'usine, d'abord, les anciens établissements Flipo, rachetés par la ville de Tourcoing et prêtés pour le tournage. Puis l'énorme statue d'un mineur, la roue de l'ascenseur de la mine, le chalutier, le cheval blanc et les rails des wagonnets, la charrette et le foin... Eléments qui expriment à la fois l'aliénation par le travail et cette poésie surnaturelle que savent dégager les vestiges, d'autant plus forte ici que les gens du Nord forgent leurs racines et leur culture à partir de ces témoins de leur exploitation.

Par eux, Patrick Brunie, le réalisateur de « la Ville à prendre », a tenté de tout dire de la souffrance et de la mécanisation des rythmes. Sans y parvenir tout à fait, peut-être parce que ces symboles s'éloignent de la connaissance universelle et touchent sans doute plus facilement ceux qu'ils concernent directement, mais aussi parce que l'esthétique du film devient ici plus risquée, donc plus contestable.

« XUEIV » est un film mosaïque, qui se permet, parfois avec bonheur et finesse, parfois avec une maladresse inattendue, d'aborder tous les genres, du « son et lumière » au ballet en passant par la déclamation, le témoignage et le « film dans le film ». Ou même la reconstitution historique, mariage. Front popu de Brigitte Fossey et Rufus, tourné en dérision.

Film miroir, comme son nom l'indique, « XUEIV » expérimente une écriture cinématographique originale, ni fiction, ni reportage, ni cinéma-vérité, ni poésie, mais un peu de tout cela à la fois, où le réalisateur a voulu faire œuvre d'auteur en respectant la parole d'une population, toutes générations confondues, en exploitant une palette de sentiments,



Les enfants de « Xueiv ».

d'émotions et de sensations. « Tout arrive dans le mouvement, dans le désir », dit la voix off au début. C'était l'enjeu du film mais aussi du tournage, qui a profondément impliqué tous ses acteurs.

Car la façon dont le film s'est fait est au moins aussi exceptionnelle que son langage. A l'origine, une association, « Vieillir autrement », qui regroupe Les Petits Frères des pauvres et la C.f.d.t., la Confédération syndicale du cadre de vie et le Planning familial, les Amis de la Terre et le Syndicat de la médecine générale ; Appel aux Vivants, les parents d'élèves de la F.c.p.e., la Clef des champs et une multitude d'associations régionales. Le financement a été obtenu en partie par ce rassemblement, en partie — la plus grosse — par des subventions de l'Etablissement public régional et du ministère de la Culture (400 000 F chacun) et d'autres ministères. Au total, soixante sources de financement et deux mille producteurs pour un budget de deux millions de francs qu'il aura fallu un an pour réunir. En somme, une aventure. Et c'est encore dans ces termes qu'en parlent ceux qui y ont participé. Même les comédiens professionnels. « Ce qui se passe dans ce film, c'est qu'il agit, qu'il fait les choses en même temps qu'il les filme », disait Rufus pendant le tournage.

Grâce à cet élan, « XUEIV » atteint la vérité. Sur le vieillesse, il porte un regard neuf, parle de ces choses qui ne sont pas bonnes à dire, la sensibilité, la folie. Une vieille femme berce et embrasse un baigneur en plastique, récupéré dans une poubelle. La voix off dit : « Quand le blé est vieux, tout sec, il y a encore du grain dedans. » « Mais il ne peut plus repousser », répond une petite fille. Les enfants sont le noyau du film, voyeurs ou témoins, avec leur beauté et leur rapidité, leurs regards effrayés et leurs gestes tendres. Dans l'hospice, ils sèment la pagaille, tirent les vieux de ce sommeil qui est l'antichambre de la mort, les dérangent, les humilient peut-être, les émeuvent sûrement.

Vieillir autrement

Bien sûr, vieillir est absurde. Mais vieillir mal ? Intolérable. Aujourd'hui, la technique a retardé l'âge de la mort sans pour autant adoucir le fardeau de la vie. La vieillesse sera donc le mal des prochaines décennies, le « clan » du troisième âge formé par les plus de soixante ans s'étoffant d'année en année au point d'atteindre rapidement le tiers de la population. Que ferons-nous alors ? Pourrons-nous nous permettre de rejeter nos vieux, de les oublier dans des hospices ou, plus radicalement, de les « aider » à mourir plus vite ?

Le bon sens serait de prendre le mal à la racine, de permettre une vieillesse qui, sans avoir les beautés de la jeunesse, ne serait au moins pas dépourvue de charmes, parce qu'elle ne résumerait pas, jusqu'à la caricature, toutes les souffrances de la vie. L'avenir de vieux qui nous attend nous lance ce terrible défi : pour vieillir autrement, il faut d'abord vivre autrement, il faut que le temps ne nous soit plus confisqué, il faut que les rythmes du quotidien respectent nos rythmes biologiques... Et bien d'autres choses encore, que même les privilégiés ne possèdent pas toutes. Sommes-nous au royaume de l'utopie ? ●

FORMULE 1: POUR QUELQUES SECONDES (ET QUELQUES DOLLARS) DE PLUS

Après la suppression des meurtrières "jupes", la Formule 1 est-elle en train de s'inventer de nouveaux risques en cédant aux exigences du "gourou" de Brabham ?

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

Pendant les essais du Grand Prix du Brésil, la semaine dernière à Rio de Janeiro, Jean-Marie Balestre, le président de la Fédération internationale de sport automobile (Fisa), a distribué aux pilotes une lettre en forme de souhaits : « Tous ensemble (...), nous devons faire un effort exceptionnel en commun pour redonner à la F.1 ses lettres de noblesse. » Le dimanche soir, après la première course de la saison, après la victoire de Nelson Piquet, on pouvait s'interroger : les « vœux pieux » de Balestre ont-ils été exaucés ? La Formule 1 est-elle enfin repartie du bon pneu ?

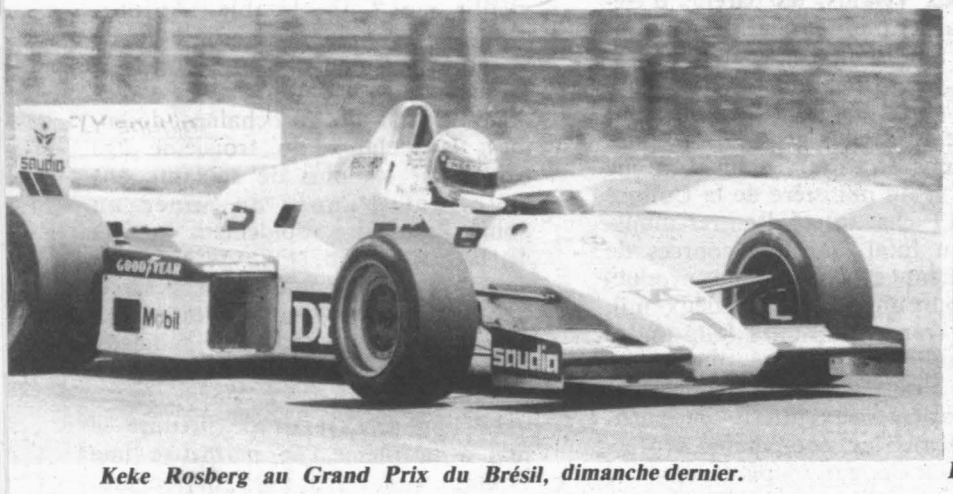
Après des années de conflits et de bagarres malsaines, le « top niveau » du sport automobile a-t-il retrouvé la santé ? Il a fallu attendre quatre ans pour que le pouvoir sportif rapporte sa décision assassine d'autoriser les voitures à « effet de sol » à courir. Mais il y a eu trop de morts et trop d'accidents, surtout en 1982. Alors, l'Association des pilotes a eu gain de cause : adieu les « jupes » ! et vive les nouvelles carrosseries à fond plat ! Cri de victoire de Didier Pironi sur son lit d'hôpital, d'où il continue d'assurer la présidence de l'Association des pilotes : « On a gagné ! » La « grande faucheuse », désormais, sera moins souvent au rendez-vous de la dernière ligne droite...

Autre conséquence heureuse : l'état physique des vivants, de ceux qui, continuent à courir, sera moins délabré. Témoignage unanime des intéressés : « En 1981 et 1982, le pilotage d'une F.1 était devenu un véritable supplice. » Explication : dans les virages où une voiture ordinaire ne passait qu'à 200 km/h, une voiture équipée de « jupes » fonçait à près de 300 km/h ! A cette vitesse, les pilotes avaient du mal à garder les yeux ouverts, tout leur corps était déporté vers l'extérieur, il leur était difficile de garder la tête droite et ils finissaient les courses dans un état d'épuisement total...



A.f.p.

Didier Pironi, gravement blessé l'année dernière.



Keke Rosberg au Grand Prix du Brésil, dimanche dernier.

Si l'on ajoute que les pilotes ont aussi obtenu de disposer d'une unité médicale d'urgence (quatre médecins, un hélicoptère et un avion) sur chaque course, on ne peut que se réjouir : la notion de sécurité a marqué quelques points. Tout n'est pas parfait pour autant. Pironi a l'intention de faire revoir les normes des pneus qu'il trouve encore trop larges et trop lisses, donc trop dangereux : de nouvelles modifications du règlement sont à prévoir... Surtout, les spectaculaires opérations de « ravitaillement en course » auxquelles on a pu assister à Rio de Janeiro n'ont rien de rassurant.

Après avoir supprimé certains risques, la F.1 est-elle en train de s'en inventer d'autres ? En 1982, Nelson Piquet et Keke Rosberg avaient déjà tenté de se ravitailler en carburant à mi-course : ils avaient été pénalisés. Ils ne l'ont pas été cette année : pourquoi deux poids deux mesures ? Pis : si tout s'est bien passé pour Piquet, s'il a pu « récupérer » cent litres d'essence et changer ses quatre roues en quinze secondes, Rosberg a frôlé la catastrophe. Il a suffi de quelques gouttes d'essence coulant sur le moteur surchauffé pour que sa voiture s'enflamme. L'incendie a été éteint, Rosberg n'a pas été blessé et il a pu repartir. Mais on ne peut s'empêcher d'interroger : si les autres écuries se mettent en tête d'imiter Brabham et Williams (les « teams » respectives de Piquet et Rosberg), que se passera-t-il dans l'hypothèse du déclenchement d'un incendie au moment où cinq ou six voitures sont en plein ravitaillement ?

Théoriquement, le « ravitaillement en course » a des avantages. Une voiture qui part avec un réservoir à moitié plein est plus légère, donc plus rapide : elle gagne environ une seconde par tour sur ses concurrentes. Un pilote qui sait qu'il s'arrêtera à mi-course sait aussi qu'il pourra changer de pneus : il peut donc partir avec des pneus plus tendres et gagner en adhérence, donc en vitesse sur ses adversaires. Avec des pneus neufs dans la seconde partie de la course, il augmentera encore son avantage.

En pratique, une question demeure : cette méthode permet-elle de gagner un nombre de secondes suffisant pour compenser le temps du ravitaillement ? Surtout : les autorités sportives peuvent-elles, pour un gain de quelques secondes, laisser planer le risque d'un accident (incendie ou accrochage entre deux voitures dans les stands pendant le ravitaillement) ? Un accident qui mettrait plusieurs vies en danger : non seulement celles des pilotes, mais aussi celles des mécaniciens, des journalistes et des invités des stands !

Encore une fois, derrière ce problème, se profile l'ombre du « gourou » de la F.1 : Bernie Ecclestone, le patron de l'écurie Brabham. Plus que les dirigeants sportifs, c'est lui qui fait la loi en F.1 depuis des années. C'est lui qui loue la plupart des circuits et organise réellement la plupart des Grands Prix. C'est lui qui, en accord ou en conflit (selon les moments) avec les grandes écuries (Ferrari et Renault), a imposé la plupart des changements de règlement : notamment l'introduction des « jupes ». Sa technique : il modifie ses voitures avant tout le monde et impose ensuite ses propres modifications à tous. Avec chantage à l'appui : « Ou bien vous acceptez, ou bien je retire mes billes. » C'est-à-dire : ses voitures, ses écuries alliées et ses circuits.

Le « ravitaillement en course » est une nouvelle entourloupe de Bernie Ecclestone : il vient d'équiper ses nouvelles Brabham d'un réservoir d'essence de faible volume ; comme démontré plus haut, ses voitures vont ainsi plus vite que les autres... mais sont obligées de reprendre du carburant en cours d'épreuve. Le nouveau réservoir de ces nouvelles voitures étant placé entre le moteur et l'habitacle, en cas d'interdiction du « ravitaillement en course » par la Fisa, c'est toute la voiture qu'il faudrait redessiner... On voit d'ici le jeu d'Ecclestone, le vieux refrain qu'il pousse à chacun de ses « coups » : « Si vous m'obligez à refaire ma voiture en cours de saison, j'arrête !»

Il semble donc bien que, malgré les déclarations de principe du président Balestre, la F.1 continue à fonctionner selon ses bonnes vieilles habitudes : tricheries et coups bas. Et ce, toujours au détriment de la plus élémentaire des sécurités. Les vieux démons persistent et risquent d'en lasser plus d'un. A Rio de Janeiro, Guy Ligier, qui avait finalement réussi à rester en lice pour 1983, a annoncé qu'il envisageait de renoncer à la F.1 dans le courant de la saison. Raison officielle : Guy Ligier connaît des difficultés industrielles. Mais, en fait, ne serait-il pas définitivement écœuré par l'ambiance et les mœurs d'un sport qui va se dégradant ? Après Ligier, qui ? La pompe à finances et la mégalomanie de Bernie Ecclestone ne sont-elles pas en train de tuer la F.1 ? ●

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

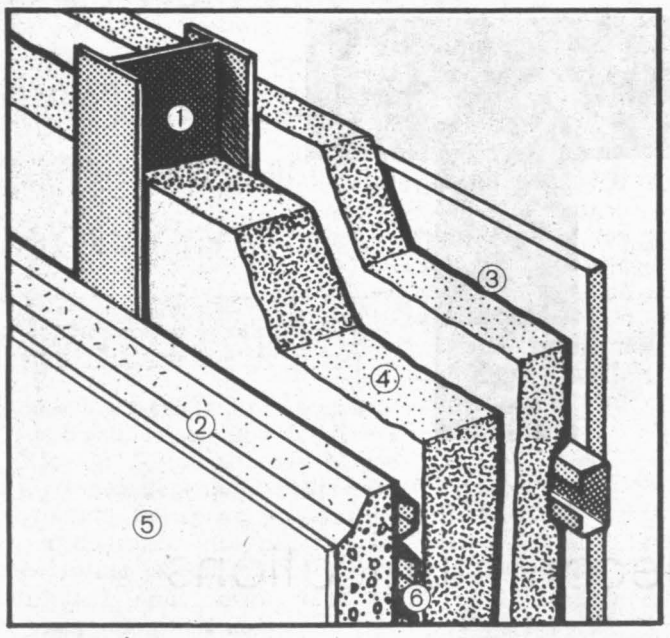
3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cédex 15 - Tél. : 538-52-27



Phénix: notre force, la technologie.

Les techniques PHÉNIX ont contribué à faire passer la maison de l'âge de pierre à l'ère industrielle en prenant constamment en compte les acquis technologiques de notre temps.

Pour obtenir plus de confort et plus de sécurité au meilleur prix PHÉNIX a créé pour ses maisons des murs dont les performances sont remarquables en résistance, en capacité d'isolation et en facilité de mise en œuvre.



Le mur PHÉNIX : 1 - Ossature métallique. 2 - Béton armé- vibré. 3 - Plâtre alvéolé. 4 - Isolant. 5 - Enduit de façade. 6 - Vide d'air.

Six murs en un.

L'analyse de PHÉNIX a abouti à définir six fonctions du mur et à choisir pour chacune d'elles le matériau le plus adapté :

- Pour la fonction porteuse : une armature en acier.
- Pour la fonction de bardage et d'étanchéité : des dalles de béton armé-vibré montées sur joint sec.
- Pour la fonction de doublage : une plaque de plâtre alvéolé.
- Pour la fonction d'isolation : une épaisseur d'isolant prise entre les dalles de béton et le matériau de doublage.
- Pour la fonction décoration : un enduit de façade sur les dalles de béton.
- Pour la fonction ventilation : un vide d'air assuré par un distanceur de polystyrène.

L'industrialisation du procédé, en produisant en série des composants à qualité contrôlée, permet une mise en œuvre rapide et économique.

Des performances dans tous les domaines.

- Dans la rationalisation des éléments de la maison et des tâches de mise en œuvre dont la conséquence est une performance de prix.
- Dans l'isolation : en fonction des variations climatiques ou réglementaires l'espace créé entre les parois du mur permet de moduler l'épaisseur et la matière de l'isolant, d'où une performance dans la maîtrise des consommations et dans le confort.
- Dans la souplesse du procédé : il permet de répondre à la variété des styles et aux exigences de la réglementation.
- Dans la sécurité : la construction PHÉNIX offre une résistance exceptionnelle éprouvée par des essais.



30 ans de garantie.

En 25 ans, PHÉNIX a construit plus de 140 000 maisons. Sa technologie – améliorée en permanence par des équipes d'architectes, de chercheurs et d'ingénieurs – a largement fait ses preuves.

C'est pourquoi MAISON PHÉNIX peut aujourd'hui dépasser les normes actuelles de garantie obligatoire en offrant une garantie de 30 ans sur la structure acier-béton de ses maisons, soit 20 ans de plus que la garantie décennale prévue par la loi. Chaque année 10 000 familles choisissent MAISON PHÉNIX. Pour elles la technologie PHÉNIX est le gage de leur tranquillité.

MAISON PHENIX

Siège Social 5-7 avenue Percier 75382 Paris Cedex 08 Tél. 562.06.26

PUBLICIS X 8004

La chronique littéraire de Claude Glayman



Jean Baudrillard : « les Stratégies fatales », Grasset.

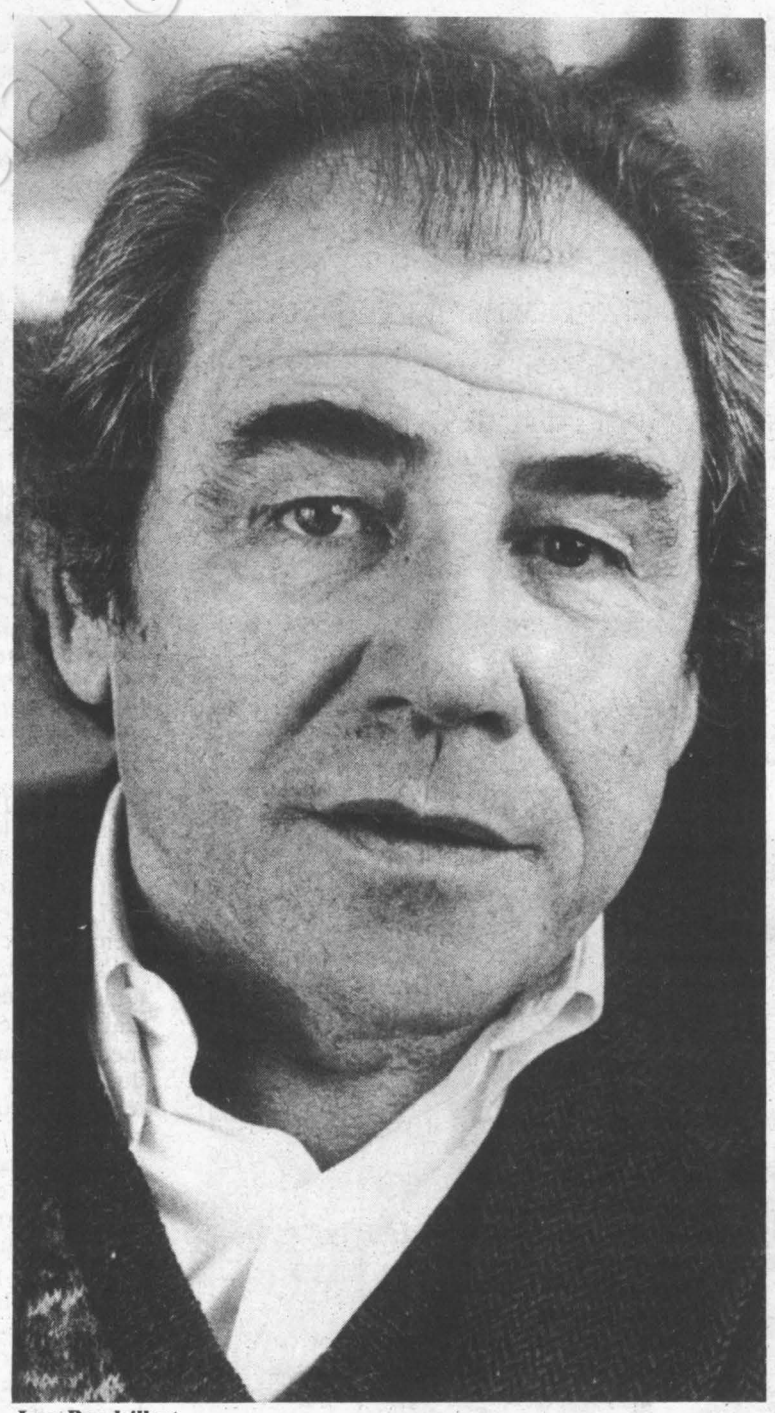
LA culture de l'essai est très productive en France. La rumeur veut que s'il n'y a plus guère de grands romanciers hexagonaux (affirmation injuste et rapide), en revanche nous regorgeons en auteurs de sciences humaines et autres synthèses historiques. A défaut d'héritiers de Proust, les Etats-Unis importent nos historiens et certains parmi les plus incontestés de nos sociologues et essayistes dont Roland Barthes aura été le plus fameux fleuron.

Sur place, ici, la machine à produire de l'essai ne s'arrête pas et pratiquement, chaque éditeur s'honore de son secteur « réflexion ». Il y a les artilleries Gallimard, de haut niveau et de divers calibre où la tradition et le sérieux l'emportent sur les « coups » et l'esprit de mode. Le renfort de François Verny changera-t-il ces habitudes ? L'arrivée simultanée de Philippe Sollers au Mercure de France, filiale aussi célèbre que solide et le lancement d'une nouvelle revue au titre aussi modeste que « l'Infini » prouve probablement qu'une certaine sérénité Gallimard a vécu. Le Seuil tient-il toujours le haut du pavé dans la « non-fiction » ? Il est curieux que, à la télévision au cours d'une récente et nouvelle émission littéraire, on ait présenté le Seuil avant tout comme le lieu du roman. Aveu de modification ou erreur de journaliste hâtif ? Chez Flammarion comme chez Fayard, on poursuit l'investissement dans l'essai, Minuit et Maspéro n'ont jamais également cessé de le faire, en dépit des multiples bifurcations de l'idéologie. On aura garde également d'omettre les piliers universitaires en la matière que ce soient Payot ou les Puf (avec un très évident effort de rajeunissement dans ce dernier cas).

Ainsi au terme d'un bref panorama où les jeunes et petits éditeurs occupent convenablement leur place, on arrive à la maison Grasset, grand et indiscutable vainqueur des prix littéraires pour l'année 1982. Depuis bientôt une décennie Bernard-Henri Lévy préside aux destinées d'une collection d'essais dont le public entend largement parler au-delà des secousses que provoque à chaque fois la publication d'un nouvel écrit du « maître ». Peut-on parler d'école ou soupçonner un excellent marketing d'être la seule source d'une réputation désormais assurée ? A défaut d'école, au sens délibéré et volontaire du terme, on reconnaîtra quelques traits communs aux essayistes de chez Grasset, en particulier le rejet quasi unanime du marxisme et la dénonciation du totalitarisme. Mais quand on a dit cela a-t-on bien cerné l'originalité Grasset car rejet du marxisme et du totalitarisme caractérisent bon nombre d'autres écuries ? Un certain sens de la provocation, une irrévérence appuyée, un brin de légèreté aux dires du moins des contradicteurs, un souci d'écriture (à moins que ce ne soit celui de l'obscurité) sont sans doute à prendre en considération. Grasset fabrique un peu l'air du temps qu'il fasse la promotion de ses auteurs d'essais ou en emprunte à d'autres éditeurs. C'est le cas de Jean Baudrillard avec son dernier livre « les Stratégies fatales ».

Auteur de plusieurs ouvrages, Jean Baudrillard n'est pas un inconnu. Venu dans le sillon de Mai-68 et de la remise en cause qui s'ensuivit, il a analysé les phénomènes de consommation et de mode (on n'a pas oublié son essai intitulé « la Société de consommation », Denoël, 1970). Mais désormais il ne s'agit pas tant de développer et d'approfondir une thématique unique que l'on exploite jusqu'à satiété que d'égrener dans toutes les directions au gré de son inspiration. L'aphorisme à la Nietzsche fait école, ce qui rend malaisé la lecture de Baudrillard et encore plus difficile tout compte rendu exhaustif. Considérons pour point de départ l'argument initial et fondateur de l'auteur : la déraison est victorieuse dans tous les sens, la mode et le modèle sont plus vrais que le vrai. La simulation triomphe, par exemple dans les médias électroniques, et fait que nous avons désormais toujours à faire à autre chose qu'au réel, à un réel extasié. L'approche s'appuie sur l'idée que nous vivons un monde sans rapport avec celui qui l'a précédé et qui a rompu les amarres tant avec le rationnel qu'avec le raisonnable : « Il semble que l'espèce ait franchi un point spécifique, mystérieux, d'où il soit impossible de régresser, de décélérer, de ralentir. » L'excès de tout correspond à un côté fini de l'histoire. Relevons à l'occasion cette remarque incidente de Jean Baudrillard sur l'art : « L'art n'exerce plus aujourd'hui que la magie de sa disparition. »

L'absence de solution qu'entraîne cet outrepassement logique ne conduit à aucun jugement de valeur de type pessimiste ou réaliste. Baudrillard ne se situe nullement dans ce contexte d'estimations. Il laisse défiler les figures d'un raisonnement qui juxtaposent mais n'enchaînent ni ne développent. Cette fin du sens par excroissance nous place dans la catastrophe et non plus seulement dans la crise ce que l'auteur appelle le « transpolitique ». Les signes de cette évolution sont désignés par l'obésité, par le caractère cancérigène, par l'obsénité du monde mais aussi par l'universalisation du statut de l'otage et la systématisation de la violence : « Plus violent que le violent, tel est le terrorisme dont la spirale transpolitique correspond à la même montée aux extrêmes en l'absence de règles du jeu. » Friand de bonnes formulations, Baudrillard évoque même un « terrorismo dell' arte ».



Jean Baudrillart.

Le terrorisme fait éclater l'irresponsabilité générale et par là même le contrat social. Cela dit le terrorisme n'est-il pas préférable à un Etat policier qui s'efforcerait en vain de s'en débarrasser ? Baudrillard poursuit sa promenade philosophique en parlant de l'amour, des relations entre la séduction et l'objet, de la cérémonie et du hasard, du théâtre chinois, en définitive, il parle de tout.

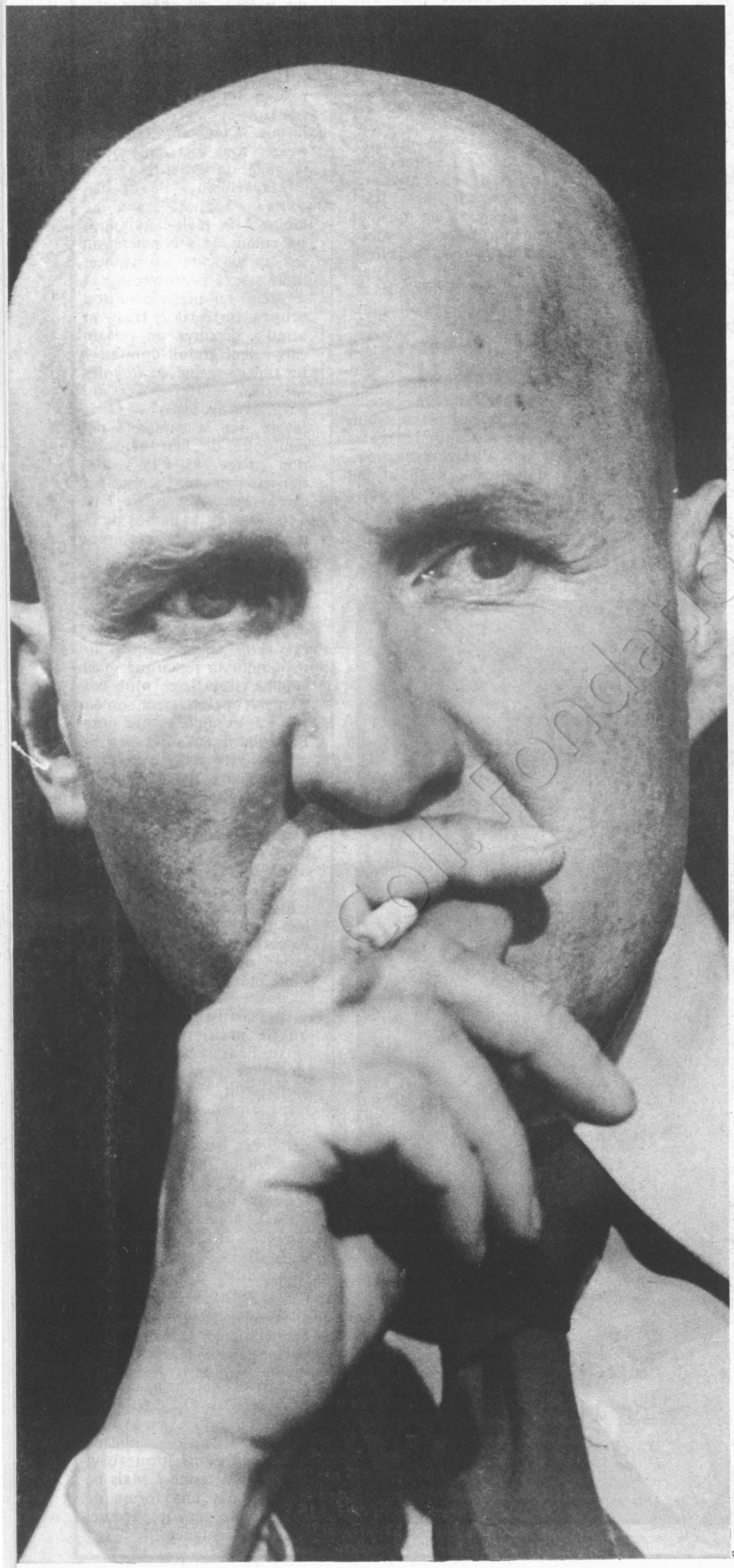
Le lecteur attentif s'interroge au fur et à mesure qu'il pénètre ce livre à tiroirs infinis. Comment faire affleurer tout ceci dans notre langage quotidien ? Quelle est la référence de ce discours par rapport au réel, au moins à la réalité qui nous est commune ? N'entend-on pas un discours qui avance, roule sur sa pente verbale et se prend lui-même pour son propre objectif ? Irait-on jusqu'à déplorer un certain enivrement gratuit de mots ? En tout cas, que de fois des formules sont assénées qui paraissent n'avoir en leur faveur que le caractère péremptoire de leur affirmation : page 145 « la séduction est païenne, l'amour est chrétien... » ; page 147 « l'amour est le pathos de la modernité ». Des exemples concrets sont invoqués : livres et anecdotes. Ils déroutent dans la mesure où ils accumulent les détails au détriment d'une ligne générale nette. On se prend d'intérêt pour la remarque mais comme si celle-ci n'offrait d'intérêt précisément qu'en soi. Par exemple ce que note Baudrillard au sujet des limitations du rêve par Freud : page 206 « Je pense qu'il y a une essence du rêve comme de toutes choses, c'est-à-dire une figure idéale dont la puissance d'illusion nous a été ravie par la psychanalyse. Je pense qu'il y a eu forme de l'apparence, une figure idéale de l'apparence dont la puissance d'illusion nous a été ravie par l'interprétation... »

Passionnant mais de quelle manière rattacher cette branche au propos global de l'auteur ? Propos global qui s'est singulièrement éloigné du point de départ, s'est laissé envahir et détourner par une multitude de petits affluents annexes, le tout au cœur d'une abstraction aussi pesante que difficile à percer. Dans une interview au dernier numéro du « Magazine littéraire », Baudrillard déclare : « Il n'y a pas plus antipédagogique, antididactique, que mon livre. Ce n'est pas non plus une thérapeutique du travail. J'en suis à me demander à qui il peut bien s'adresser ? » On ne saurait si bien dire. Ce livre nous échappe. Serait-ce snobisme que de l'avoir poursuivi jusqu'à son terme ? Mais ne serait-ce pas une forme de poujadisme anti-intellectuel que de le dédaigner ?

SOYEZ "IN" LISEZ DES ESSAIS

Et relisez Montaigne leur inventeur !

ALAIN DE SEDOUY: "LE SERVICE PUBLIC DOIT S'OCCUPER DES GRANDES MINORITES QUI COMPOSENT NOTRE MONDE"



Sygma

SIMPLE question de survie : lorsqu'on manque d'oxygène, on ouvre les fenêtres. C'est sans doute ce qui a dû se passer à T.f.1 où l'on est miraculeusement en train d'entrebâiller certaines portes de placards. Doit-on dire qu'il était temps ? Bah oui... Parce que la monotonie ronronnante d'une télévision amorphe seulement habitée de la bedaine de Jacques Martin et des sursauts poussifs de « Cadence 3 », entre six feuilletons importés, ça commençait à bien faire. Et ce n'est pas le courageux Jérôme Garcin, le dimanche soir sur F.r.3, qui, à lui tout seul, pouvait remettre à flot l'énorme navire des trois chaînes. Alors, on s'est sans doute dit, en coulisses, que parmi les exclus boutés hors du petit écran par le grand chambardement du remaniement à tout crin (voir « l'Unité » n° 490-491), il devait bien y avoir des êtres talentueux, créatifs, courageux (un impardonnable défaut à l'ère de l'indice d'écoute-guillotine) qui pourraient reprendre du service. D'où la bouée de sauvetage lancée à Jérôme Garcin, d'où certains bruits de couloir concernant le retour de Pierre Bouteiller. D'où, enfin, un magazine mensuel confié à Alain de Sedouy. « Les Choses de la vie » — c'est son titre — se déroulera en direct. Il n'a donc pas été possible de visionner son premier numéro, consacré aux jeunes, à cette génération des 13-18 ans qui nage dans un certain désarroi. Mais Alain de Sedouy nommé, depuis peu, à la tête des éditions Ramsay, a bien voulu nous raconter le pari qu'il lance aux médias : parler du quotidien, des problèmes de tout le monde, un mercredi par mois à 20 h 30. Bonne chance !

« L'UNITE » : *Alain de Sedouy, entre le petit écran et vous c'est la valse permanente du mariage et du divorce : on vous appelle, on vous oublie, on vous rappelle... Aujourd'hui, donc, après le purgatoire, vous revoilà. Avec un magazine de société, ce que vous faisiez déjà avant lors de « Pour changer ». Pourquoi ce choix, cette constance ?*

ALAIN DE SEDOUY : Avec « Pour changer », j'avais essayé de trouver le fil par lequel la télévision peut maintenir son existence. A l'heure où l'on est noyé sous le cinéma, la hi-fi, l'objet télé peut se sentir menacé. Il convient donc de dégager sa spécificité. Contrairement à certains de mes confrères dans ce domaine, je ne crois pas au développement des feuilletons, même en coproduction. Je pense plutôt que si la télévison peut trouver un diadème de reine, c'est dans la restitution de la vie. D'ailleurs la presse, l'édition se nourrissent et vivent beaucoup de ce qu'on pourrait appeler « la réalité sociale ». Et si elles en vivent c'est, justement, parce que sur ce sujet précis la télévision n'apporte pas de réponse, ne remplit pas son devoir. Je suis sûr qu'il existe une demande. Regardez, aux Etats-Unis, le développement des chaînes réservées à l'information, à l'actualité...

— Mais, en France, on ne manque pas de magazines politiques : « Vendredi », « les Mercredis de l'information », « l'Heure de vérité » et bien d'autres...

— Pour ça, oui ! Mais l'information n'est pas uniquement synonyme de politique ! Le magma politicien, justement, les gens en ont peut-être assez. Et moi, je n'ai pas envie de jouer cette carte-là, parce que c'est du réchauffé, du déjà vu et que l'on patauge un peu trop, à mon sens, dans l'hystérie politique. Les mêmes et on recommence ! Une cuillerée pour untel, une autre pour machin... Basta ! Plein de problèmes échappent au seul créneau de la politique, et ce sont ces problèmes-là, les faits du quotidien, qui m'intéressent. Je crois que le destin d'une femme seule, que le pari du premier emploi ou que l'errance des jeunes sont des sujets au moins aussi intéressants qu'un duel Jospin-Chirac. Ce qui ne veut pas dire que je souhaite la disparition de la politique politicienne du petit écan, non, mais il faut aussi donner la parole aux anonymes...

— Les gens pourront vous répondre qu'après une journée de travail continu, le sort des alcooliques, ce n'est pas forcément ce qui contribuera le mieux à les détendre...

— Mais je sais bien que les gens qui ont bossé pendant toute une journée n'ont pas envie d'ouvrir leur télévision pour sombrer dans l'horreur, la sinistrose... Tout le monde a le droit de se divertir, de se laver l'esprit. Mais soyons sérieux, on est en train de les noyer, justement, ces gens-là. Soit parce qu'on les conserve au niveau zéro de la bêtise, soit parce qu'on leur ment en leur offrant une vision fausse de la société. Il y a un danger que l'on ne mesure pas assez à utiliser le petit écran comme miroir déformant, enjoliveur de la réalité... Je crois, peut-être naïvement, à un certain volontarisme en matière de programme. Ce qui n'équivaut pas à l'endoctrinement, bien évidemment. Mais il faut se poser la question du service public : à quoi doit-il servir ? Je dirais : à s'occuper des grandes minorités qui composent notre monde. Il faut distraire, d'accord, mais activement. C'est possible.

— Vous pouvez attirer des auditeurs, en effet, avec des reportages plongeant au fond du malheur. L'important tirage d'une certaine presse prouve bien qu'il existe un public pour cela...

— Mais il n'est pas question de cela ! La démagogie qui consiste à ne se pencher sur les problèmes que lorsqu'ils sont de taille géante, c'est-à-dire spectaculaires, et, de ce fait, souvent terriblement marginaux, merci, non ! C'est du voyeurisme qui ne m'intéresse pas. Moi, je voudrais tout bêtement parler des petits bobos bien quotidiens, qui ne vous sautent pas forcément aux yeux mais qui concernent tout le monde. Les problèmes latents, endémiques, souterrains... Ça n'a l'air de rien, mais un jour ça peut grossir, éclater et devenir

une sacrée gangrène ! En fait, mon désir serait de servir de révélateur aux courants qui nous parcourent de part en part et dont on n'a pas encore vraiment conscience. Ça va du chômage à l'immigration en passant par l'homosexualité, le divorce...

— Les gens n'aiment pas trop qu'on leur remette en mémoire leurs petites misères ou celles des autres. Ça contribue à la mauvaise conscience...

— Et alors ? Ça contribue surtout à la prise de conscience... Et c'est déjà ça ! Mais je suis parfaitement conscient de la difficulté du pari, surtout à T.f.1, ex- « première chaîne », qui possède un public composé en majorité de gens conservateurs ayant des habitudes de programme... C'est dur à changer, ce genre d'à priori, de mentalités bloquées, mais ça vaut le coup d'essayer. Avec « Pour changer », je sais qu'on avait réussi à amener au petit écran des auditeurs neufs. Les jeunes, par exemple : on en touchait deux à trois millions. C'est énorme. Malheureusement, on a stoppé l'expérience au moment où elle prenait son envol. Pourtant, c'est cela qu'il faut faire : conquérir des gens nouveaux et non pas s'évertuer à brosser dans le sens du poil les vieux de la vieille. Tous ceux qui, à l'heure actuelle, ne regardent pas la télévison sont en grande partie nos forces d'avenir. Prenons-les en considération, que diable !

— Avec « Pour changer », vous vous adressiez déjà aux jeunes et, aujourd'hui, le premier numéro des « Choses de la vie » est consacré à la « Bof génération », encore les jeunes. Ils vous passionnent ?

— Ils ne devraient pas ? Moi, je les trouve fascinants. Surtout qu'on a perdu tout contact avec eux, alors qu'ils sont notre futur...

— Les jeunes des années quatre-vingt n'ont pas l'impression que leurs aînés les comprennent ?

— Non. Ils se sentent écartés des débats. Ce qu'ils veulent, eux, c'est qu'on leur parle des choses telles qu'elles sont ; pas qu'on fasse de grands et beaux discours sur les choses telles qu'elles devraient être. Et puis, il y a une évidence : la jeunesse d'aujourd'hui est pas mal démobilisée. Elle ne connaît plus guère le sursaut politique, l'engagement qu'ont pu connaître les générations précédentes. Elle ne sait plus trop à quoi se raccrocher : le monde craque de partout. D'accord, les jeunes ont sauté d'enthousiasme le 10 mai, mais je ne crois pas qu'ils saisissent réellement ce que le gouvernement veut faire.

— Vous parlez de la jeunesse comme d'un bloc homogène...

— Il y a, en gros, trois catégories : les minoritaires qui ont la chance d'être bien dans leur peau, de travailler, bref, de suivre le droit chemin de « l'enfance du chef ». Puis les révoltés, les marginaux. Dans mon émission, vous verrez des punks qui sont d'une rare violence. Ils ne croient plus à rien mais, curieusement, sont d'excellents élèves en classe. Moralité : les sauvages et les rangés sont sauvés. Troisième clan : le reste, la masse, le ventre mou. Et ça fait du monde. Depuis la petite bande d'immigrés pleins de vitalité mais conscients de ne pas avoir d'avenir (le « no future » américain est venu jusqu'à nous) jusqu'à l'adolescent qui se shoote un peu en passant par la gamine de quinze ans qui avorte. Ces mômes-là, c'est une interrogation majeure pour un gouvernement. Surtout pour un gouvernement de gauche. D'ailleurs, en direct, sur le plateau, confronté aux gosses et à leurs parents, j'aurai Jean-Pierre Chevènement.

— Tout seul ? L'opposition va vous taxer de subjectivité et on va encore saisir cette pauvre Haute Autorité !

— Je n'ai pas envie que mon plateau serve de ring de boxe aux rancunes politiques. Je ne veux pas qu'on évacue les problèmes que je pose au profit de querelles partisanes et de grands élans d'éloquence. Et il se trouvera sûrement une émission où ce sera un représentant de l'opposition qui sera présent...

— Avec la « Bof génération », vous posez les questions ; vous offrez un constat. Mais les réponses ?

— On ne saura répondre que lorsqu'on aura bien vu. Pour ce faire, je vais me servir d'extraits de films. Afin de montrer qu'il y a deux façons de parler de la jeunesse ; ou bien on la dorlote un peu bêtement en feignant d'aborder les vrais problèmes, et c'est le phénomène de « la Boum » ; ou bien on est plus réaliste, et c'est le cinéma de Maurice Pialat avec, par exemple, « Passe ton bac d'abord ».

— Vous comptez attirer qui au juste ? Les enfants ou leurs parents ?

— Ce que je souhaite, c'est que les gens comprennent qu'il y a des étrangers dans la cité et que ces étrangers, ce sont nos enfants. Si personne ne s'intéresse à cela, si personne ne s'interroge sur cette évidence, alors il n'y a plus qu'à tirer l'échelle et à dire « rideau » en attendant la bombe.

propos recueillis par
FABIAN GASTELLIER

Un Québécois des champs

Un Yvon Deschamps qui fait irruption au pays de Bedos et Devos, ça passe difficilement inaperçu

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

Gamma



« Pour la première fois en France », disaient les affiches. C'était vrai. Alors, le public s'est dit : « Qui c'est, ce Yvon Deschamps ? » Et il est allé voir. Et il a rempli le Théâtre de la Ville, à Paris, tous les jours, du 1er au 12 mars 1983. La presse, elle, a été comme prise de vitesse : le temps de se remettre du choc du spectacle, le temps de réfléchir, le temps d'écrire et pfuitt... Il était déjà reparti pour son Québec natal. Sans laisser de traces ? Que si ! Un Yvon Deschamps qui fait irruption au pays de Bedos et de Devos, ça passe difficilement inaperçu...

Les professionnels, ses pairs, avaient prévenu sans jalousie aucune : ce Québécois-là, c'est la grande pointure. Raymond Devos : « Il écrit des monologues qui sont autant de petits chefs-d'œuvre. » Julos Beaucarne : « Ce grand bonhomme du Québec pratique un humour social et corrosif. Parti de rien, après avoir pratiqué tous les métiers, après avoir observé la vie québécoise dans ses moindres détails, il a passé dans son alambic toutes les situations qu'il a vécues et les a transcrites sans complaisance. » Sol, son collègue en humour québécois : « Le jour où le gouvernement décrétera d'urgence que tous les Québécois en tête-à-tête matinal avec leur boîte de corn-flakes puissent y lire du Yvon Deschamps, ce jour-là on n'aura plus besoin de l'assurance-maladie. » Et Félix Leclerc, le patriarche : « Deschamps, c'est le psychothérapeute national. »

Que de fleurs ! On a voulu voir, juger sur pièces. On a vu... Show devant ! Un monologuiste qui finit tout par des chansons, d'accord. Mais avant la détente des refrains, quelle tension ! Quelle dureté dans la rigolade ! Quelle cruauté dans la dérision ! Sous ses airs pitoyables et démunis, le « raconteur-candide-moi-je-Yvon-Deschamps » cultive la férocité avec délectation. Et c'est en quoi il est plus que Québécois : universel. Car, partout, on trouve des personnages du genre de ceux qu'il campe : pleutres et râleurs, vantards et trouillards, tentés par le racisme, l'intolérance, le fric, le pouvoir à tout prix. De ces « bons cons sincères » qui, un jour, finissent par applaudir Mussolini, soutenir Hitler ou voter Le Pen. Soulignées par les grincements de mots de Deschamps, ces caricatures ambulantes deviennent dérangeantes, presque insupportables. De la répulsion naît la lucidité : attention, danger ! En faisant rire, Deschamps met en garde.

Un optimiste en état d'urgence

Qu'on comprenne bien : la plante vénéneuse, ce n'est pas lui ; le dangereux, ce sont ces créatures. D'autant plus dangereuses qu'il ne les a pas inventées, mais tout simplement observées et reproduites. D'autant plus dangereuses qu'elles existent, qu'on les côtoie et qu'elles pourraient bien nous contaminer si nous n'y prenions garde. Sous la grosse force, l'inquiétude... Rions pendant qu'il est encore temps ! A sournois, sournois et demi ! Combat pour la vie : Deschamps flingue les ennemis du genre humain à la carabine « 22 long rire ». Noirceur drapée dans un manteau de jovialité ? — Pas du tout. Yvon Deschamps se définit autrement : « Je suis un optimiste en état d'urgence. » D'où sa pugnacité. D'où son goût de la provocation. D'où sa recherche systématique du malaise.

Difficile, après un spectacle d'Yvon Deschamps, de rentrer chez soi tranquille et serein. Difficile de ne pas bouillir de colère, de ne pas être remué... Raymond Devos dit d'Yvon Deschamps que son souci est d'abord de « nous distraire » ; mais ce n'est sûrement pas son seul souci ! Dis, tu nous reviens quand, Deschamps ?

Coll. Fondation Jean Jaurès

petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 296. Militant socialiste cherche emploi d'assistant soit auprès d'un groupe socialiste soit auprès d'élus locaux ou parlementaires. Titulaire maîtrise droit public et Dess, droit et administration des collectivités locales. Lib. O.m. (coopération en Algérie).

Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 297. 24 ans, maîtrise sciences éco + I.a.e., étudie ttes propositions sur Est de la France : attaché de direction, chargé d'études pour Stés, Scop ; mutuelles, collectivités locales. Tél. 16 (29) 66.41.83. après 17 h.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université
75007 PARIS - Tél: 550.32.04

VOTRE CAISSE D'EPARGNE



a, carrier

L'OISEAU BLEU DE LA POSTE

PTT le contact

MINISTERE DES PTT DGP/DPM 03/83 Anemone

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h,
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino,
75007 Paris

24 mars

Jacques Guyard, député de l'Essonne.

Colette Audry, déléguée générale à la Formation et membre du Comité directeur.



Les femmes et la politique

Il est des pays où les chaînes de l'oppression n'ont pas encore été brisées et où de tristes armées enterrent leurs victimes au coucher du soleil. Chaque jour, des femmes mènent un combat pour leur liberté et leur dignité. Durant le Congrès de Managua, Paz Espejo a pu, en exclusivité, interviewer des militantes sur leurs luttes et leurs espoirs.

Ce document, dans un style toujours vivant, nous permet de mieux comprendre ce combat du XXe siècle et la place des femmes dans les luttes d'indépendance.

Club socialiste du livre
10, rue de Solférino - 75007 Paris

Prix de vente public : 49 F.

Tout courrier doit être envoyé à « l'Unité », service des petites annonces, 12, cité Malesherbes.

cinéma

N° 291 - MARS

★

L'EMPIRE DES FEUILLETONS AMERICAINS A LA TV

★

hommage à
GEORGE CUKOR

★

un cinéaste
PHILIPPE GARREL

★

entretien avec
SERGE MOATI

★

l'actualité et les films du mois au cinéma et à la télé

En vente partout, 20 F, et 7, rue Cadet, Paris 9e

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Au risque de vous déplaire

VENDREDI 18 MARS

T.f.1 « Formule 1 », de Maritie et Gilbert Carpentier. Spécial Robert Charlebois, 20 h 35

Variétés ne signifient pas toujours niveau zéro. Lorsqu'on écarte les Sheila et autres Mireille Mathieu, on peut respirer. Ce soir, prenons-en plein les poumons avec Charlebois, le Québécois frisotté, avec Higelin, Nougaro, Kim Wilde et les deux siamoises du piano enchanteur Katia et Marielle Labèque.

« Quelques hommes de bonne volonté », d'après Jules Romains, réalisation de François Villiers, nº 5 : « les Travaux et les Jours », 21 h 40.

En différé de la IIIe République, les mœurs du Parti radical. Ne manquez pas l'agonie de Quinette-Brialy qui prétend être le plus grand criminel du siècle.

A.2 « Les Cheveux courts de Bérénice », d'après F. Scott Fitzgerald, téléfilm de Joan Micklin Silver, 15 h 05

Le charme discret de Fitzgerald, l'homme du « Great Gatsby ». Une drôle d'histoire où la séduction puise ses forces dans la chevelure d'une jeune fille... Comment on inverse la légende de Samson et Dalila... Avec la curieuse Shelley Duvall.

Ciné-Club : cycle Satyagit Ray : « la Trilogie d'Apu, Pather Panchali », 22 h 55

Ouverture d'un cycle consacré au cinéaste bengali Satyagit Ray que la France découvrit avec « le Salon de musique ». Un univers fascinant, obsédant et secret. A ne pas manquer.

F.r.3 Vendredi : « Bonnes fêtes Charlie ! » enquête de Michel le Bayon, 20 h 35

Les nouveaux pauvres des Etats-Unis. Thank you Ronald !

Prélude à la nuit : Beethoven, cinquième symphonie. Orchestre du Capitole de Toulouse, direction Michel Plasson, 22 h 40

Pom pom pom pom sous la baguette d'un chouette chef que l'on n'entend pas assez souvent.

SAMEDI 19 MARS

A.2 « Theodor Chindler » (fin) de Hans-Verner Geissendorfer, 21 h 50

La fin — août 1918, novembre 1918 — d'un feuilleton remarquable sur l'Allemagne de la Première Guerre mondiale, la mise à mort du mouvement spartakiste, l'espoir brisé de l'Internationale ouvrière. Dominée par le jeu de Hans-Christian Blech, cette série a pâti du doublage relativement nul que l'on a effectué sur la langue originale. Comme les téléspectateurs ne se sont toujours pas rendu compte que l'on peut tout à la fois lire des sous-titres et suivre des images, essayons de faire en sorte que les V.f. n'aient pas l'air débile, comme si les comédiens doubleurs lisaient le bottin...

F.r.3 « En vacances », téléfilm d'Alain Dhouailly, 20 h 35

L'écologie n'étant plus ce qu'elle était, une dépressive qui a choisi de se mettre au vert pour retrouver le goût de vivre plonge dans une seconde désillusion. Et se pose quelques questions : pourquoi Jacqueline la fermière a-t-elle déserté veaux, vaches, cochons et poulets pour le charme du pointage à l'usine ?

DIMANCHE 20 MARS

T.f.1 « Cause toujours, tu m'intéresses », d'Edouard Molinaro, 20 h 30

Jean-Pierre Marielle drague Annie Girardot par téléphone interposé mais se dégonfle le moment de la rencontre arrivée. Sympa mais guère subtil.

A.2 Visite au musicien, nº 1 : Sergio Vartolo à Bologne, proposé par Alain de Chambure, 21 h 40

Cette série consacrée à la musique baroque s'ouvre, ce soir, sur un musicien italien de quarante ans qui s'est passionné pour les œuvres méconnues du XVIIe et du XVIIIe siècle. Suivront des visites à Edward Higginbottom avec les chœurs d'Oxford et à William Christie, le maître des « Arts florissants ». Passionnant et courageux.



Kipa

« La Complainte du sentier » de Satyajit Ray.



Serge Reggiani et Jacques Dutronc dans « Violette et François ».

de Nadine Trintignant, 20 h 35

Bavures imprévues dans l'univers de la justice. Un avocat que l'on croit un raté absolu démantèle un puzzle criminel où pas mal de hautes personnalités se retrouvent mouillées. Toute ressemblance...

A.2 Le grand échiquier, de Jacques Chancel : c'est l'Printemps, 20 h 35

F.r.3 « Qui » ? de Leonard Keigel, 20 h 35

Un mort pas mort retrouve la trace de celle qui a failli le tuer. Mais, de toute façon, il voulait la descendre. Bon, je vous quitte, j'ai la migraine.

MARDI 22 MARS

T.f.1 « Un manteau de chinchilla », téléfilm de Dorothée Letessier, 20 h 35

Réalisée par Claude Othnin-Girard, une rêverie plus amère que douce sur le rêve de la possession confronté à la réalité des vies tracées. Ou comment Nicole, vendeuse de Prisunic, n'aura jamais son manteau de chinchilla alors qu'elle en meurt d'envie. Mais André, son mari, se fiche des désirs de Nicole. Au chinchilla, il préfère l'achat d'une caravane d'occasion. A ne pas manquer.

« Fatti Vivo Claudio », de Paul Seban, 21 h 35

Une évocation fantastique de la vie du compositeur Claudio Monteverdi dont T.f.1 programmera bientôt « le Retour d'Ulysse dans sa patrie » dans une réalisation de Jean-Pierre Ponnelle et sous la baguette de Nikolaus Harnoncourt.

A.2 « Le Tombeur de ces dames », de Jerry Lewis, 20 h 40

T'as d'beaux yeux, tu sais !

F.r.3 « Violette et François », de Jacques Rouffio, 20 h 35

L'immaturité de François fait que Violette se retrouve avec deux enfants sur les bras : son bébé et son mari. Haut les cœurs, mes sœurs ! Un film bien sympathique avec une distribution de choc : Isabelle Adjani, Jacques Dutronc, Serge Reggiani, Lea Massari et Françoise Arnoul.

L'émission de la semaine : Olivier Messiaen et les oiseaux, réalisation de Denise R. Tual, T.f.1, mercredi 23 mars, 22 h 15

Compositeur immense, Olivier Messiaen, né en 1908, incarne depuis presque cinquante ans la musique française contemporaine. Elève de Paul Dukas, maître par la suite de Pierre Boulez et de Marius Constant, Olivier Messiaen a tout étudié : le catholicisme — sa foi est profonde —, la rythmique hindoue ou, encore, l'ornithologie. Véritable philosophe musicien, ce géant vient enfin d'achever son opéra « François d'Assise » que lui avait commandé Rolf Liebermann en prenant la direction du Palais-Garnier. L'œuvre sera créée prochainement par le nouveau directeur de l'Opéra Massimo Bogianckino. Ce soir, T.f.1 nous permet d'approcher un chercheur secret, amoureux fou du chant des oiseaux... Un bien beau portrait avec la participation d'Yvonne Loriod, de Yannis Xenakis et de Michel Beroff.

F.r.3 « Boîte aux lettres », de Jérôme Garcin, 20 h 35

Encore un peu jeunette pour être jugée, l'émission littéraire du dimanche soir. Jérôme Garcin a l'air de manquer de place, de temps et ses invités se suivent, se bousculent et se remplacent à la vitesse grand V. On dirait une soirée électorale où les dépêches s'entassent sous l'œil affolé du présentateur. Mais ça se rodera. Ce soir, l'invitée d'honneur s'appelle Marie Cardinal qui vient de publier « le Passé empiété » chez Grasset.

« The Verdict », de Don Siegel 22 h 30

Allez donc voir celui de Sidney Lumet avec deux paires d'yeux à tomber raide : bleus pour Newman, verts pour Rampling.

LUNDI 21 MARS

T.f.1 « Défense de savoir »,



Kipa

Marie Dubois dans le « Manteau de chinchilla ».



Coline Serreau dans « On s'est trompé d'histoire d'amour ».

MERCREDI 23 MARS

T.f.1 « Les Choses de la vie », émission d'Alain de Sedouy, 20 h 35, (voir page 24)

A.2. « L'œil des étoiles », téléfilm de Nick Sgarro, 20 h 35

Débile : un brave américain pas si tranquille a hérité des pouvoirs surnaturels de son papa extraterrestre. On ne savait pas qu'E.T. avait déja procréé.

F.r.3 Opérette : « la Veuve joyeuse », de Franz Lehar, mise en scène d'Alfredo Rodriguez Arias, 20 h 35

La veuve la moins joyeuse de toute l'histoire de l'opérette. On la comprend : elle est enterrée par le classicisme carton-pâte d'Alfredo Arias et on lui colle un centenaire aphone pour amoureux... Malgré tout, la belle Felicity Lott a bien du charme.

JEUDI 24 MARS

T.f.1. « Julien Fontanes, magistrat : l'âge difficile. » Réalisation de Serge Friedman, 20 h 35

Il se passe de bien étranges choses à « la Dormière », maison de repos pour le troisième âge. Toute ressemblance...

A.2 « L'histoire en question », d'Alain Decaux : Kurt Gerstein, l'espion de Dieu, 20 h 35

Membre de la S.s., Sturmführer, Kurt Gerstein fut le premier homme à révéler au monde le génocide nazi. Il sera malgré tout arrêté en 1945 et jugé comme criminel de guerre. Le secret de son revirement ? Kurt Gerstein était croyant. Terriblement. Et Hitler s'enfonçait dans la propagande antichrétienne. Kurt Gerstein avait une belle-sœur folle. Et Hitler avait décidé la suppression pure et simple des malades mentaux. Alors, Kurt Gerstein s'est engagé dans la S.s. pour pouvoir témoigner de l'intérieur. Tout voir pour tout dire. Devant la non-réaction du monde libre, lorsqu'il aura parlé, Kurt Gerstein se suicidera. Une trajectoire ambiguë et passionnante.

F.r.3 Ciné passion : « On s'est trompé d'histoire d'amour », de Jean-Louis Bertucelli, 20 h 35

On se rencontre, on se marie — allez savoir pourquoi — sans moyens, sans métier réel, sans argent. Et le désir passe, le mariage casse. Restera l'enfant. Un superbe portrait d'un couple à la dérive, malgré elle, malgré lui. Avec Coline Serreau.

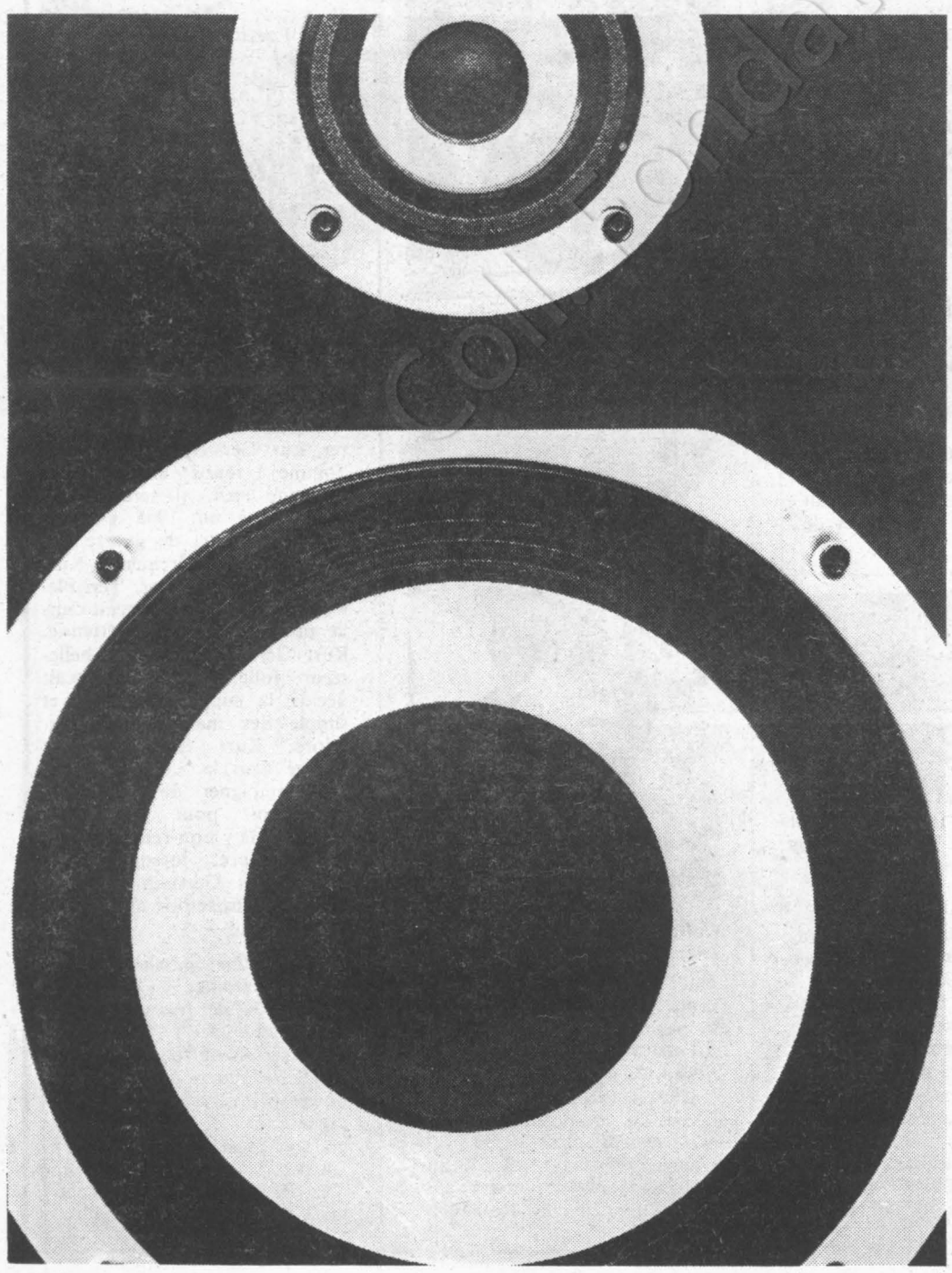
TIMBRES RARES PAR THOMSON.

Les enceintes acoustiques sont des instruments de musique.

C'est vrai et ça n'est pas vrai.

La vérité est que les enceintes acoustiques ne doivent pas avoir de couleur musicale propre, comme un violon.

Elles doivent au contraire se rapprocher de la neutralité.



Car on leur demande une restitution "droite" et constante sur une échelle de fréquence de dix octaves.

Ainsi on peut restituer le timbre clair d'un ténor wagnérien, le medium velouté d'un violoncelle, les attaques franches d'un piano, le tonnerre sec de certaines orgues.

Une bonne enceinte acoustique ne confond pas les timbres rares d'un alto avec ceux d'un violon.

Trois haut-parleurs ne sont pas de trop pour y parvenir. Un boomer (pour les graves) de 25 cm, un medium de 8 cm, un tweeter (haut-parleur spécial pour les aigus) de 16 mm, à dôme.

Pour parler d'une bonne enceinte, il faut des mots rares.

Pour fabriquer une bonne enceinte, il faut une technique rare.

BAZAINE

THOMSON

Haute-Fidélité

Collection Jean-Jaurès

DANS LA JUNGLE DES BANQUES

Avec "la Demeure des puissants", Max Gallo nous entraîne dans un monde où les grands carnassiers financiers s'affrontent après avoir dévoré le menu fretin. Un roman haletant, efficace, passionnant

PAR NICOLE CHAILLOT

POUR avoir voulu pénétrer par effraction dans « la Demeure des puissants », Simon Garelli et Julien Vanco y laisseront l'un sa vie, l'autre ce qu'il faut bien appeler son âme. Fils de ces immigrés qui fuyant l'Italie fasciste s'établirent à Lourciez — la ville mythique et méditerranéenne chère à Max Gallo — Simon et Julien après avoir connu une enfance humiliée de « Macaronis » (les « Bougnoules » d'alors) se hissent à force de travail, de volonté et de froide ambition, l'un — Simon — à la présidence d'un énorme groupe bancaire multinational, la Sabani, l'autre — Julien — ayant mis ses pas dans les traces de son aîné dans la peau d'un haut cadre de banque, confident et alter ego du patron. Réussite sociale réalisée au grand dam des « héritiers », les de Machinchose et autres de Carouge qui tolèrent mal l'intrusion de ces deux métèques dans leur cénacle protégé.

Mais on n'échappe pas à son destin ou plutôt, puisque l'auteur s'appelle Max Gallo, on ne trahit pas impunément sa classe. Ayant tous deux ralliés le camp des puissants, épousant leur cause jusqu'à faire bon marché de la vie humaine pour arrondir les dividendes, Simon Garelli et Julien Vanco seront impitoyablement broyés à la première fêlure.

Les romans de Max Gallo sont tous profondément marqués par « l'Anké », la fatalité du monde grec, destinée contre laquelle ses héros tentent de se rebeller, mais en vain. Il y a de la tragédie dans l'air ! Le destin tisse ses fils, ses carrefours, ses chausse-trapes où les héros aveuglés — par la passion, l'orgueil, la cupidité ou même l'amour paternel — tombent inévitablement.

Pour Julien Vanco, le narrateur dans la plus grande partie du livre, la fatalité (ou la fêlure) se présente sous les traits séduisants bien que fatigués d'une superstar du journalisme international, Clara Becker (on pense irrésistiblement à Oriana Fallaci). Cette dangereuse sibylle bouleverse de fond en comble la vie du respectable fondé de pouvoir en lui révélant l'amour d'abord, puis le doute, enfin l'ignominie de certaines opérations réalisées avec l'appui de tueurs par son vénéré patron et « maître », Simon Garelli. Enlèvements, meurtres, chantages en tout genre, appropriations de terres au Brésil par la déportation et le génocide, rien n'arrête les financiers de haut vol bien calfeutrés derrière les doubles portes capitonnées de cuir de leurs bureaux.

L'univers glauque dans lequel Max Gallo nous entraîne en plongée se révèle au fil des pages tout à fait angoissant. Mais — et c'est la suprême habileté de l'écrivain — jamais nous ne mettons en doute la réalité de ce cauchemar pour temps modernes ; nous croyons complètement à l'existence de ces monstres froids capables d'enlever et d'assassiner des enfants pour faire pression sur des concurrents récalcitrants.

D'autant que l'élimination au Brésil du Dr Klaus Stucki, « disparu » puis torturé et assassiné par un commando de la mort, ne relève pas du seul domaine de la fiction. Il suffit de lire les témoignages des Mères de la Place de Mai pour s'en convaincre. D'autant que l'enlèvement du baron Empain n'a jamais été complètement élucidé. La trame romanesque de « la Demeure des puissants » repose sur une réalité contemporaine, il suffit d'ouvrir un journal pour en être persuadé.

Fragilisé par la passion qu'il éprouve pour Clara Becker, et ébranlé par l'ignoble vérité qu'il avait toujours inconsciemment refoulée, Julien Vanco craque en emportant des dossiers compromettants. Une chasse à l'homme où tous les coups seront permis peut commencer.

On tremble pour ces hommes faits de chair et de sang, de trouille et de courage que nous dépeint Max Gallo. En revanche, on ne tremble jamais pour ses personnages féminins. Lucides, résolues, impitoyables, elles sont assez terrifiantes ces Clara, Erica ou autre Martine. Mères avant tout, un tantinet mantes religieuses elles n'ont que mépris tendre pour ces pauvres petits bonshommes qui furent leurs amants ou leurs maris. En revanche, pour leur fils, elles ont tous les courages et toutes les audaces. Ah, mère Méditerranée quand tu nous tiens !

Si Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre, on peut

(suite en page 30)



Pascal Lebrun

Fondation Jean Jaurès

(suite de la page 29)

dire qu'il a réussi son coup avec ces deux fils de prolétaires déclassés que sont Simon et Julien. Révéler la fin du roman serait une faute absurde car une des qualités principales de ce récit haletant réside dans le suspens qu'a su lui imprimer Max Gallo.

Polar, politique-fiction, pamphlet, roman d'amour, fresque historique « la Demeure des puissants » est tout cela à la fois, porté par la générosité, la force et l'efficacité du talent de Max Gallo.

Nous avons choisi d'offrir aux lecteurs de « l'Unité », la primeur des bonnes feuilles de « la Demeure des puissants » qui paraîtra le 23 mars prochain chez Grasset en publiant les toutes premières pages du roman : le Procès de Julien Vanco.

« MESDAMES et Messieurs les jurés, depuis cinq jours vous regardez Julien Vanco. Cet homme assis derrière moi entre deux gendarmes, vous devez aujourd'hui le juger et moi le défendre.

Je vous ai vus, tout au long de ces cinq jours, alors que se succédaient les témoins, scruter le visage de Julien Vanco. Je vous ai observés. Je me suis interrogé avec angoisse. Avez-vous compris cet homme ? Avez-vous démêlé les mobiles de son acte ?

Tout homme est un labyrinthe. Julien Vanco l'est pour vous, comme pour moi et sans doute pour lui-même.

Hier, Monsieur l'Avocat général a déroulé son fil d'Ariane. Mais il ne s'est pas attardé à l'itinéraire. Il avait hâte de parvenir à la dernière étape, à l'acte qui a conduit Julien Vanco devant vous. Il voulait vous raconter ce double meurtre, cette journée du 4 juin 1980 dont rien, prétend-il, n'est demeuré dans l'ombre.

Nous connaissons minute par minute les faits et gestes de Julien Vanco. Mais qui a jamais contesté qu'il ait arrêté sa voiture sur la place de Bergwald, pris à pied la route qui conduit, hors du village, à la maison de repos du Dr Georgewitch ? Qui a nié qu'il savait que séjournaient là Simon Garelli et Thierry de Carouge ?

Ce sont eux que Julien Vanco veut tuer.

Je tiens, en plein accord avec lui, à relire ici un passage de sa déposition enregistrée quelques heures à peine après le meurtre : « Mon intention, a-t-il déclaré, était de tuer Simon Garelli et Thierry de Carouge. Je me suis rendu à Bergwald pour mettre à exécution ce projet. Je regrette d'avoir été contraint d'agir ainsi mais il n'y avait pas d'autre choix possible pour moi. J'accepte par avance le châtiment que la justice m'infligera. »

Julien Vanco revendique donc sa culpabilité.

Mais s'il ne cherche pas d'excuses ou de circonstances atténuantes, pourquoi parler encore et ne pas vous laisser juger ?

Nous savons tous qu'il est entré dans la maison de repos du Dr Georgewitch, que Simon Garelli et Thierry de Carouge qui se trouvaient dans le parc ont accepté de le rencontrer. Les trois hommes se connaissaient bien. Garelli était même — qui l'a démenti ? — l'un des amis d'enfance de Julien Vanco. Ils ont conversé calmement, tous les témoignages le confirment. Puis Vanco a tiré sur l'un et l'autre de ses interlocuteurs et il est demeuré sur place, attendant l'arrivée de la police.

Ces faits, comme semble le croire Monsieur l'Avocat général, suffisent-ils parce qu'ils sont vrais, à établir la vérité ?

Si un acte trouvait en lui-même toutes ses causes, si les choix d'un homme ne dépendaient que de lui, nous pourrions répondre oui, nous taire et vous laisser prononcer le verdict sans plus attendre.

Mais la vérité d'un acte tient au monde par mille fibres. Et quand le coupable est un homme à la vie exemplaire, un homme qui fut durant plus de vingt années le collaborateur le plus proche du président-directeur général de la Société internationale de banque et d'industrie, un homme qui, à ce titre, a conduit des négociations répétées avec le directeur général de la Société genevoise de finance ; quand les victimes précisément sont Simon Garelli, président-directeur général de la Société internationale de banque et d'industrie, Thierry de Carouge, directeur général de la Société genevoise de finance, alors on ne peut se contenter de décrire un acte, à moins que l'on ne veuille, en prétendant faire toute la lumière, dissimuler l'essentiel.

Si je plaide au terme de ce procès, qui paraît sans mystère, c'est que, à partir de cet acte incontournable, la mort de deux hommes tués par Julien Vanco, je veux faire surgir la vérité avec toutes ses ramifications.

Rappelez-vous certains témoignages qui ont irrité le ministère public. Ils étaient, disait-il, hors sujet. Il faut le démontrer. Mais qui peut contester ce que Clara Becker nous a révélé du passé de Thierry de Carouge ou du rôle de la Société genevoise de finance et de la Société internationale de banque et d'industrie, et donc de Thierry de Carouge et de Simon Garelli, dans le continent sud-américain ? Sans conséquences, son témoignage ? Et le double meurtre commis par Julien Vanco est-il sans rapport avec la misère et la mort de ces enfants brésiliens dont le témoin Erica Zorn nous a parlé ? Est-il scandaleux de mentionner ici la disparition du Dr Klaus Stucki, que Clara Becker et Erica Zorn ont évoquée, Stucki qui était de ceux qui attiraient l'attention sur cet « envers du monde » que nous refusons de voir ?

Qu'on ne m'accuse pas de transformer Julien Vanco en justicier ou bien de faire ici le procès de l'exploitation d'une partie du monde par l'autre.

La responsabilité d'un acte individuel ne saurait se dissoudre dans des données générales. Et Julien Vanco ne les a jamais avancées pour sa défense. Mais je montrerai la chaîne des décisions, prises chaque fois par des hommes — et parmi eux les victimes Simon Garelli et Thierry de Carouge. Ces décisions expliquent aussi le choix de Julien Vanco. Et il faudra bien, puisque le coupable et les victimes appartiennent à ce monde-là, qu'on dise ce que sont ces organismes mystérieux et respectables, ces empires qui s'allient ou se livrent des guerres et qui se nomment Société genevoise de finance et Société internationale de banque et d'industrie.

Je dois m'étonner à ce propos de ce que la Cour, malgré mes demandes, n'ait pas usé de son pouvoir pour rechercher et entendre Bernard de Carouge, le président du groupe Carouge-Mortain, le fils de Thierry de Carouge. Il eût pu nous parler de l'affrontement qui l'opposa à Simon Garelli, il y a une dizaine d'années, des raisons de sa capitulation et de la soumission — que négociait encore l'année dernière Julien Vanco — du groupe Carouge-Mortain à la Société internationale de banque et d'industrie. Ce passé lointain et fourbe n'a-t-il rien à voir avec le comportement de Julien Vanco ? Je n'en suis pas sûr.

Mais ce ne sont là, mesdames et messieurs les Jurés, que des questions préalables. J'ai voulu les mentionner afin de vous donner d'emblée le sens de ma plaidoirie.

Avant de tenter d'y répondre, avant de pénétrer dans ce labyrinthe qu'est, je l'ai dit, une vie, je dois vous avouer qu'à chaque étape de la constitution de mon dossier je pensais à ces vers de Shakespeare dans l'acte V d'« Hamlet » :

« Il y a péril lorsque la racaille intervient entre des pairs et se jette entre les feux des épées croisées de puissants adversaires. »

Et je pensais aussi à ce qu'écrivit Eluard :

« Il faut vivre pour rien ou bien dans les tortures. »

Je crois en conscience que les mots de ces deux poètes s'appliquent à Julien Vanco.

*
* *

AVEC la plaidoirie de Me Michel Hoffman, du barreau de Paris, le procès de Julien Vanco est entré ce matin dans sa phase décisive.

On connaît la manière du célèbre avocat. Il refuse le pathétique et les effets d'audience. Il préfère affirmer une rigueur morale que son ton monocorde accentue. Sa rhétorique fort habile se dissimule ainsi sous une apparente sobriété. Il ressemble à un pasteur que brûlerait la passion de la vérité. Les jurés — sept hommes et trois femmes — paraissaient fascinés. Quand, détachant chaque mot, Me Hoffman a cité Shakespeare et Paul Eluard, sans élever la voix, ni faire un seul geste, le corps raide, un silence d'église régnait dans la salle du tribunal.

La tâche de Me Michel Hoffman est cependant difficile. Il ne peut contester ni les faits ni la préméditation. Julien Vanco a reconnu dès son arrestation avoir voulu et préparé le meurtre de Simon Garelli, président de la Société internationale de banque et d'industrie, et celui de Thierry de Carouge, directeur de la Société genevoise de finance. Mais Me Hoffman a brandi ces aveux comme une preuve d'honnêteté, s'emparant des arguments de l'accusation pour réduire à une simple péripétie le double meurtre délibéré commis par son client.

On avait d'ailleurs au cours du procès pu noter le début de cette manœuvre et l'avocat général Verdier, en s'en tenant à l'exposé des circonstances du crime, a peut-être affaibli son réquisitoire.

En effet, les témoins cités par la défense, et notamment la journaliste italienne Clara Becker, la sociologue Erica Zorn, ont mis en accusation les banques que dirigeaient les deux victimes. Selon leurs témoignages la Société internationale de banque et d'industrie et la Société genevoise de finance avaient en Amérique latine, particulièrement au Brésil, favorisé la politique répressive des gouvernements locaux. Ces deux sociétés étaient ainsi, selon Clara Becker et Erica Zorn, indirectement responsables de plusieurs assassinats et disparitions, perpétrés par des groupes de tueurs liés au pouvoir. Les deux témoins ont évoqué la disparition du médecin suisse Klaus Stucki, dont l'activité d'assistance dans le nord-est du pays, puis les quartiers les plus pauvres de Rio de Janeiro, était tournée vers la protection de l'enfance. Il avait publié plusieurs ouvrages consacrés à ce qu'il appelait l'« envers du monde ». Sa disparition, selon Clara Becker, serait liée aux renseignements qu'il avait rassemblés et qui mettaient en cause l'activité au Brésil de Bernard de Carouge — le fils de Thierry de Carouge —, le président du groupe Carouge-Mortain.

Ce groupe est passé au terme de négociations conduites par Julien Vanco et Simon Garelli sous le contrôle de la Société internationale de banque et d'industrie.

Dès le début de sa plaidoirie, Me Michel Hoffman a montré qu'il voulait exploiter ces témoignages et ainsi déplacer l'objet du procès de manière à présenter Julien Vanco comme un justicier agissant au nom d'une morale supérieure.

Certes, Me Hoffman s'est défendu par avance de cette intention. A plusieurs reprises, il a répété que « la responsabilité d'un acte individuel ne saurait se dissoudre dans des données générales », et affirmé que son client — et lui-même — ne recherchaient aucune excuse. Le meurtre, a-t-il dit, est un « acte incontournable ».

Cependant, en revenant à plusieurs reprises sur les faits rapportés par Clara Becker et Erica Zorn, en citant un long passage du journal de Klaus Stucki consacré au destin d'une petite fille brésilienne, Me Michel Hoffman a cherché à l'évidence à émouvoir les jurés et à détourner leur attention du double meurtre qui est en question.

Un observateur peu averti, pénétrant dans la salle d'audience et écoutant Me Hoffman, aurait pu croire qu'il s'agissait non de juger Julien Vanco qui avait avoué le meurtre de deux hommes, l'un son ami d'enfance, l'autre un vieillard, mais de rechercher les causes des malheurs d'une fillette brésilienne nommée Adriana, victime lointaine peut-être de ces deux hommes !

*
* *

ADRIANA, six ans, jambes arquées, ventre plat, cheveux noirs, maigre mais saine. Elle répète d'une voix trop grave, qui me gêne : « Papai Stucki, Papai do Ceu » — papa Stucki, papa du ciel.

Sa mère me prend les mains, les embrasse. « Papai Stucki », dit-elle aussi. Puis elle s'étire, montre ses aisselles, pousse Adriana vers moi, dit en me fixant : « Les hommes sont lourds comme des bœufs et ils sentent le chien mouillé. »

Elle se signe : « Papai do Ceu », elle rit, chasse ses enfants de la pièce au sol de terre battue, retient Adriana par le bras.

— Tu l'as sauvée, me dit-elle.

Adriana avait cette maladie qu'on appelle la faim. Je me suis battu. Pour me rendre chez elle, je devais traverser le quartier des bordels. Je croisais sur le côté de la route des hommes qui avançaient en file indienne, silencieux.

J'ai rendu le ventre d'Adriana plat.

Les voisines avaient déjà préparé le cercueil de bois blanc, cette petite boîte qu'on porte sur l'épaule gauche jusqu'au cimetière. Mais j'ai sauvé Adriana et je suis revenu pour surveiller la guérison.

Des chauves-souris voletaient d'une cloison à l'autre, et les enfants se cachaient les yeux avec leurs paumes.

— Papai Stucki, Papai do Ceu. La mère avait appris à Adriana ces expressions, qu'elle répète maintenant.

La sensiblerie est un péril mortel pour le médecin, m'avait enseigné l'un de mes maîtres. Mais je suis rongé par cette gangrène de l'émotion chaque fois que je vois Adriana. Elle a des yeux de chat, verts dans la peau brune.

— Tu l'as sauvée, me dit une nouvelle fois la mère. J'ai même envisagé d'adopter Adriana. J'aurais au moins changé une vie. Je l'ai imaginée dans mon village, au milieu des forêts et des alpages. Il me suffisait de faire un geste. Je me le suis interdit et durant plusieurs semaines je n'ai plus vu Adriana.

Je suis resté au centre de la ville, j'ai participé à un congrès médical, assisté à la réception offerte par mon consulat, en l'honneur de la délégation des industriels et des banquiers en visite officielle au Brésil. J'ai frôlé des hommes aux chemises blanches dont les manches courtes laissaient voir les bras musclés. J'ai échangé quelques mots avec le président du groupe Carouge-Mortain, Bernard de Carouge, auquel le consul m'avait présenté. Il tenait bien sûr à m'expliquer que l'investissement à long terme était la seule méthode de lutte contre la faim. Sa femme, le poignet entouré d'un bracelet tressé de fils d'or, laissait sur le rebord de la coupe qu'elle portait lentement à ses lèvres une trace grenat.

Puis je me suis enfermé chez moi. J'entendais les coups de freins des autobus rouge et jaune. Je remplissais des dossiers, j'établissais mes statistiques annuelles de mortalité infantile.

Adriana ne serait pas l'un des trente-quatre mille enfants qui, chaque jour, mouraient de faim dans le monde.

Mon ami le poète Ferreira Gullar m'a téléphoné. Il crevait, disait-il, la chaleur, la mort, et tous ces cons qui continuaient à jouir. « Viens », insistait-il.

Nous avons bu. Encore bu. « Sais-tu — et il riait — que nous allons vers des générations de paysans nains ? Des nains et des idiots, à cause de la faim. Il manque aux enfants jusqu'à soixante pour cent de neurones du cerveau. Déficience mentale définitive. »

Nous avons continué à boire, à rire.

— Ecoute-moi, a crié tout à coup Gullar, écoute-moi, docteur Stucki.

Il a pris un feuillet qui était à demi engagé dans sa machine à écrire et s'est mis à déclamer d'une voix hésitante :

« J'introduis dans la poésie
le mot diarrhée...
Celui qui ne parle que des
fleurs ne dit pas tout...
Le poète devient muet
s'il n'a pas les mots réels
La diarrhée
est une arme qui blesse et
tue
Qui tue plus que le couteau
plus que les balles des fusils
Hommes femmes et enfants
de l'intérieur du Brésil
C'est comme une bombe D.
qui explose à l'intérieur de
l'homme
quand se déclenche lente-
ment
la mise à feu de la faim
Une bome placée en lui
par des siècles de faim
et qui explose en diarrhée
dans le corps de celui qui ne
mange pas
Ce n'est pas une bombe pro-
pre c'est une bombe sale et
molle
qui élimine sans bruit
plusieurs millions d'enfants
On finit par se demander
qui a placé la bombe dans le
cœur de cet homme,
qui vole à cet homme
la céréale qu'il plante...
C'est celui qui transforme le
café en dollars
et le riz en faim...

Nous étions ivres.

Le lendemain, j'ai traversé le quartier des bordels, j'ai retrouvé la maison — une pièce au sol de terre battue — d'Adriana.

— Papai do Ceu, papai Stucki, a dit la mère en me prenant les mains.

J'ai cherché des yeux Adriana.

Sa mère a ri. D'un signe de tête elle m'a montré la rue.

— Un homme l'a choisie, elle, m'a-t-elle dit.

Elle s'est signée.

— Papai Stucki, béni tu es de l'avoir sauvée.

*
* *

MESDAMES et messieurs les Jurés, si j'ai tenu à citer ce texte du Dr Stucki, ce n'est pas pour chercher une excuse lointaine à l'acte criminel accompli par Julien Vanco.

Mais vous devez le juger, donc le comprendre. Et ma conviction est que le double meurtre qu'il a commis ne peut être enfermé dans les limites du parc de la clinique du Dr Georgewitch à Bergwald. Ses racines sont enfoncées dans la réalité du monde car les décisions de Julien Vanco modifiaient cette réalité.

Un exemple ? J'ai ici le dossier concernant les achats de terre, des centaines de milliers d'hectares, pratiqués au Brésil, par Bernard de Carouge, pour le compte du groupe Carouge-Mortain, donc aussi pour la Société internationale de banque et d'industrie qui est associée à ce groupe depuis plusieurs années.

Le contrat d'achat est paraphé par Julien Vanco et Simon Garelli.

Acquisition banale ? Si l'on veut. Mais les formules glacées des actes bancaires cachent la disparition des cultures vivrières au bénéfice des champs de canne à sucre ou des périmètres d'exploitation pétrolière et minière. Et cela signifie, comme l'écrit dans l'une de ses études la sociologue Erica Zorn, l'apparition de la « faim moderne et hypocrite. Le ventre des enfants est plein de haricots noirs et de manioc. On ne voit ni côtes saillantes ni membres décharnés et pourtant la faim dévore et tue. »

Je ne veux pas conduire ici, je le répète, le procès des lois économiques et financières qui régissent l'ordre du monde. L'histoire jugera et je ne suis que l'avocat d'un homme accusé de meurtre.

Qui pourra pourtant refuser à Adriana et au Dr Stucki le droit de témoigner dans ce procès ?

Et si nous sommes atteints, à notre tour, comme l'ont été Stucki et Vanco, par la gangrène de l'émotion, ne nous en défendons pas.

Cette gangrène-là est la maladie des hommes humains. ●

OBJECTIF : 10 000 ABONNES NOUVEAUX

Depuis quelques mois « l'Unité » a changé de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permet de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré. De toute part, on nous dit que ce changement est apprécié.

Onze ans après sa naissance, « l'Unité » a donc pris un nouveau départ qui se prolonge par une grande campagne d'abonnement à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux.

Pour l'atteindre nous avons besoin du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent, de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à « l'Unité » un nouveau bond en avant. C'est aujourd'hui une tâche prioritaire dans le combat des socialistes.

Bulletin d'abonnement à retourner à :

l'administration de l'unité
10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

**** abonnement d'un an (250 F) ☐***

**** abonnement de six mois (160 F) ☐***

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

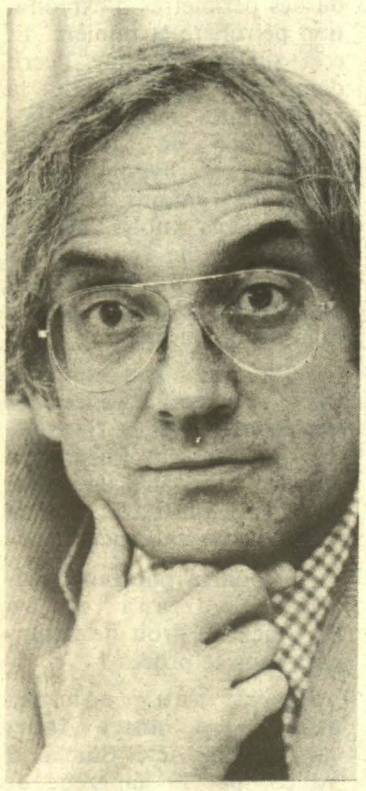
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Martine Ducousset, Fabian Gastel-lier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Pierre-Yves Poindron, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-ELysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

La chronique de Max Gallo



« Il faut les achever. » Je pense à ce titre de « Minute » qui restera dans l'histoire de cette bataille politique des municipales comme l'aveu sans masque des intentions et des phantasmes de la droite. Et j'écoute et je regarde, ce dimanche soir du deuxième tour, les représentants de l'opposition. Doucereux et patelins, ils donnent des leçons de modération. Monsieur Léotard, monsieur Seguin, monsieur Lecanuet, monsieur Chirac : tous condamnent les « excès » de la campagne, s'inquiétent, s'indignent. L'un des propos de Louis Mermaz ; l'autre, de ceux de Gaston Defferre. L'un a été accusé par un journal du soir de « forfaiture », l'autre aurait exploité honteusement un attentat, etc.

J'écoute, je regarde. Je songe à cette campagne que nous avons vécue. Les injures quotidiennes, les affiches racistes, les socialo-communistes, « association de malfaiteurs »... et je mesure une fois de plus — et il faut une fois de plus que nous en prenions conscience — que l'impudence et le mensonge ont été durant ces semaines, et dans les commentaires, les armes de la droite. Qui, à la fin, l'ont frappée comme un boomerang, tant était évidente l'intention, sous le couvert des municipales, d'en finir avec le gouvernement de gauche.

Si les élections se sont déroulées dans le calme, pour l'essentiel, c'est que ce peuple, notre peuple, est, malgré ceux qui tentent de lui inoculer à nouveau les ferments de la violence et du racisme, profondément démocratique. Mais ces leaders, ces éditorialistes, qui réécrivent en 1983 les articles du Gringoire des années trente, qui pourrait croire qu'ils ont accepté l'alternance ? C'est-à-dire le droit pour la majorité élue à la suite du président de la République d'appliquer la politique définie par ce dernier ? Il fallait entendre, le soir du premier tour, le maire élu de ma ville exiger que tous les élus de gauche démissionnent de leur mandat de députés ou de conseillers généraux pour savoir quelles étaient les intentions de cette opposition.

Entre les deux tours, avec une caravane de voitures répandant à tue-tête des chants patriotiques, entouré par une équipe d'afficheurs en treillis, il s'est rendu dans les communes où la gauche était en ballottage pour influencer, impressionner les électeurs. Mais, voilà, ces communes sont restées à la gauche. La France n'est pas mûre pour les « furieux ». Nous sommes une démocratie. Il faudra bien qu'ils s'en convainquent. Et les électeurs sont majeurs.

Hier soir, donc, j'écoutais les résultats. Le téléphone a sonné. Francis, un camarade, la voix joyeuse, me répétait : « Tu vois, tu vois, je t'embrasse. » Au lendemain du premier tour, il avait durant toute une journée débranché son téléphone, restant chez lui, incapable d'affronter la tristesse des camarades. Une campagne, c'est une équipe, des liens humains, la découverte du dévouement et de la singularité de chacun. Les préjugés tombent. On mesure ce qu'il y a à faire dans la ville. On repère les plaies. On sait comment les guérir. On a beau prêcher le réalisme, rappeler la sociologie politique de la ville, l'inégalité des moyens, peu à peu, les camarades sont entraînés dans la spirale de la confiance.

Il serait si nécessaire de gagner qu'on commence à croire qu'on va gagner. Et brusquement les résultats. Pour les plus jeunes, les plus enthousiastes, les moins endurcis, la soirée du 6 mars fut difficile. Et Grenoble, comme un coup de poing dans l'estomac à vous couper le souffle. Et Marseille en péril. Pourtant, quelque chose, dès ce 6 mars, m'avait frappé, si émouvant que j'en suis encore bouleversé aujourd'hui, alors que le redressement est venu : la résolution, la détermination, l'enracinement indéfectible à gauche qui se révélaient en ce soir de défaite étaient encore plus forts que je n'imaginais. Dents serrées, oui, larmes aux yeux pour certains (pourquoi ne pas l'écrire ?) mais volonté de continuer. Certitude que nous serions là, encore, nous ou d'autres, dans cette ville, pour empêcher la droite d'avoir les mains libres. Cette volonté, elle était perceptible dans l'émotion et dans la fraternité de cette soirée de bataille perdue.

Le lendemain, dans les rues de la ville, j'avais été étonné par les nombreuses manifestations de sympathie d'inconnus qui s'approchaient, tendaient leurs mains, et curieusement, ne cherchaient pas à partager un sentiment de déception ou n'attendaient pas un mot de consolation mais disaient : « Courage, hein, on continue, la prochaine fois. »

Ah, elle aura beaucoup de mal avec le peuple de ce pays, la droite ! Et le second tour vient de le démontrer. J'ai même eu le sentiment dans la ville, mais sur ce point je sais ce qu'a de subjectif cette sensation, que la ville, tout en ayant donné, dès le premier tour, la victoire à la droite, n'était pas fière de l'avoir fait. On me dit qu'à Grenoble l'atmosphère le lundi matin était semblable. Comme si cet électorat, qui par son abstention ou son mouvement vers la droite avait favorisé la défaite de la gauche ici et là, savait qu'il avait cédé souvent à la pression de la peur. Et, de cela, on ne se vante pas.

Certes, ce n'est là que sentiment personnel. Et la démocratie exige qu'on compte d'abord les bulletins de vote plutôt que d'apprécier l'atmosphère d'une ville après un scrutin. Mais, enfin, c'est ici une chronique et l'on y peut rapporter ces anecdotes, les émotions, les propos de ces deux vieilles dames qui, le lundi 7 mars, sont venues à notre permanence. Elles avaient plus de quatre-vingts ans et s'indignaient. Elles nous invitaient, elles aussi, à continuer. Et d'autres encore qui téléphonaient. Nous disions entre nous : « Ce n'est pas possible que, dimanche prochain, on ne se mobilise pas. » Et dans les petits meetings tenus dans les villes en ballottage le vendredi 11 mars, l'assistance était importante, l'attention soutenue. Le second tour ne pouvait pas être comme le premier. Un réveil après une somnolence, déjà l'habitude de la gauche au pouvoir, et des mécontentements, mais quoi, fallait-il pour autant revoir la droite, insolente ?

« Il faut les achever », écrivait « Minute », dans son langage de guerre. Et comment ne pas évoquer à son propos la période versaillaise et celle de l'Occupation ? Mais, le temps a passé, même si certains le regrettent et rêvent d'exécutions sommaires. La démocratie, c'est le pari de l'intelligence et de la raison contre la violence et la peur. Pari gagné au second tour. Avertissement entendu pour le premier.

Le 7 mars, sous le coup des résultats, une électrice m'écrivait : « Vous qui nous gouvernez, vous avez aussi la responsabilité de ne pas vous livrer pieds et poings liés à vos successeurs... Quand donc userez-vous des moyens qui sont à votre disposition si vous ne le faites pas maintenant ? »

Ces questions je les ai entendues tout au long de la campagne. Comment ne pas leur faire écho aujourd'hui ?

D'un dimanche a l'autre

Ah, elle aura beaucoup de mal avec le peuple de ce pays... la droite

Quelques titres hystériques de la presse de droite entre les deux tours.

Dix pages de résultats et de commentaires
France-Soir
toute dernière TRIO
A Paris, Chirac remporte dix-huit arrondissements XIIIe et XXe : ballottages favorables à l'opposition
LE REJET
La France dit non à la gauche
IL FAUT LES ACHEVER !
minute

LE FIGARO
Premier tour des municipales : le grand sursaut
Le naufrage de la gauche
Le franc attaqué
le quotidien de paris
L'ENTRE DEUX TOURS
PS S'CRAQUENT !
CARRIÈRES TECHNIQUES

DÉVALUATION Ce n'est plus qu'une question de jours
le quotidien de paris
NUMÉRO SPÉCIAL
2e TOUR ET PUIS S'EN VONT ?
DEFFERRE BAUDIS
TRIO
PRIX EXTR chez M

Au lendemain du premier tour des municipales, tous les regards se tournent vers le point le plus chaud du second t
Defferre le dos au mur à Marseille

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325